

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
THEORETICAL REVIEW OF THE INTERNATIONAL COMMUNIST PARTY

SOMMAIRE

- Cours de l'impérialisme mondial 1

PROJET DU PROGRAMME D'ACTION DU P.C. D'ITALIE, 1922

- Introduction (A propos des déformations de l'historiographie « de gauche ») 33
- Projet de programme d'action du Parti Communiste d'Italie présenté au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, 1922 54

- Portugal : du 25 avril à l'austérité 70
- Mise au point à propos de certains « dépasseurs de marxisme » 81

WHAT DISTINGUISHES US :

is the assertion of the line which goes from the Communist Manifesto to the Russian October Revolution and the foundation of the Communist International; the struggle against the degeneration of Moscow, the rejection of Popular Fronts and of the Resistance blocs; the difficult task of restoring the revolutionary doctrine and organization in connection with the working class, against personal and parliamentary politics.

CE QUI NOUS DISTINGUE :

la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Cours de l'impérialisme mondial

(Le rapport publié ci-dessous a été présenté à la réunion générale du Parti de mai 1975. Les données chiffrées ont été complétées en tenant compte des statistiques disponibles début juillet 1975.)

Après trente années de « prospérité » bourgeoise — une prospérité qui se mesure en sueur ouvrière et en sang des peuples massacrés par l'impérialisme — la production capitaliste est de nouveau frappée par la crise générale. Les classes dominantes s'imaginaient, en abolissant toutes les entraves au développement des échanges commerciaux et à la libre circulation du capital, avoir instauré enfin les conditions de la stabilité du capitalisme et écarté le spectre de ces convulsions qui paralysaient périodiquement toute la machine productive. Mais ce qu'elles attribuaient à l'assagissement du monstre capitaliste débarrassé de ses maladies d'enfance, ou à une imaginaire maîtrise enfin acquise de ses mécanismes, n'était qu'une rémission passagère. Avec ses destructions massives de capital, le bain de sang du second conflit impérialiste fut pour le capitalisme mondial un véritable bain de jouvence. Mais comme le marxisme l'avait prévu et annoncé, les trois décennies d'accumulation forcenée et de développement des forces productives auxquelles il a ouvert la voie ne pouvaient mener et n'ont mené qu'à une nouvelle période d'affrontements et de crises — qui ne pourra elle-même déboucher, si la révolution prolétarienne n'y met auparavant bon ordre, que sur une nouvelle guerre impérialiste.

Nécessité des crises capitalistes

La bourgeoisie a toujours prétendu expliquer les crises économiques par l'existence d'entraves au libre développement du capital : qu'on supprime ces entraves, héritages du passé ou produits de l'ignorance humaine, et tout ira pour le mieux. Adoptant au fond la même théorie, le réformisme opportuniste reproche à la classe dominante de n'avoir pas su surmonter

ces entraves, d'être coupable d'une « mauvaise gestion » de la machine capitaliste qu'il saurait, lui, diriger en évitant les écueils. En réalité, la cause des crises n'est à rechercher ni dans des entraves externes au développement du capital, ni dans l'impéritie de ses agents, mais bien *au cœur* du système capitaliste lui-même : elle réside dans la contradiction entre les forces productives développées par le capital et les rapports de production bourgeois, dans la nature antagonique d'un mode de production qui ne développe de façon prodigieuse les forces de la production qu'en donnant à leurs produits une *forme* telle que le système *doit* périodiquement les rejeter violemment. Alors même qu'au cœur des nations capitalistes les plus développées de vastes couches prolétariennes et semi-prolétariennes sont brusquement plongées dans la misère, alors que de vastes aires de la planète végètent dans l'arriération et la mort lente, la production capitaliste se trouve soudain paralysée parce qu'elle ne trouve plus de débouchés ! L'explication de ce révoltant mystère réside dans la nature même du capital : le capital n'est que de la *valeur* cherchant à se *valoriser*. Le capital fabrique ses produits en leur donnant la forme de *marchandises*, c'est-à-dire de valeurs d'usage qui sont en même temps des *valeurs d'échange* ; ces marchandises ne sont pas produites dans le but de satisfaire les besoins de l'espèce, mais afin de réaliser sur le marché une certaine *plus-value*, c'est-à-dire d'être vendues à un certain prix et donc avec un certain profit contre la monnaie, pour se retransformer ainsi en un capital argent supérieur à celui avancé à l'origine, puis de nouveau en capital productif, afin de recommencer le cycle de l'accumulation capitaliste, et ainsi de suite. La surproduction ne signifie pas qu'on produit trop par rapport aux besoins de biens de consommation ou de biens de production, mais que le marché, dont les capacités d'absorption par rapport aux exigences de valorisation du capital ne sont connues qu'*a posteriori*, et sur lequel sont lancées sans cesse de nouvelles masses de marchandises provenant de producteurs individuels ou collectifs, n'est plus en mesure de payer pour les marchandises le prix et donc le profit qu'elles devraient « normalement » rapporter. Mais les marchandises ne sont qu'une forme métamorphosée du capital. Derrière la surproduction de *marchandises* par rapport à la *valorisation* permise par le marché, il n'y a donc pas autre chose que la surproduction de *capital* par rapport à ses propres besoins de mise en valeur. En définitive, les rapports de production capitalistes eux-mêmes font obstacle à la mise en valeur du capital. Comme l'écrit Marx, « la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le *capital lui-même* » (1) ; autrement dit le capital en tant que rapport de production entrave la mise en valeur du capital en tant que force productive tendant à un développement illimité.

A mesure du développement du mode de production capitaliste, qui s'accompagne de l'élévation de la composition organique du capital et de l'accroissement de la productivité, cette contradiction s'aiguise avec la baisse du taux de profit : celui-ci exprime en effet précisément le degré de mise en valeur du capital, et sa baisse tendancielle montre que cette

(1) *Le Capital*, Livre III, Ed. Sociales, tome VI, p. 263.

mise en valeur devient historiquement plus difficile. La rébellion des *forces productives* du capital contre les *rappports de production* capitalistes, c'est-à-dire les rapports marchands, le capital et le salariat, éclate inéluctablement dans les crises de la production capitaliste :

« On produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse.

« On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires » (2).

L'existence même du capital n'est donc qu'une succession de crises périodiques dans lesquelles toutes les contradictions accumulées par le mode de production capitaliste font plus ou moins violemment éruption. Dans le Livre I du *Capital*, Marx décrit ce cycle qui se reproduit de façon inéluctable, avec ses conséquences pour la classe ouvrière :

« L'énorme capacité du système de fabrique à s'étendre par bonds, jointe à sa dépendance du marché mondial, enfante nécessairement une production fiévreuse suivie d'un encombrement des marchés, dont la contraction amène la paralysie. La vie de l'industrie se transforme ainsi en une série de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation. L'incertitude et l'instabilité auxquelles l'exploitation mécanique soumet le travail finissent par se consolider et par devenir l'état normal de l'ouvrier, grâce à ces variations périodiques du cycle industriel. A part les époques de prospérité, la lutte la plus acharnée s'engage entre les capitalistes pour leur place au marché, qui est en raison directe du bas prix de leurs produits. C'est donc à qui emploiera les machines les plus perfectionnées pour supplanter l'ouvrier, et les méthodes de production les plus savantes. Mais même cela ne suffit pas, et il arrive toujours un moment où ils s'efforcent d'abaisser le prix des marchandises en déprimant le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail » (3).

Les crises périodiques ne sont donc pas des « accidents » dans la vie du capital : elles lui sont *inhérentes* et *nécessaires*, comme la respiration à la vie de l'homme. Elles font régulièrement voler en éclats tous les avantages que le capital se vantait de « garantir » à la classe ouvrière dans les périodes d'expansion ; elles font de l'incertitude et de l'instabilité la situation *normale* de la classe ouvrière, et aggravent périodiquement ses conditions de vie puisqu'elles aboutissent toujours à la mise à la rue d'une partie des prolétaires et à la baisse des salaires de l'ensemble. Ce simple passage de Marx inflige une formidable gifle à tous les opportunistes qui

(2) *Ibid.*, p. 270.

(3) *Le Capital*, Livre I, Ed. Sociales tome II, p. 133. Traduction corrigée d'après l'édition allemande.

voudraient faire croire que le capital et son Etat pourraient « garantir » quelque chose à la classe ouvrière, ou que l'intérêt de cette dernière est de « défendre l'économie nationale » ou « l'entreprise », alors que les économies nationales et les entreprises se défendent précisément à coups de licenciements et de bas salaires.

Périodicité des crises et cycle de la production capitaliste

Les crises périodiques du capital donnent à la vie de la production capitaliste un mouvement cyclique fait d'une succession de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation. Dans le Livre II du *Capital*, Marx montre comment ce cycle se constitue matériellement :

« A mesure donc que se développent le mode de production capitaliste et avec lui le volume de valeur et la durée du capital fixe investi, on voit la vie de l'industrie et du capital industriel se développer également dans chaque affaire particulière jusqu'à se prolonger de longues années, disons en moyenne 10 ans. Mais si, d'une part, cette vie est prolongée par le développement du capital fixe, elle est abrégée d'autre part par le bouleversement constant des moyens de production, qui s'identifie constamment, lui aussi, avec le développement du mode de production capitaliste. Il entraîne, par l'effet de l'usure morale [du vieillissement technologique - N.d.R.] le changement des moyens de production, la nécessité de leur remplacement constant, bien avant qu'ils n'aient fait matériellement leur temps. On peut admettre que, dans les branches les plus décisives de la grande industrie, ce cycle de vie s'étend présentement en moyenne sur dix ans. Du reste, la précision du chiffre n'a aucune importance ici. Un point est acquis : avec sa durée de plusieurs années, ce cycle de rotations reliées entre elles, au cours desquelles le capital est captif de son élément fixe, fournit une base matérielle aux crises périodiques, qui font passer les affaires par des phases successives de stagnation, d'animation moyenne, de précipitation, de crise. Sans doute les périodes d'investissement du capital sont fort différentes et sans concordance ; mais la crise sert toujours de départ à un puissant investissement ; elle fournit donc plus ou moins — au point de vue de la société prise dans son ensemble — une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation » (4).

(4) *Le Capital*, Livre II, Ed. Sociales tome IV, p. 171. Ailleurs, Marx précise : « Depuis le développement à une grande échelle du capital fixe, l'industrie parcourt un cycle qui correspond plus ou moins à un espace de 10 ans qui résulte de ce cycle bien déterminé de la reproduction totale du capital. Nous découvrirons encore d'autres causes déterminantes, mais nous en tenons déjà une » (*Fondements de la critique de l'économie politique [Grundrisse...]*, Ed. Anthropos, tome II, p. 240). Voir également la correspondance entre Marx et Engels du 2 au 5 mars 1858, où Marx écrit notamment à Engels : « Le laps de temps après lequel en moyenne les machines sont renouvelées

La tendance du capital fixe (équipements, machines) à devenir de plus en plus lourd est une loi fondamentale du mode de production capitaliste, qui exprime l'élévation de la composition organique du capital liée à l'accroissement de la productivité, et qui a pour conséquence la tendance à l'allongement de sa durée de vie. Mais à l'opposé, le capital fixe devient souvent usé « moralement », c'est-à-dire technologiquement démodé par la création de nouveaux procédés et de nouvelles machines, avant d'être usé matériellement (5). La fameuse « compétitivité », c'est-à-dire la course en avant sous l'aiguillon de la concurrence, exige qu'on le remplace alors qu'il pourrait encore servir de longues années. On imagine le prodigieux gaspillage de travail social provoqué par cette course à l'accumulation. La résultante des deux tendances fait qu'à l'époque où Marx écrit le cycle de vie moyen du capital fixe est de dix ans.

En réalité, cette durée de vie est très différente suivant les branches et les techniques, et il serait absurde d'imaginer que tous les dix ans tous les capitalistes procèdent ensemble au renouvellement de leur matériel. Mais la crise sert toujours de point de départ à un puissant investissement, autrement dit le mouvement d'investissement est un des moteurs des cycles périodiques. Y a-t-il lieu d'en être surpris ? Pas le moins du monde : cette loi est en parfaite cohérence avec une autre loi du capitalisme démontrée par Marx et rappelée par Lénine dans plusieurs polémiques contre les populistes russes (6), à savoir que le développement de la production capitaliste s'effectue essentiellement au compte des moyens de production, autrement dit que le secteur I, produisant des biens de production, est le véritable moteur de la production capitaliste. Au passage, voilà encore un argument de l'économie petite-bourgeoise et opportuniste descendu en flammes par Marx : on pourrait « éviter la crise » en « développant la consommation populaire » ? Mais la « consommation populaire » est bien la cinquième roue du carrosse capitaliste, et donc le dernier souci de ses agents, non le moteur qui pourrait faire repartir l'ensemble ! Quant à la faire augmenter, c'est-à-dire améliorer les conditions de vie des prolétaires, c'est une affaire de lutte de classe, non de conseils ou de supplices

est un [souligné par Marx] élément important pour l'explication du cycle de plusieurs années que parcourt le mouvement industriel depuis que la grande industrie s'est imposée » (2 mars 1858) ; et Engels lui ayant indiqué une durée d'amortissement moyenne de 13 années $\frac{1}{3}$ sur la base d'un taux d'amortissement de 7,5 % par an, Marx lui répond : « Le chiffre de treize ans correspond, dans la mesure où on en a besoin, à la théorie : elle établit une unité pour une époque de reproduction industrielle qui coïncide plus ou moins avec la période de répétition des grandes crises ; naturellement le cycle de ces crises, en ce qui concerne l'intervalle, est déterminé par de tous autres éléments. Pour moi, l'important est de trouver dans les conditions matérielles immédiates de la grande industrie un élément de détermination de ces cycles » (Souligné par Marx - *Lettres sur le Capital*, Ed. Sociales, pp. 87 à 90).

(5) Cette « usure morale » du capital fixe trouve son expression dans les pratiques comptables capitalistes qui autorisent ce qu'elles appellent « l'amortissement accéléré » des équipements.

(6) Notamment *A propos de la question dite des marchés* (1893), *Œuvres*, tome 1 ; *Pour caractériser le romantisme économique* (1897), *Œuvres*, tome 2 ; *Le développement du capitalisme en Russie* (1899), *Œuvres*, tome 3.

adressés à l'Etat des exploiters par de serviles pantins réformistes et parlementaires.

Le mouvement d'investissement du capital n'est pas le seul élément intervenant dans la détermination des cycles de la production. D'autres facteurs interviennent, que Marx énumère ainsi :

« Si ce régime doue le capital social d'une force d'expansion soudaine, d'une élasticité merveilleuse, c'est que, sous l'aiguillon de chances favorables, le crédit fait affluer à la production des masses extraordinaires de la richesse sociale croissante, de nouveaux capitaux dont les possesseurs, impatients de les faire valoir, guettent sans cesse le moment opportun ; c'est, d'un autre côté, que les ressorts techniques de la grande industrie permettent de convertir très rapidement en moyens de production supplémentaires d'énormes masses de surproduit, et de transporter plus rapidement les marchandises d'un coin du monde à l'autre. Si le bas prix de ces marchandises leur fait d'abord ouvrir de nouveaux marchés et dilate les anciens, leur surabondance vient peu à peu resserrer le marché général jusqu'au point où elles en sont brusquement rejetées. Les vicissitudes commerciales arrivent ainsi à se combiner avec les mouvements alternatifs du capital social qui, dans le cours de son accumulation, tantôt subit des révolutions dans sa composition, tantôt s'accroît sur la base technique une fois acquise. Toutes ces influences concourent à provoquer des expansions et des contractions soudaines de la production » (7).

Les vicissitudes commerciales, la surabondance des marchandises, le resserrement des marchés après leur dilatation, c'est tout simplement la manifestation, à travers la concurrence et l'anarchie capitaliste (ou encore, selon la formule d'Engels, l'absence de plan), de la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production : dès que les marchés s'ouvrent, les marchandises sont produites en quantités telles et vendues à des prix tels qu'elles sont en surabondance par rapport aux capacités d'absorption des marchés. Tous les phénomènes inhérents au développement du capitalisme ont pour effet *d'aiguiser* cette contradiction en lui permettant de se manifester sans entraves : le crédit mobilise instantanément les capitaux existants, fait affluer à chaque période de *boom* de nouveaux capitaux, et permet donc à la surproduction de capital et de marchandises de se manifester encore plus complètement et plus rapidement ; les progrès techniques qui permettent de transformer de façon souple et rapide le capital argent en capital productif, la rapidité des transports qui permet d'accélérer la réalisation des marchandises et la reconversion du capital-marchandise en capital-argent, concourent au même effet ; il en est de même des gains de productivité réalisés qui permettent par l'abaissement des prix d'ouvrir de nouveaux marchés et de « dilater les anciens ». Les mécanismes de la concurrence entre les capitaux se combinent avec le mouvement de renouvellement et d'accroissement du capital

(7) *Le Capital*, Livre I, Ed. Sociales tome III, pp. 76-77. Traduction corrigée en partie d'après l'édition allemande.

fixe pour provoquer cette alternance de périodes d'expansion et de contraction qui est la vie même de la production capitaliste : reprise et mouvement d'investissement, lents au début ; accélération de la reprise avec l'interaction des diverses branches de la production ; afflux des capitaux, investissements fiévreux, frénésie spéculative dans toutes les sphères, autrement dit *boom* ; encombrement des marchés et retournement brutal de la conjoncture ; crise et dépression. Une fois que ce mouvement s'est constitué, il se répète mécaniquement, chaque crise marquant la fin d'un cycle et le point de départ d'un autre :

« Comme les corps célestes une fois lancés dans leurs orbites les décrivent pour un temps indéfini, de même la production sociale une fois jetée dans ce mouvement alternatif d'expansion et de contraction le répète par une nécessité mécanique. Les effets deviennent causes à leur tour, et des périétés, d'abord irrégulières et en apparence accidentelles, affectent de plus en plus la forme d'une périodicité normale. Mais c'est seulement de l'époque où l'industrie mécanique, ayant jeté des racines assez profondes, exerce une influence prépondérante sur toute la production nationale ; où, grâce à elle, le commerce étranger commença à primer le commerce intérieur ; où le marché universel s'annexa successivement de vastes terrains au Nouveau Monde, en Asie et en Australie ; où enfin les nations industrielles entrant en lice furent devenues assez nombreuses, c'est de cette époque seulement que datent les cycles renaissants dont les phases successives embrassent des années et qui aboutissent toujours à une crise générale, fin d'un cycle et point de départ d'un autre » (8).

Autrement dit, si les crises sont une nécessité absolue du mode de production capitaliste pris à son niveau le plus abstrait, leur récurrence dans un mouvement cyclique d'expansion et de contraction de la production se constitue *historiquement*, à partir d'un certain degré de développement et d'extension du capitalisme, par conjugaison d'une série de phénomènes découlant des lois du capital et de leur application dans un certain contexte matériel concret, géographique, historique, politique, etc. Ce mouvement entraîne les nations « en lice », c'est-à-dire étroitement liées entre elles par leurs rapports d'échanges et de concurrence sur le marché mondial. Il peut se manifester de manière violente, comme Marx et Engels le constatèrent et l'analysèrent en 1847, 1857 et 1867. Il peut s'atténuer, voire disparaître en apparence à certains moments, comme Engels le constate par exemple pour l'Angleterre dans la seconde moitié du 19^e siècle, lorsque la concurrence à laquelle l'industrie britannique était soumise de la part de ses jeunes rivales continentales était par moments telle que la dépression était continuelle (9). Mais c'est là l'exception. Dans son rapport sur « La

(8) *Ibid.*, p. 77.

(9) « L'industrie étrangère qui se développe rapidement se dresse partout en face de la production anglaise, et cela non seulement sur les marchés bénéficiant de droits protecteurs, mais aussi sur les marchés neutres et même de ce côté-ci de la Manche. Tandis que la puissance de production augmente de façon géométrique, l'extension

(suite page 8) ..

crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale Communiste » au 3^e Congrès de l'I.C. (10), Trotsky citait un tableau publié par le *Times* de Londres en janvier 1921, d'où il ressortait que de 1783 à 1921 l'économie britannique avait traversé 16 cycles, c'est-à-dire 16 crises et 16 phases de « prospérité » ; chaque cycle couvrait approximativement en moyenne 8 années 2/3. Selon les données officielles du gouvernement des Etats-Unis, l'économie américaine a traversé de 1892 à 1969 17 cycles (dont le plus ample est évidemment celui qui correspond à la grande crise de 1929), d'une durée moyenne de 4 années 1/3 (11).

Le sujet a fait couler des fleuves d'encre chez les économistes bourgeois, qui ont évidemment du mal à concilier cette réalité du développement contradictoire et convulsif du capital qui jette régulièrement des millions d'ouvriers à la rue, avec la vision d'un mode de production harmonieux, apportant la prospérité et la sécurité à tous, qu'ils sont chargés de répandre. Mais pour tous ceux dont la vaine mission consiste à tenter de prévoir et d'atténuer les convulsions de la machine capitaliste, la cause est entendue ; ainsi la très officielle Organisation de Coopération et de Développement Economique (O.C.D.E.), qui regroupe tous les pays capitalistes développés du monde occidental, publie désormais dans son bulletin statistique mensuel, que nous utilisons régulièrement comme source statistique, une partie tout entière consacrée aux indicateurs cycliques pour les industries manufacturières (12). De même, les « experts » officiels américains et anglais ont « mis au point » des index composites des *leading indicators* ou « indicateurs avancés », c'est-à-dire des indices économiques destinés à prévoir quelques mois à l'avance la tendance et les retournements de la conjoncture. Misère de la « science » bourgeoise : l'impérialisme le plus puissant de la planète en est réduit à essayer de prévoir l'avenir économique six mois à l'avance ! Et il n'y réussit même pas ! (13) Quel aveu d'impuissance de la bourgeoisie devant son propre mode de production !

Après la seconde guerre impérialiste, le cycle ne s'est pas manifesté immédiatement partout car les besoins de la reconstruction après les destructions massives de biens et donc de capital avaient créé des débouchés énormes pour le capitalisme américain et donné une nouvelle jeunesse

(suite de la page précédente)

des marchés augmente, si on met les choses au mieux, en raison arithmétique. Le cycle décennal de stagnation, prospérité, surproduction et crise qui se reproduisait régulièrement de 1825 à 1867 semble, il est vrai, être révolu, mais seulement pour nous faire échouer dans le borborygme sans espoir d'une dépression permanente et chronique » (Préface de l'édition anglaise du *Capital*, 1886. *Le Capital*, Livre I, Ed. Sociales tome I, p. 37).

(10) Reproduit dans *The First Five Years of the Communist International*, Monad Press, New York, 1972, p. 201.

(11) U.S. Bureau of Economic Analysis, *Long-Term Economic Growth, 1860-1970*, Washington, 1973.

(12) O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques*, 3^e partie, *Indicateurs cycliques*.

(13) Selon *The Economist* du 19-4-75, les indicateurs américains n'auraient pas été assez pessimistes (1), c'est-à-dire n'auraient pas permis de prévoir la durée et la profondeur de la crise actuelle.

aux capitalismes détruits entièrement ou partiellement. Puis dans tous les pays capitalistes occidentaux l'alternance d'expansion et de contraction a recommencé à se manifester, comme nous l'avons montré chiffres et graphique à l'appui pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Japon (14). Mais les cycles n'étaient pas encore en phase dans les divers pays : l'expansion chez les uns pouvait correspondre à une récession chez les autres, ce qui permettait en quelque sorte à chaque économie nationale de « limiter les dégâts » par le jeu des exportations lorsqu'elle était en difficulté. Mais ce mécanisme même devait inéluctablement tendre à unifier les différents cycles. Avec la fin des années 1960, la reconstruction achevée, les principales barrières douanières et monétaires abolies (avec notamment le retour à la convertibilité des principales monnaies), les impérialismes allemand et japonais reconstitués sur le plan économique et débouchant en force sur le marché mondial, l'ère des illusions bourgeoises engendrées par une phase sans précédent de bonnes affaires faisait de nouveau place à l'ère des affrontements et des crises. La guerre monétaire et commerciale de 1970-71 (dévaluations du dollar, affrontement américano-japonais, chaos monétaire) était le produit d'une crise encore relativement légère centrée sur les Etats-Unis, avec ralentissement de la croissance de la production industrielle ou baisse, contraction du commerce mondial, accroissement du chômage, etc.

Après cette « petite » crise, qui a notamment incité le capital occidental à tenter d'accélérer l' « ouverture à l'Est » dans l'espoir — vain — d'échapper aux crises plus importantes qui s'annonçaient, il y a eu reprise et *boom* économique simultanément culminant en 1973-74, avec forte inflation, envolée des prix des matières premières, etc. Par l'intermédiaire des échanges commerciaux sur le marché mondial, le cycle économique s'était désormais unifié ; le boom *simultané*, donc d'autant plus *accentué*, a inéluctablement mené à une crise d'autant plus *profonde* en 1975. L'économie capitaliste mondiale a repris la marche spasmodique qui la caractérise, avec des à-coups de plus en plus saccadés.

Illustration de la crise actuelle

● Production industrielle

Le baromètre le plus simple du développement et des convulsions du capitalisme est l'indice de la production industrielle, qui est calculé dans tous les pays développés. Dans des travaux de parti antérieurs, cet indice a été utilisé pour mettre en évidence la dynamique historique du développement capitaliste, plus rapide pour les capitalismes les plus jeunes, et qui se ralentit avec le développement du capital ; nous en déduisons notamment l'inanité des théories stalinienne attribuant à un imaginaire « socia-

(14) Voir *Programme Communiste* n° 64, pp. 39-43.

lisme » les rythmes élevés de croissance de la production industrielle en Russie, dus en réalité à la jeunesse du capitalisme russe, comme leur ralentissement ultérieur l'a démontré. Le capitalisme développe les forces productives de manière inégale, plus rapidement pour les capitalismes les plus jeunes, plus lentement pour les plus anciens ; ce développement inégal (dans lequel interviennent d'autres facteurs matériels, historiques, géographiques, politiques) constitue la base matérielle de la modification des rapports de force interimpérialistes, qui aboutit aux affrontements et aux guerres qui alternent ou coïncident avec les crises de la production.

Observé sur une longue période, l'indice de la production industrielle confirme la loi du vieillissement du capitalisme et du développement inégal. Ainsi sur la période qui va de 1955 à 1973, les taux *moyens* de croissance annuelle de la production industrielle pour les six principaux pays occidentaux ont été les suivants (15) :

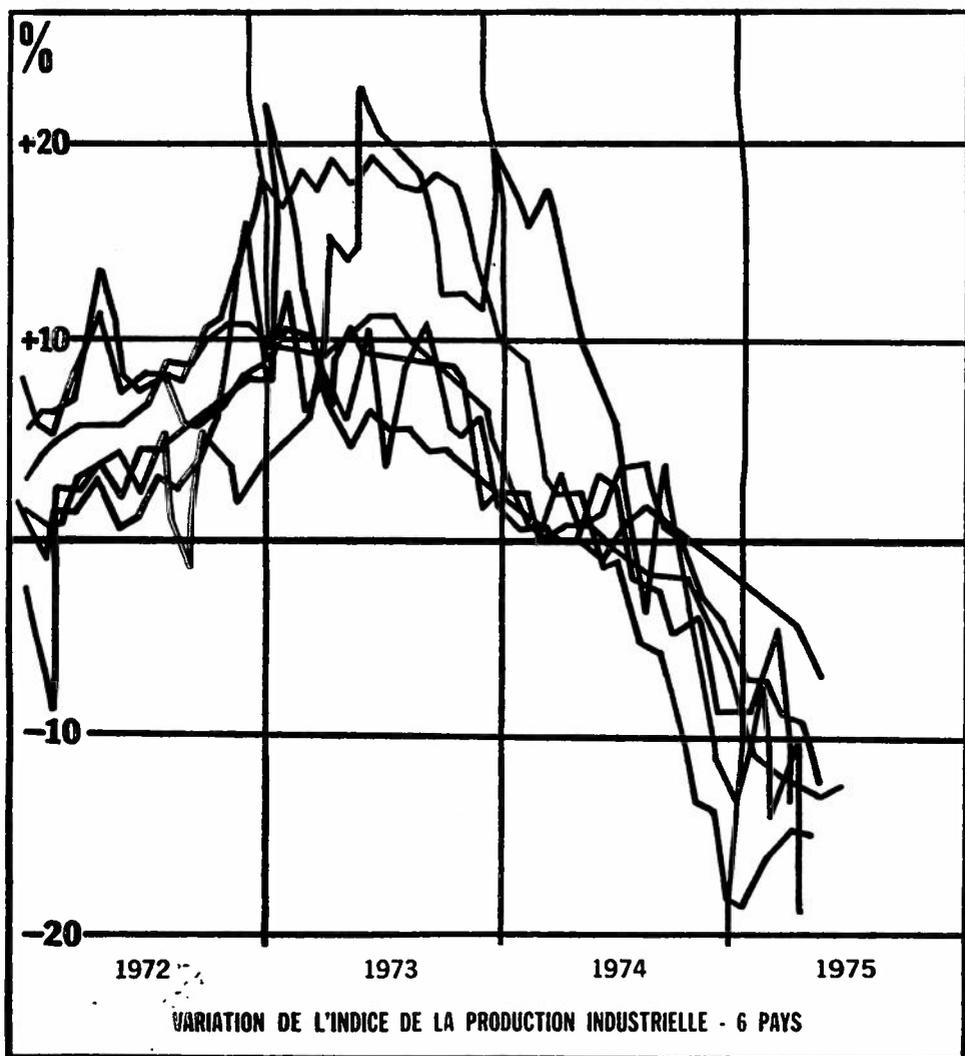
Japon	: 13,1 %
Italie	: 7,2 %
Allemagne	: 5,8 %
France	: 5,8 %
Etats-Unis	: 4,6 %
Grande-Bretagne	: 2,9 %

Les cycles d'expansion et de crise représentent en quelque sorte pour chaque pays les oscillations de l'index du sismographe économique de part et d'autre de la « ligne de tendance » qui caractérise le développement des forces productives de ce pays à une époque donnée ; en citant des taux annuels moyens calculés sur 18 ans, nous avons arbitrairement supposé cette ligne de tendance droite et uniforme entre 1955 et 1973, mais *dans la réalité* elle a tendance à s'incurver historiquement au fur et à mesure de la décélération des taux de croissance.

Pour mettre maintenant en évidence la marche convulsive de l'économie capitaliste, nous allons faire abstraction du mouvement de croissance à long terme ; nous observerons non l'indice de la production industrielle lui-même, mais les taux de variation de chaque indice mensuel par rapport à l'indice du même mois de l'année précédente, ce qui nous permettra de suivre mois par mois les vicissitudes de la production. Le tableau 1 (page 12) regroupe ces taux annuels de croissance calculés mois par mois pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Allemagne, la France et l'Italie, de janvier 1970 aux derniers chiffres disponibles (16). Ces chiffres sont traduits graphiquement dans les courbes de la page 13. Ils montrent la reprise qui a succédé à la récession de 1970-71, puis le boom 1972-73, puis le retournement de tendance dans la seconde moitié de 1973, enfin la chute générale de la production industrielle dans la seconde moitié de 1974 et en 1975.

(15) *The Economist*, 12-7-75.

(16) Les mêmes calculs ont été faits non mois par mois mais trimestre par trimestre, de 1963 à 1971, dans le précédent rapport sur le « Cours de l'impérialisme mondial », *Programme Communiste* n° 64, pp. 40-41.



VARIATION DE L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE - 6 PAYS

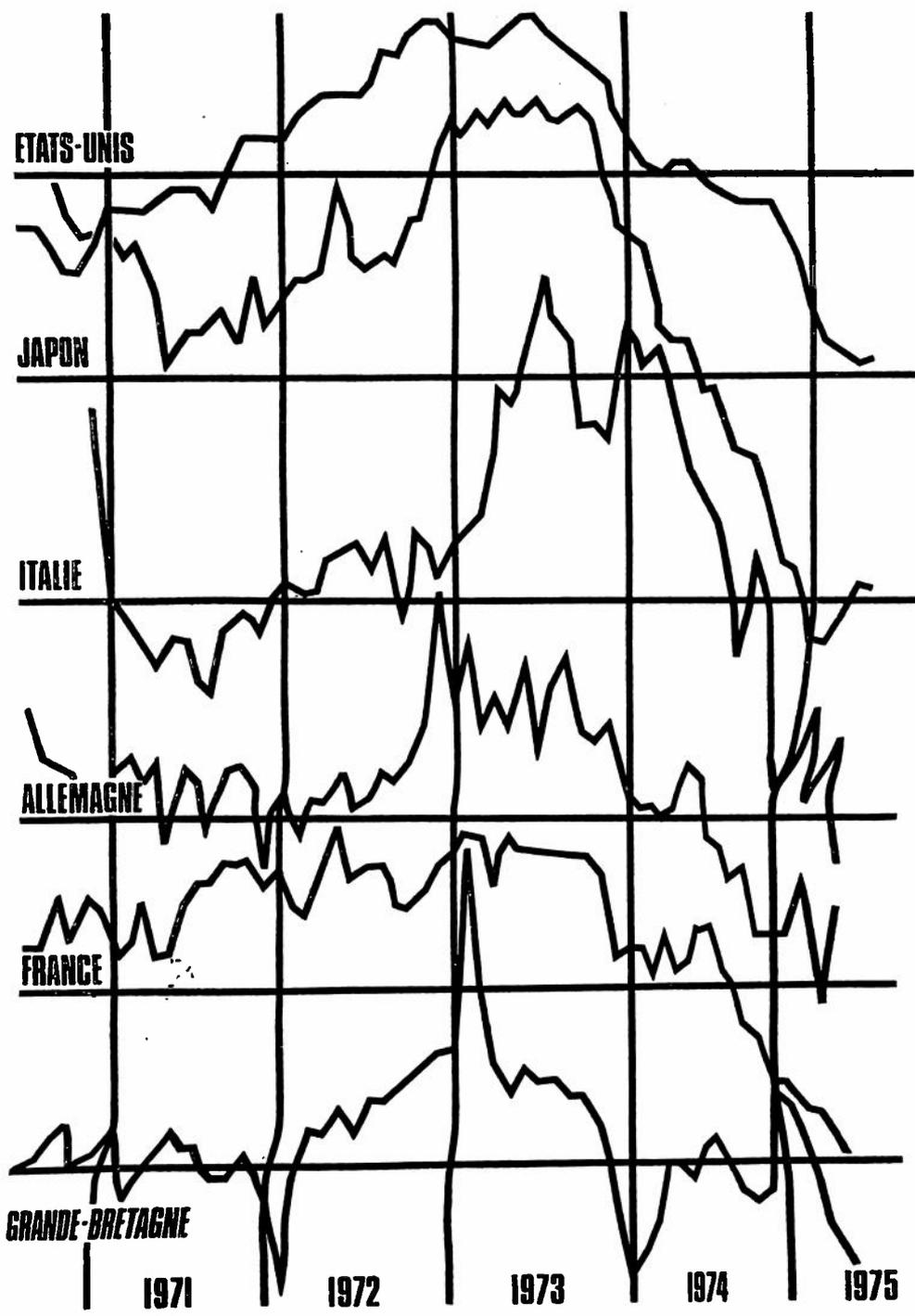
Les six courbes de la page 13 ont été regroupées, en évitant volontairement d'individualiser les pays, dans le graphique ci-dessus, qui montre mieux que de longs commentaires — MM. les théoriciens de la « spécificité » et des « voies nationales » sont priés de chausser leurs lunettes — à quel point la crise est *internationale* et *simultanée*. Les principaux pays capitalistes occidentaux sont à la fois *concurrents* et *solidaires* par l'intermédiaire du marché mondial, puisqu'ils échangent *entre eux* la plus grande partie des marchandises qu'ils produisent, et ils *s'entraînent mutuellement*

TABLEAU 1 - PRODUCTION INDUSTRIELLE

*Variation de l'indice par rapport au même mois
de l'année précédente (en pourcentage)*

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
ETATS-UNIS												
1970	- 0,7	- 1,4	- 2,0	- 2,0	- 2,0	- 2,7	- 3,4	- 3,4	- 4,8	- 6,8	- 6,9	- 4,8
1971	- 2,1	- 2,1	- 2,1	- 1,4	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 2,1	0,7	2,9	2,9	2,9
1972	2,9	4,3	5,0	5,7	5,7	5,7	6,9	8,7	8,5	10,0	10,7	10,6
1973	9,8	9,7	9,6	9,4	10,3	11,3	11,2	10,1	9,1	8,1	7,2	6,2
1974	2,6	0,8	0	0,8	0,8	0	- 0,8	- 1,5	- 1,6	- 1,7	- 4,3	- 6,5
1975	- 9,3	- 10,8	- 11,9	- 12,4	- 13,1	- 12,6						
GRANDE-BRETAGNE												
1970	0,8	2,4	4,1	2,4	- 0,8	0	0	1,6	2,4	3,2	0	1,6
1971	3,2	0	- 2,3	0	2,4	1,6	1,6	0	- 0,7	- 0,7	0,8	- 0,7
1972	- 2,3	- 8,8	2,4	2,3	3,9	2,3	4,7	4,7	5,5	6,3	7,1	7,9
1973	8,0	20,8	10,9	6,8	4,7	6,7	5,7	5,7	4,7	4,5	2,7	0
1974	- 7,4	- 6,3	- 4,4	0	0	- 0,9	0,9	1,8	0	- 2,0	- 2,7	- 2,1
1975	4,9	3,8	0	- 4,7	- 6,7							
JAPON												
1970	18,7	18,8	21,4	18,0	17,0	20,0	17,7	16,9	14,7	11,4	9,7	10,3
1971	10,3	8,1	9,2	5,1	0,4	3,0	3,0	3,8	4,9	2,2	6,9	3,7
1972	5,2	6,4	6,2	7,4	13,7	8,4	7,6	8,3	7,8	10,5	11,2	14,9
1973	18,2	17,1	18,7	17,7	19,4	18,3	19,4	18,0	17,8	18,4	17,2	12,6
1974	9,8	9,0	3,1	2,4	2,3	- 1,5	- 1,1	- 5,3	- 6,1	- 9,7	- 13,4	- 13,8
1975	- 18,0	- 18,3	- 15,8	- 14,4	- 14,7							
ALLEMAGNE												
1970	8,6	9,3	10,0	8,5	11,1	4,8	7,6	4,0	3,4	3,3	1,3	0
1971	3,3	3,9	1,9	3,9	- 1,8	3,2	1,9	- 0,6	3,3	3,2	1,9	- 3,3
1972	2,5	- 1,2	1,2	1,2	3,1	0,6	1,2	3,2	2,5	3,8	6,4	15,6
1973	8,6	12,7	6,6	8,5	5,6	10,5	3,8	8,7	11,3	5,5	5,5	6,3
1974	1,8	0,8	0,8	0	0,8	3,5	2,5	- 2,1	- 2,7	- 4,4	- 3,5	- 8,9
1975	- 8,5	- 8,5	- 4,0	- 12,9	- 5,5							
FRANCE												
1970	7,9	- 7,9	9,4	7,0	4,2	4,9	2,7	2,7	6,3	3,4	6,3	5,5
1971	2,0	3,3	6,0	1,9	2,6	6,0	7,4	7,4	8,6	8,6	8,6	7,2
1972	8,4	6,4	5,0	7,7	11,1	7,6	8,1	8,1	5,5	5,5	6,7	8,6
1973	9,0	10,9	10,1	7,2	10,6	9,8	9,5	9,5	9,0	8,7	7,6	1,6
1974	2,5	2,5	0	3,3	0,8	2,5	4,0	4,0	0,8	0	- 3,2	- 4,2
1975	- 7,2	- 7,2	- 8,9	- 9,6	- 12,7							
ITALIE												
1970	4,1	7,1	4,1	2,7	3,4	0	2,7	0	10,0	14,5	17,7	11,7
1971	0	- 1,3	- 2,6	- 4,6	- 2,6	- 2,7	- 5,9	- 6,2	- 2,0	- 0,6	- 1,9	- 0,6
1972	1,3	0,6	0,6	2,8	3,4	4,1	2,1	5,2	- 2,0	5,3	4,0	1,9
1973	3,9	5,0	6,1	15,4	14,0	18,0	23,7	20,0	18,3	12,4	12,5	11,4
1974	20,0	16,1	17,8	12,5	8,9	7,2	2,6	- 4,2	4,3	- 2,8	- 7,3	- 11,1
1975	- 12,5	- 7,3	- 14,3	- 9,8	- 18,7							

Source : O.C.D.E, *Principaux indicateurs économiques*, et statistiques nationales publiées dans la presse. Chiffres calculés d'après les indices mensuels de la production industrielle, corrigés des variations saisonnières.



dans la crise de même qu'ils se sont entraînés mutuellement dans la phase d'expansion qui a précédé.

Les nations qui dominent le marché mondial entraînent également dans la crise les pays capitalistes plus petits, comme le montre la chute généralisée des indices de production de ces derniers. Ainsi, entre mars 1974 et mars 1975, la production industrielle a baissé comme suit :

Canada	— 7,1 %	Belgique	— 9,9 %
Australie	— 8,2 %	Hollande	— 9,1 %
Autriche	— 7,5 %	Espagne	— 7,9 %

Les données statistiques du tableau 1 montrent également la *profondeur* et la *durée* de la crise, qui n'ont pas d'équivalent depuis la fin du second conflit impérialiste : en juin 1975, la production industrielle aura baissé d'une année sur l'autre pour le 12^e mois consécutif aux Etats-Unis, le 13^e mois au Japon, le 11^e mois en Allemagne, le 9^e mois en Italie, le 8^e mois en France (le cas de la Grande-Bretagne est à part, les comparaisons étant faussées pour les trois premiers mois de 1975 en raison de la grève des mineurs et de la semaine de trois jours qui en avait résulté début 1974) ; pour le dernier mois disponible, la production industrielle avait baissé en un an de 12,6 % aux Etats-Unis, de 6,7 % en Grande-Bretagne, de 14,7 % au Japon, de 5,5 % en Allemagne, de 12,7 % en France, et de 18,7 % en Italie, alors que rien ne permet de dire que le fond de la crise a été atteint.

● Mouvement des prix

Le mouvement alternatif d'expansion et de crise de la production capitaliste se répercute sur les prix, en tendant à leur imprimer également un mouvement alternatif de hausse et de baisse :

« Les crises sont généralement précédées d'une inflation générale des prix de tous les articles de la production capitaliste. Tous participent donc à l'effondrement qui s'ensuit, et provoquent, à leur prix précédent, un encombrement du marché. Le marché peut absorber à des prix en baisse, à des prix qui sont tombés au-dessous de leur coût de production, un volume plus important de marchandises qu'il n'en pouvait absorber à leurs prix précédents. L'excès de marchandises est toujours relatif ; en d'autres mots, c'est un excès, à certains prix. Les prix auxquels les marchandises sont alors absorbées sont ruineux pour le producteur ou pour le marchand » (17).

Le fait que le marché soit en mesure d'absorber à des prix *en baisse* les marchandises qu'il ne pouvait absorber lorsque leurs prix étaient plus élevés (ce qu'on peut constater empiriquement dans chaque crise) montre

(17) Marx, *Theorien über den Mehrwert (Théories de la plus-value)*, ch. 17, Dietz Verlag, Berlin, 1967, Zweiter Teil, p. 506. Le passage correspondant se trouve dans *l'Histoire des doctrines économiques*, Ed. Costes, Paris, 1947, tome V, pp. 69-70, mais nous l'avons retraduit de l'allemand en raison d'un contresens et de l'imprécision de la traduction.

bien que nous n'avons pas affaire à des crises de surproduction *en soi*, mais à des crises de surproduction *de capital* par rapport à la valorisation permise par les rapports capitalistes et marchands. L'unique issue pour le capital pris dans son ensemble est alors la chute des prix des marchandises, qui provoque une perte pour les vendeurs, la ruine et la faillite de certains producteurs, et donc la *dévalorisation* du capital global, jusqu'au niveau d'où il lui sera de nouveau possible de reprendre son cycle de mise en valeur.

Mais le mouvement cyclique de la production n'est pas le seul à exercer une influence sur le mouvement des prix. D'une part, le prix de chaque marchandise est déterminé en dernière analyse par la *valeur* de cette marchandise, qui a historiquement tendance à baisser avec l'accroissement de la productivité du travail. Mais d'autre part, à mesure du développement du capitalisme, qui implique la concentration et la centralisation du capital, puis la formation de monopoles et de cartels, une tendance endémique à la hausse des prix apparaît historiquement comme résultat de la généralisation des pratiques monopolistes devant l'aiguillon de la baisse du taux de profit, avec l'avantage pour le capital de tendre à voler constamment les salariés d'une partie de leur salaire.

Le résultat de la combinaison de ces tendances est une inflation galopante en période de *boom* productif, comme l'expérience des années 1973 et 1974 l'a amplement démontré, et une *résistance* à la baisse des prix en période de crise et de dépression. Cette « résistance » n'est qu'une *tendance* globale : les prix peuvent s'effondrer dans des secteurs peu monopolistes et peu cartellisés ; d'autre part, la concurrence étant dans la nature même du capital, aucun cartel n'est garanti de tenir dans une crise très profonde, et ils peuvent s'effondrer brusquement après avoir résisté un moment à la vague (18).

(18) Dans la réalité, cartellisation et concurrence alternent et cohabitent, comme le montre l'exemple de l'industrie sidérurgique. Encore en plein boom dans la première moitié de 1974, celle-ci a subi en fin d'année un brutal retournement de situation qui l'a plongée dans une violente crise (le mouvement global de la production tend en quelque sorte à « discipliner » et à plier à son rythme les cycles particuliers propres aux différentes branches). Début avril, les représentants de l'industrie sidérurgique française ont demandé la fermeture des frontières de la C.E.E. aux importations : cette demande était essentiellement dirigée contre le Japon, dont les exportations d'acier augmentaient à mesure que la récession s'installait sur le marché intérieur (vers la C.E.E., elles s'étaient accrues de 69 % au premier trimestre 1975 par rapport au premier trimestre 1974). A ce moment déjà, bon nombre de hauts fourneaux fonctionnaient à moins de 50 % de leur capacité, et les prix à l'intérieur de la C.E.E. avaient baissé de 40 % pour certains produits par rapport aux sommets atteints en 1974 au plus fort du boom. En mai 1975, la production d'acier brut avait chuté en un an de 23,3 % aux Etats-Unis, 24,3 % en Grande-Bretagne, 15 % au Japon, 30,8 % en Allemagne, 40 % en France, et 13 % en Italie, et les commandes laissaient prévoir une détérioration encore plus sensible. Afin d'éviter une guerre des prix entre eux, les producteurs européens ont alors instauré sous l'égide de la C.E.E. un cartel planifiant la réduction de la production, comme cela se pratique depuis longtemps au Japon : de juin à septembre, la production sera réduite de 15 % par rapport à la même période de l'année précédente ; dans le même temps, des contacts sont engagés avec les sidérurgistes japonais... alors que les Américains étudient les mesures à prendre
(suite page 16)

TABEAU 2 - INDICE DU COURS MONDIAL DES METAUX

Mois	Indice	Variation en un an
1974 - Mai	245,8	+ 102 %
Juillet	158,7	+ 14 %
Septembre	139,3	— 4 %
Novembre	131,9	— 19 %
1975 - Janvier	117,8	— 26 %
Mars	126,0	— 36 %
Mai	116,5	— 52 %
Juillet	111,5	— 40 %

Source : Indice de *The Economist* (base 100 : 1970) en dollars, première semaine de chaque mois.

Mais en raison de cette « résistance », la crise ne se manifeste pas d'emblée par l'effondrement des prix, mais d'abord par la chute de certains (ceux pour lesquels la concurrence par les prix joue « librement »), et le ralentissement ou l'arrêt de la hausse des autres. C'est précisément ce que l'on peut constater à l'aide de deux séries de statistiques de prix qui suivent assez rapidement les variations de la production : les prix des matières premières et les prix de gros.

Prix des matières premières. Nous utiliserons l'indicateur synthétique du cours des métaux en dollars régulièrement calculé et publié par la revue anglaise *The Economist*. Le tableau 2 montre l'évolution de cet indice de base 100 en 1970 sur les 16 derniers mois. En mai 1974, il atteignait son niveau record historique de tous les temps, à 245,8 : les prix des métaux de référence avaient augmenté de 102,5 % en un an, c'est-à-dire qu'ils avaient doublé : voilà pour le *boom*. Après le sommet de mai 1974, la chute est très brutale, et un an plus tard, en mai 1975, l'indice a diminué de 52 % : autrement dit, les prix ont baissé de moitié, ce qui signifie qu'ils ont à peu près rejoint leur niveau de mai 1973 : voilà pour la crise. Après 1975, la baisse continue, quoique son rythme ralentisse légèrement : en juillet, l'indice était à 111,5, en baisse de 40,4 % sur le même mois de l'année précédente, et de 54 % par rapport au sommet de mai 1974.

Prix de gros. Le tableau 3 résume l'évolution des prix de gros pays par pays pour les 7 derniers mois. On constate pour tous les pays sauf la

(suite de la page précédente)

pour endiguer un flot soudain d'importations européennes et japonaises. Il est probable que des négociations tripartites ou triangulaires ont ou auront lieu pour tenter d'aboutir au même type d'accord de cartel que lors de la crise de 1971. En définitive, la baisse des prix qui commençait à se manifester est endiguée par une série d'accords de cartel auxquels participent les gros producteurs de la branche à l'échelle de la planète.

TABLEAU 3 - INDICES DES PRIX DE GROS
(Base 1970 : 100)

	Sept. 74	Nov. 74	Janv. 75	Mars 75	Avr. 75	Mai 75
ETATS-UNIS	151	156	156	154	156	157
Variation en un an (%)	18,9	23,8	17,3	12,4	13,0	12,1
GRANDE-BRETAGNE	159	165	172	179	182	187
Variation en un an (%)	24,6	27,9	28,3	26,0	24,6	25,5
JAPON	156	157	157	156	156	156
Variation en un an (%)	31,3	24,6	10,5	5,4	4,0	4,0
ALLEMAGNE	137	139	143	143	144	144
Variation en un an (%)	16,1	15,8	13,5	8,3	8,2	5,8
FRANCE	161	159	155	152	151	147
Variation en un an (%)	28,8	19,5	7,6	-2,5	-7,4	-9,2
ITALIE	187	190	190	191	191	191
Variation en un an (%)	43,8	39,7	25,8	13,0	10,4	9,7

Source : O.C.D.E., Principaux indicateurs économiques.

Grande-Bretagne un ralentissement de la hausse et une stabilisation à peu près à partir de novembre 1974, autour de l'indice 155 pour les Etats-Unis, 156-157 pour le Japon, 143-144 pour l'Allemagne, 190-191 pour l'Italie ; pour la France, l'indice (dont le mode de calcul est différent) a commencé à baisser à partir de juillet 1974. D'autre part pour les mêmes pays, le rythme annuel de hausse marque une nette décélération, passant en 7 mois de 18,9 % à 12 % pour les Etats-Unis, de 31,3 % à 4 % pour le Japon, de 16,1 % à 5,8 % pour l'Allemagne, de 43,8 % à 9,7 % pour l'Italie ; pour la France l'indice est en baisse.

● Le commerce mondial

La crise actuelle se manifeste également par une contraction des échanges sur le marché mondial, qui suivent toujours les cycles de la production.

Croissance des exportations mondiales en volume

1968 : + 13 %	1972 : + 8,5 %
1969 : + 10 %	1974 : + 14,5 %
1970 : + 9 %	1974 : + 5 %
1971 : + 6,1 %	

Après une forte progression du volume des exportations mondiales en 1973 (+ 14,5 %), la décélération a déjà été très sensible en 1974 avec une progression de 5 % seulement ; pour 1975, les experts du GATT prévoient pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre impérialiste une *régression* du volume total des exportations.

Cette contraction du commerce mondial signifie inéluctablement une aggravation de la concurrence entre les impérialismes rivaux, une recrudescence de la guerre commerciale, du protectionnisme, des manœuvres monétaires, etc.

Paupérisation de la classe ouvrière

Pour la classe ouvrière, les cycles de la production signifient *l'insécurité permanente* sous le régime du capital ; les crises périodiques signifient les licenciements et le chômage pour les uns, l'accroissement de l'intensité du travail pour les autres, la baisse des salaires et la paupérisation pour tous.

● Chômage

Avec la baisse de la production, le capital se débarrasse brutalement de la force de travail devenue excédentaire ; il en profite également pour se « restructurer », c'est-à-dire réorganiser l'appareil de production de manière à augmenter la productivité et l'intensité du travail des travailleurs non licenciés, afin de réduire ainsi encore davantage ses dépenses de capital variable et d'augmenter son taux de plus-value. Le gonflement de l'armée de réserve permet de faire pression sur les salaires et d'accroître encore l'exploitation.

Malgré les falsifications cyniques dont elles font l'objet, les statistiques bourgeoises officielles ne peuvent masquer l'augmentation brutale du chômage. Le tableau 4, établi à partir des statistiques officielles de chaque pays, montre mois par mois la montée rapide du nombre des chômeurs : en un an, de mai 1974 à mai 1975, leur nombre a officiellement augmenté de 82 % aux Etats-Unis, 50 % en Grande-Bretagne, 122 % en Allemagne, 89 % en France, 44 % au Japon ; les chiffres de l'Italie sont manifestement tellement falsifiés qu'ils ne méritent pas d'être pris en considération.

Si la *variation* des chiffres bourgeois officiels donne une indication qu'on peut supposer représentative (en partant de l'hypothèse que l'incidence des falsifications est toujours la même), les chiffres absolus de chômeurs ne donnent qu'une faible image de la réalité. Ils ne tiennent pas compte du *renvoi des immigrés* effectué par divers moyens allant des

TABLEAU 4 - STATISTIQUES OFFICIELLES DU CHOMAGE

	Sept. 74	Janv. 75	Mars 75	Avr. 75	Mai 75	Juin 75
ETATS-UNIS	5.303.000	7.529.000	7.980.000	8.176.000	8.538.000	7.896.000
Variation en un an (%)	+ 25	+ 59	+ 73	+ 80	+ 82	+ 65
GRANDE-BRETAGNE	613.000	763.000	769.000	823.000	834.000	862.000
Variation en un an (%)	+ 13	+ 22	+ 29	+ 36	+ 50	+ 60
JAPON	690.000	990.000	1.120.000	980.000	910.000	
Variation en un an (%)	+ 9	+ 35	+ 24	+ 42	+ 44	
ALLEMAGNE	557.000	1.154.000	1.114.000	1.087.000	1.017.000	1.002.000
Variation en un an (%)	+154	+ 86	+ 98	+ 92	+122	+ 122
FRANCE	535.000	766.000	755.000	757.000	737.000	738.000
Variation en un an (%)	+ 27	+ 60	+ 72	+ 82	+ 89	+ 94

Source : O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques*, et sources nationales officielles. Chiffres non corrigés des variations saisonnières, sauf pour les Etats-Unis.

mesures légales de restriction aux frontières au terrorisme étatique et para-étatique, ni des travailleurs qui ne s'inscrivent pas parce qu'ils savent bien que cela ne leur servira à rien, ni du chômage latent, ni du chômage partiel qui va des réductions d'horaires aux vacances forcées, etc. Une estimation réelle de l'armée industrielle de réserve exigerait une étude approfondie ; nous essaierons simplement de faire à partir des données bourgeoises elles-mêmes une estimation *minimum* du nombre réel de chômeurs au second trimestre 1975 :

Etats-Unis. Le chiffre officiel (corrigé des variations saisonnières) des chômeurs était en mai 1975 de 8.538.000, soit plus de 9 % de la population active. Mais les services officiels admettent qu'environ 1.500.000 chômeurs n'entrent pas dans la statistique parce qu'ils sont découragés de chercher du travail en raison de la crise. Selon le président de la commission économique du Congrès, le sénateur Humphrey, le chiffre *réel* des chômeurs était déjà en février de 10.800.000 (19) contre un chiffre officiel de 7.500.000. En appliquant le même « taux de correction » au chiffre du mois de mai, on arrive à une estimation de 12.000.000 de chômeurs au minimum. Il faut y ajouter les chômeurs partiels (3.900.000 en mars), les centaines de milliers d'immigrés « illégaux » (Mexicains, etc.) expulsés par des contrôles de police qui se font soudain plus pointilleux dès que l'économie n'a plus besoin de leur force de travail à bon marché, les chômeurs noirs dont une bonne partie sont négligés par les statistiques officielles, etc.

Grande-Bretagne. Les chiffres de l'O.C.D.E. sous-estiment fortement la réalité puisqu'ils ne tiennent compte ni des jeunes venant d'arriver sur le marché du travail, ni de l'émigration nette des travailleurs britanniques

(19) *International Herald Tribune*, 8-3-75.

forcés d'essayer de trouver du travail dans d'autres pays, ni du chômage partiel (250.000 personnes en mai 1975).

France. Le chiffre officiel de 737.000 chômeurs en mai est également très inférieur à la réalité. En appliquant les critères du Bureau International du Travail, on arrivait à une estimation de près d'un million de chômeurs en mars 1975 (20), auxquels il fallait ajouter 265.000 chômeurs partiels. D'autre part selon une étude de la Banque d'Angleterre qui a essayé d'unifier les estimations en compensant les différences de méthode de calcul de pays à pays, les chômeurs représentaient en France au mois d'avril 5,1 % de la population active, ce qui correspond à environ 1.150.000 personnes (21). Mais ces estimations elles-mêmes devaient être en dessous de la réalité, puisqu'elles attribuaient aux Etats-Unis un taux de chômage de 7,7 % alors que les statistiques officielles américaines elles-mêmes l'estimaient à 8,6 % ! Et il faut ajouter que tous ces chiffres ne tiennent pas compte des renvois de travailleurs immigrés.

Allemagne. Le chiffre officiel de 1.017.000 chômeurs en mai ne tient pas compte non plus des renvois de travailleurs immigrés, dont le nombre a diminué de 300.000 entre mars 1974 et mars 1975, ni des chômeurs partiels, dont le nombre en avril s'élève à près d'un million.

Japon. De l'aveu même des experts bourgeois, les statistiques officielles japonaises de chômeurs ne signifient pas grand-chose car elles ne prennent pas en compte les travailleurs saisonniers licenciés, ni la main-d'œuvre à temps partiel, ni les « démissions » volontaires obtenues par pression sur les salariés, ni les « vacances » forcées qui masquent les fermetures temporaires. La Banque Mitsubishi reconnaissait récemment dans son bulletin que « le marché du travail est dans un état très sérieux. [...] la montée du taux de chômage au Japon constitue une situation extrêmement sérieuse... » (22). Compte tenu de ces éléments, d'une population active de plus de 50 millions de personnes, et de la sévérité de la chute de la production industrielle, on peut estimer qu'il faut au moins tripler le chiffre officiel pour avoir une estimation minimum du nombre de chômeurs au Japon.

Une estimation sommaire du nombre *minimum* de chômeurs pour les six principaux pays occidentaux aboutit donc aux résultats suivants :

U.S.A.	12.000.000
Japon	2.700.000
France	1.200.000
Grande-Bretagne	1.100.000
Allemagne	1.500.000
Italie	1.500.000
Total 6 pays	20.000.000

(20) *L'Expansion*, mai 1975.

(21) *Financial Times*, 20-6-75.

(22) *Mitsubishi Bank Review*, avril 1975.

En y ajoutant 1.300.000 chômeurs au bas mot pour le reste des pays développés d'Europe occidentale, et 1.400.000 pour le Canada et l'Australie, on arrive pour les principaux pays capitalistes développés occidentaux à un minimum de 22-23.000.000 de chômeurs vers la fin du 1^{er} trimestre 1975. Ce chiffre va fortement augmenter d'ici la fin de l'année.

● Aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière

La plupart des Etats bourgeois ont entrepris depuis quelques années, sous couleur de « lutte contre l'inflation », de faire baisser les salaires réels afin d'accroître les taux de plus-value et de rétablir les taux de profit. La crise accentue cette tendance puisque les capitalistes, qui comme l'écrivit Marx « s'efforcent d'abaisser le prix des marchandises en déprimant le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail », sont aidés dans cette besogne par la pression exercée sur les salaires par le gonflement de l'armée de réserve. Nous allons l'illustrer par quelques exemples chiffrés.

Aux Etats-Unis, l'offensive contre les salaires date de bien avant la crise proprement dite. Selon les statistiques officielles du *Department of Commerce* (23) le salaire moyen toutes branches atteignait en avril 1974, 4,44 dollars l'heure ; mais exprimé en dollars constants, c'est-à-dire en pouvoir d'achat officiel réel après élimination des effets de l'inflation, il n'a pas cessé de baisser depuis septembre 1973, passant de l'indice 109,9 (base 100 en 1967) à l'indice 106,3, soit une baisse de 3,3 %.

Un indicateur encore plus explicite, qui tient notamment compte des réductions de l'horaire moyen de travail, est le revenu disponible d'un travailleur avec trois personnes à charge. Exprimé en dollars constants de 1967 (c'est-à-dire en pouvoir d'achat officiel réel après élimination des effets de l'inflation) il était de 97,50 dollars par semaine en octobre 1972 ; depuis, il n'a cessé de baisser régulièrement, et était en avril 1975 de 87,46 dollars par semaine, soit une baisse de 10,3 % en deux ans et demi. Rappelons que ces chiffres, comme ceux qui suivent, expriment officiellement le salaire réel des salariés *qui ont du travail*, et qu'avec la forte augmentation du chômage les revenus moyens de l'ensemble de la classe ouvrière subissent une baisse beaucoup plus sensible.

En France, selon les statistiques officielles du Ministère du Travail (24), le pouvoir d'achat des ouvriers a commencé à baisser fin 1974 et début 1975. Entre octobre 1974 et avril 1975, l'indice officiel du salaire horaire dans les industries manufacturières est passé de 176,7 à 190,4, soit un accroissement de 7,7 % ; correction faite de l'inflation, le pouvoir d'achat du

(23) Tous les chiffres cités sont tirés de *Survey of Current Business*, pages centrales bleues, section *Labor Force, Employment and Earnings*.

(24) Voir *Le Monde*, 4-6-75.

salaires horaires a officiellement augmenté pour la même période de 1,8 %. Mais l'horaire hebdomadaire étant passé de 43,7 heures à 42,7 heures, soit une diminution de 2,3 %, le pouvoir d'achat réel a diminué, et ce d'autant plus que la diminution d'horaire porte sur des heures supplémentaires, payées plus cher. La dégradation du salaire réel est particulièrement sensible dans les branches les plus touchées par les réductions d'horaires, où elle atteint jusqu'à 5 à 6 %.

Au Japon, l'Etat et le patronat avaient d'avance fixé à 15 % le maximum des augmentations de salaires à accorder lors des négociations salariales annuelles de printemps. Alors que selon les syndicats la hausse réelle du coût de la vie avait atteint 18,9 % en un an de mars 1974 à mars 1975 (25) contre 13,9 % pour l'indice officiel, l'augmentation annuelle moyenne accordée n'a été que de 13,2 %. Dans le textile, les syndicats ont même accepté le blocage total des salaires *nominaux* en échange de la « promesse » qu'il n'y aurait pas de licenciements. Commentant ces résultats, le bulletin de la Banque Mitsubishi reconnaissait que les syndicats ont fait « de grosses concessions sur les revendications salariales à cause de la détérioration de l'économie » et que « le niveau des augmentations de salaires correspond aux vues du patronat » (26).

En Angleterre, en dépit des hauts cris de la bourgeoisie rendant les hausses de salaires « exagérées » responsables de tous les maux du vieux capitalisme britannique, le pouvoir d'achat du salaire horaire, calculé d'après les chiffres officiels de l'O.C.D.E., a commencé à baisser à partir d'août 1974, avec des fluctuations traduisant la combativité d'une classe ouvrière peu disposée à consentir « volontairement » les sacrifices exigés d'elle par le front uni du capital, de son Etat, et du réformisme politique et syndical. La baisse des salaires étant jugée trop lente pour les besoins de survie du capital britannique, le gouvernement travailliste a instauré centralement, avec l'accord du T.U.C., le blocage général des augmentations des salaires hebdomadaires à un maximum annuel de 6 livres, alors que les prix à la consommation progressent à un rythme de l'ordre de 25 % par an.

Avec les seules données disponibles *au début* de la crise, on voit donc déjà que dans tous les pays occidentaux la fameuse « prospérité » bourgeoise n'a mené qu'à l'accroissement du chômage, à la dégradation des conditions d'existence, en un mot à la paupérisation de la classe ouvrière. Ces tendances vont encore inéluctablement s'approfondir d'ici la fin de l'année 1975 et en 1976.

(25) *Far Eastern Economic Review*, 25-4-75.

(26) *Mitsubishi Bank Review*, juin 1975.

La crise et les pays « socialistes »

La crise qui frappe profondément les économies capitalistes occidentales peut-elle épargner l'économie russe, celle des pays de l'Europe de l'Est qui sont dans la zone d'influence de l'impérialisme russe, et celle de la Chine ?

Pour répondre à cette question, nous devons nous reporter à ce que notre parti écrivait en 1956 pour expliquer pourquoi la grande crise de 1929 avait épargné l'économie russe :

« En 1929, aucun canal de communication ne reliait le capitalisme soviétique naissant au capitalisme et au marché international. Ils ne seront rétablis de façon appréciable que dix ans plus tard avec la guerre de 1939.

« Ceci explique le fait que la crise ne se soit pas communiquée à la Russie qui était dans une phase de grave sous-production (un vingtième de la production actuelle, un dixième, et même moins, de la production par tête d'habitant des pays capitalistes de l'époque). Une crise de surproduction ne pouvait donc ni apparaître à l'intérieur de la Russie, ni y entrer de l'extérieur. La tragédie se déroula tout entière hors de ses frontières ».

Le fait que la crise de 1929 ait épargné la Russie ne tenait donc nullement à la nature prétendument « socialiste » de son économie. Mais, écrivions-nous encore, *« le rideau de fer une fois transformé en toile d'araignée par l'émulation, la crise mercantile universelle mordra au cœur la jeune industrie russe »* (27).

L'explication de la situation actuelle se trouve tout entière dans ces lignes.

Comme le montre Marx, les cycles de périodes d'expansion et de crises naissent et s'instaurent à partir d'un certain degré de développement capitaliste, dans les pays les plus développés, et se transmettent et s'unifient par l'intermédiaire du marché mondial, entre les pays qui y sont fortement intégrés.

Or le capitalisme russe, s'il est évidemment beaucoup plus développé qu'en 1929, est encore relativement arriéré par rapport au capital occidental. Son développement est handicapé par l'arriération de sa structure agraire et la faible productivité de son agriculture. Surtout, il est encore contraint d'acheter à l'Ouest la plupart des biens de production technologiquement avancés, qu'il est incapable de produire lui-même, et qu'il doit financer en empruntant des capitaux. Ce retard ne signifie pas que l'économie russe ne connaît pas de crises : l'anarchie de la production y règne comme en Occident, et il suffit de lire la presse russe pour savoir que des montagnes de marchandises les plus diverses pourrissent régulièrement ici et là parce qu'elles avaient été produites... sans prévoir les besoins du marché. Mais

(27) *Dialogue avec les morts*, p. 146.

TABLEAU 5 - MATRICE DES EXPORTATIONS

	Pourcentages des exportations de						
	U.S.A.	G.B.	Japon	Allem.	France	Italie	Russie (1973)
Allant vers :							
USA		10,7	23,3	7,5	4,8	7,6	0,9
G.B.	4,6		2,7	4,8	6,5	5,1	3,4
Japon	10,8	1,9		1,4	1,0	1,0	3,9
Allemagne	5,0	6,1	2,7		17,2	18,4	2,9
France	3,0	5,5	1,3	11,8		12,5	1,7
Italie	2,8	3,0	0,7	8,1	11,6		1,9
— les 6 précédents + Bénélux	32,6	38,3	33,6	52,9	57,8	52,9	17,7
— les pays « socialistes »	2,2	3,1	7,0	8,4	4,0	5,8	57,7

Sources : chiffres calculés d'après : O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur*, pour les pays autres que la Russie et l'Annuaire soviétique du commerce extérieur (*Vnechnaïa Torgovlia S.S.S.R.*), Moscou 1974, pour la Russie. Chiffres de l'année 1973 pour la Russie, de l'année 1974 pour les autres pays. Pour calculer le dernier chiffre de la colonne « Allemagne », les exportations de la R.F.A. vers la R.D.A. ont été estimées sur la base d'informations de presse à 1,3 milliards de dollars en 1974.

il s'agit là de crises frappant encore des branches et des secteurs de production, au hasard des caprices de l'anarchie capitaliste, non de crises générales frappant tous les secteurs importants de la production et se généralisant donc à l'ensemble de l'économie. La surproduction de capital et de marchandises est localisée et épisodique : elle n'est pas encore générale. Une crise générale de surproduction ne peut encore, en 1975 naître et éclater de l'intérieur de la Russie.

La crise peut-elle, seconde hypothèse, se transmettre de l'extérieur, par l'intermédiaire des échanges sur le marché mondial ? Pour répondre à cette question, il faut retourner aux chiffres. Pour les pays occidentaux, l'ouverture à l'Est a encore progressé en 1974 : par rapport à 1973, où elles avaient déjà fortement augmenté, les exportations des six principaux

pays capitalistes occidentaux vers l'ensemble des pays « socialistes » ont augmenté en 1974 d'environ 36 %. Mais comme le montre le tableau 5, l'incidence de ces exportations vers l'Est par rapport à l'ensemble de leurs exportations reste encore très faible : 2,2 % des exportations américaines, 3,1 % des exportations anglaises, 4 % des françaises, 5,8 % des italiennes ; seuls le Japon et l'Allemagne accordent à ces pays une part plus honorable de leurs exportations ; mais à voir ces chiffres, on comprend que l'ouverture à l'Est a été insuffisante pour permettre d'éviter la crise à l'Ouest.

Les pays capitalistes occidentaux développés, comme le montre la ligne précédente du même tableau, font encore *entre eux* la plus grosse partie de leur commerce. La réciproque est également vraie, comme le montre l'examen de la dernière colonne du tableau 5 : vers son grand partenaire privilégié américain, la Russie ne dirigeait encore en 1973 que moins de 1 % de ses exportations totales ; et vers les six pays capitalistes développés qui sont le cœur et le moteur du capitalisme mondial, elle ne dirigeait encore qu'un tout petit peu plus d'un sixième de ses exportations totales (proportion qui aura augmenté en 1974, mais sans dépasser un cinquième), alors qu'elle en dirigeait plus de la moitié vers les autres pays dits « socialistes ».

La Russie s'immerge de plus en plus dans le marché mondial, mais le rideau de fer n'est *pas encore* devenu la « toile d'araignée » dont nous parlions en 1956, même s'il est en bon chemin. Le degré d'intégration de la Russie au marché mondial n'est pas encore tel que les crises de l'Occident se transmettent directement à son économie. Voilà pourquoi le capitalisme russe ne connaît pas la crise profonde qui frappe le capitalisme occidental.

Ceci ne signifie pas que la crise l'épargnera entièrement. Même la crise de 1929 n'avait pas été sans influence, car dans la dépression du marché mondial les exportations russes avaient baissé, et donc les importations (essentiellement machines-outils et biens d'équipement) que ces exportations servaient à payer, comme le montrent les chiffres ci-dessous :

*Exportations et importations de la Russie
(en millions de roubles)*

Année	Exportations	Importations
1929	724	691
1930	813	830
1931	636	867
1932	451	552
1933	389	273
1934	328	182

Source : *Statisticheskii Sbornik*, Moscou, 1970

Le même mécanisme doit jouer pour la crise de 1975 (encore que la très forte hausse du prix du pétrole dont la Russie est exportatrice puisse en partie compenser le « manque à gagner » d'autres exportations), qui retardera sans doute un peu les achats de biens d'équipement que la Russie souhaite si ardemment acquérir. La crise du capitalisme occidental ne sert pas les intérêts de Moscou.

Il en est de même en gros pour la Chine, dont le degré d'intégration dans le marché mondial est encore relativement très faible, mais dont 80 % des exportations vont vers les pays capitalistes occidentaux en servant à financer des achats de biens d'équipement.

Par contre, certains pays de l'Europe de l'Est, comme la Hongrie, et surtout la Pologne, sont déjà fortement intégrés dans le marché mondial et font avec les grands pays occidentaux une forte proportion de leur commerce extérieur ; la contraction du commerce mondial se répercutera inéluctablement sur leur production industrielle, de même que l'inflation a déjà commencé à se répercuter sur leurs prix.

Mais si le capitalisme russe échappe encore à la crise de 1975, ce n'est qu'une question de temps. Les achats massifs de biens d'équipement et les emprunts de capital à l'Occident contribuent à son développement ; son intégration au marché mondial progresse constamment, comme en témoignent les chiffres ci-dessous :

Part du commerce extérieur russe (importations plus exportations) effectué avec l'ensemble des pays capitalistes développés occidentaux

1950 : 15 %	1972 : 22,6 %
1960 : 19 %	1973 : 26,6 %
1971 : 21,5 %	1974 : 31 % (est.)

Sources : *Statistitcheskii Sbornik*, Moscou, 1970 ; *Annuaire soviétique du commerce extérieur (Vnechnaïa Torgovlia S.S.S.R.)* 1972 et 1973 ; *Financial Times*, 25-4-75 (pour l'estimation de 1974).

Des marchandises produites en Russie grâce aux équipements et aux capitaux occidentaux débouchent déjà sur le marché mondial en contribuant à y aggraver la crise : ainsi, ironie de l'histoire — mais ironie que nous avons dès l'origine prévue — Agnelli, président de la Fiat, a-t-il récemment dû demander une législation plus rigoureuse de la C.E.E. contre les importations de Polski 125P et de Lada — c'est-à-dire les « Fiat » polonaises et russes... — vendues selon lui à des prix de dumping en Europe... (28). Et ce n'est qu'un début. Lorsque toutes les principales branches industrielles russes communiqueront avec le marché mondial, elles contribueront à l'engorgement des marchés et aux crises, et réciproquement les crises du marché mondial se communiqueront directement au marché et à l'économie russes.

(28) *Financial Times*, 23-4-75.

Cours catastrophique du capitalisme mondial

Quel est l'avenir à court terme du capitalisme ? La durée et la profondeur d'une crise ne dépendent pas seulement du mouvement cyclique du capital, mais aussi de l'éruption ou non de toute une série de contradictions et de situations explosives accumulées par le système capitaliste dans des domaines divers : le système monétaire international (dont des économistes bourgeois annoncent périodiquement le risque d'effondrement) ; les pyramides de crédit insensées accumulées à partir de l'endettement croissant des entreprises dans tous les pays, qui peuvent s'effondrer en série à partir d'un mouvement de faillites ; le dénouement d'énormes opérations spéculatives à terme sur les marchés monétaires ; les spéculations boursières qui peuvent déclencher des mouvements de panique, etc... Les barrières opposées par les Etats capitalistes au risque de krach monétaire et financier généralisé ont jusqu'ici résisté (comme l'a montré par exemple la résorption des quelques krachs bancaires de l'été 1974 en Allemagne et aux Etats-Unis). L'unique certitude marxiste que nous puissions avoir est qu'elles ne résisteront pas indéfiniment à la pression croissante des contradictions de l'ensemble du système capitaliste. Si la crise présente provoque leur effondrement, le monde capitaliste subira sans nul doute une longue et profonde dépression, pire et plus vaste que celle de 1929. Mais même si elles résistent, la reprise économique qui devrait succéder à la crise se fera dans des conditions telles que les bourgeois les plus conscients, loin de se réjouir, en craignent par avance les conséquences.

Examinons cette hypothèse. Le cycle mondial que nous avons observé de 1971 à 1975 a une période moyenne d'environ quatre à cinq ans. Toutes choses égales par ailleurs, cette durée correspond à un début de reprise économique — sans doute décalée au départ de pays à pays, puis se généralisant — vers la fin de 1975 et le début de 1976. Cette prévision est faite par la plupart des experts bourgeois, et elle est corroborée par certains indices comme la reprise des cours sur la plupart des places boursières, et le mouvement de liquidation des stocks constaté par exemple aux Etats-Unis. Dans cette hypothèse, la reprise, lente au début, devrait s'accélérer vers 1977 par le jeu de la simultanéité du cycle économique et de l'entraînement mutuel des économies ; cette reprise devrait être d'autant plus forte que la baisse a été profonde, et faire place vers 1978 à un nouveau boom productif. Les bourgeois chantent-ils victoire pour autant ? Loin de là. Voici ce qu'écrivait le journal anglais *The Economist* :

« Ce boom de 1977 [prévision de *The Economist* - NdR] pourrait reproduire tous les pires traits du précédent : explosion des prix des matières premières et retour de l'inflation salariale [...]. Le boom de 1977 donnera très probablement naissance à son tour à une nouvelle récession. L'économie internationale semble devenir dangereusement instable. Si on veut stopper le cycle, il est temps que les gouvernements se réunissent pour voir ce qui peut être fait pour produire un boom contrôlé. Cela ne servira à rien d'attendre que le mal soit fait pour essayer à la hâte de coller les morceaux » (29).

(29) *The Economist*, 12-4-75.

Ce mélange d'inquiétude des franges les plus lucides de la bourgeoisie devant les convulsions incontrôlables de leur propre mode de production, et de sottise petite-bourgeoise sur les moyens d'y porter remède (une conférence économique internationale entre les brigands impérialistes !), est révélateur de l'impuissance des classes dominantes. Lorsque la crise est là, tout va mal... mais quand la « prospérité » bourgeoise reviendra tout ira mal aussi ! Et en effet le capitalisme ne peut sortir d'une crise que pour préparer d'autres crises encore plus gigantesques ; s'il y a reprise économique, elle ne pourra qu'amplifier les pires traits du boom de 1973 : reprise de l'inflation galopante, nouvelle hausse de prix des matières premières en raison de l'accroissement conjugué de la demande de tous les pays consommateurs, frénésie spéculative dans tous les secteurs, etc., pour mener, probablement vers 1979-1980, à une nouvelle crise, d'autant plus profonde et brutale que la reprise aura été simultanée, et que la pression des contradictions capitalistes aura encore augmenté.

En même temps, la concurrence interimpérialiste se sera aiguisée, le poids économique des capitalismes allemand et japonais sur le marché mondial se sera encore accru, la fuite en avant du capital se fera encore plus rapide. La nécessité de « tenir » sur le marché mondial toujours plus concurrentiel d'une part, l'aiguillon de la baisse du taux de profit d'autre part, imposent partout à la bourgeoisie de « rationaliser » systématiquement l'appareil productif, c'est-à-dire de remplacer sur une grande échelle les ouvriers par des machines. C'est pourquoi, même dans l'hypothèse d'une reprise économique, les experts bourgeois prévoient partout une prolongation ou un accroissement du chômage.

Etats-Unis. Le message de Ford au Congrès américain de février 1975 prévoyait, dans la perspective d'une reprise économique dans la seconde moitié de l'année :

— 7,9 % de la force de travail, soit environ 7.200.000 chômeurs en 1975 ;

— 7,5 %, soit environ 6.800.000 chômeurs en 1977.

Ces prévisions sont très certainement inférieures à la réalité, puisque l'administration américaine prévoyait pour 1975 un maximum de 7.400.000 chômeurs, alors que leur nombre atteignait déjà... 8.500.000 au mois de mai.

Dans une étude récente, la revue des milieux d'affaires *Fortune* prévoit qu'après la fin de la crise les Etats-Unis seront aux prises avec « une longue et douloureuse période de chômage élevé ». L'auteur de l'étude, qui se base sur des analyses de spécialistes officiels et de conseillers de la Maison Blanche, écrit notamment :

« Quelle que soit la vigueur de la reprise économique qui s'annonce, les Etats-Unis seront affectés de taux de chômage désagréablement élevés pour le reste des années 70. Cette sombre perspective est partagée par les économistes de presque tous les bords [...]. Pour réduire le taux de chômage de 4 points — c'est-à-dire de 9,5 % à 5,5 % de la force de travail — il faudrait 6 années de

croissance à un rythme de 6 % par an [ce qui] serait une performance économique extraordinaire [...] La production horaire étant maintenant 10 % en dessous de sa tendance à long terme, on peut largement accroître la production sans ré-embaucher beaucoup [...] Les forts gains de productivité qu'on constate au début d'une reprise viennent essentiellement de ce que la croissance de la production n'est pas suivie d'une augmentation parallèle du nombre des employés (*white collar staffs*). Mais d'autres influences aident également. *Au fond d'une récession, les spécialistes de l'organisation du travail ont les coudées franches pour « restructurer », les délégués d'ateliers sont le plus coopératifs sur les normes de travail, et le moral des travailleurs assez heureux pour avoir un emploi est relativement élevé [...]*

« Que peuvent faire les pouvoirs publics pour ce problème de l'emploi à long terme ? Il serait utile que le Congrès *arrête d'augmenter le salaire minimum*, qui décourage les employeurs d'embaucher des travailleurs marginaux et inexpérimentés [...] Le choix le plus valable que le gouvernement puisse faire pour atténuer le problème du chômage est d'encourager une expansion vigoureuse du secteur privé. » (30).

On ne saurait confirmer avec un cynisme plus tranquille que la crise signifie que le capital américain s'apprête à « restructurer » sur une grande échelle, c'est-à-dire à réorganiser le travail en accélérant les cadences, en augmentant l'intensité du travail pour les travailleurs « assez heureux » pour conserver un emploi, et donc à mettre à la rue plusieurs millions de travailleurs pour une longue durée. Quant aux « remèdes » proposés, le premier, la réduction des salaires réels et *surtout des plus bas* exprime tout aussi cyniquement les projets du capital. Le second est utopique (comme l'auteur lui-même le reconnaît au début de son article), ou bien il mènerait encore plus rapidement à l'encombrement des marchés et à la prochaine crise ; de toute façon il ne dépend pas de la « volonté » des agents du capital.

Angleterre. Les dernières estimations officielles prévoient déjà en raison de la crise 1,5 million de chômeurs pour 1976. Dans son discours du Budget aux Communes en avril dernier, le ministre travailliste Healey a déclaré qu'il fallait « préserver et améliorer la compétitivité internationale » de l'industrie britannique menacée de faillite. Dans toutes les branches importantes des programmes de « rationalisation » ont été engagés pour tenter de rajeunir le vieux capitalisme britannique afin de lui permettre de supporter une concurrence de plus en plus âpre sur le marché mondial. Le thème essentiel est le « dégraissage » des entreprises, c'est-à-dire les licenciements en masse pour accroître l'intensité et la productivité du travail. Plusieurs plans de restructuration ont déjà été annoncés :

— *dans la sidérurgie*, la *British Steel* (nationalisée) doit licencier 20.000 travailleurs (10 % de l'effectif) dans un proche avenir en raison de la crise frappant la branche, et « n'a pas l'intention d'en réembaucher beaucoup quand le marché reprendra » (31). La société prévoit d'investir d'ici 1980 4,5 milliards de livres

(30) « The Slow Road Back to Full Employment », *Fortune*, juin 1975.

(31) *Financial Times*, 24-4-75.

sterling, et de réduire l'effectif total de 220.000 salariés actuels à 180.000. Selon le président de la *British Steel*, les hauts fourneaux japonais permettant de produire 750 tonnes d'acier par travailleur et par an contre 150 tonnes seulement pour la Grande-Bretagne, « l'effectif réel [de la société] devrait être de 50.000 personnes produisant les 37 millions de tonnes d'acier par an dont nous avons besoin d'ici là » (contre 20 millions produites actuellement) (31) ;

— dans l'*automobile*, un plan de réorganisation complet de la *British Leyland* sous l'égide de l'Etat a été annoncé, en même temps que la direction annonçait que la société souffre d'un « fort excédent de personnel » et que « la nécessité de réduire les effectifs employés est absolument essentielle » (32). La production était en effet en 1973 de 5,9 véhicules par travailleur et par an, contre par exemple 11,6 pour Volkswagen et 14,6 pour Renault. Sur un effectif de 204.000 salariés, c'est 50.000 travailleurs environ qui devront être licenciés dans les prochaines années si le groupe veut atteindre les niveaux de productivité européens.

— dans les chemins de fer une étude officielle du ministère du travail prévoit que d'ici 1981, l'effectif total des salariés sera passé de 220.000 à 180.000 (33) ;

— dans l'*industrie minière* la même étude prévoit une chute de 360.000 salariés en 1973 à 270.000 en 1981 ;

— dans la chimie, *Imperial Chemical Industries*, troisième société chimique mondiale par le chiffre d'affaires en 1973, doit réduire ses effectifs (déjà réduits de 8.000 personnes en 5 ans) pour améliorer sa productivité (34). A titre d'exemple, la *Dow Chemical* américaine fait par employé un chiffre d'affaires de 92.655 dollars et un profit de 10.458 dollars contre respectivement 34.532 dollars et 3.060 dollars pour la compagnie britannique.

On pourrait multiplier les exemples : pour essayer de se rajeunir, de conserver ses marchés et de rétablir ses profits le capital britannique sous « management » travailliste ne connaît (et ne peut connaître) d'autres solutions que d'élever les licenciements à la hauteur d'une institution.

France. D'après des études effectuées à partir des prévisions officielles d'emploi du VII^e plan, il y aurait en 1980 — dans une perspective non pas de crise, mais de croissance de 3 à 4 % par an du produit intérieur brut — 700.000 à 900.000 chômeurs (35). Une étude de la revue *L'Expansion*, basée elle aussi sur les hypothèses officielles du VII^e plan, prévoit pour 1980 entre 700.000 et 1.400.000 chômeurs. L'auteur écrit notamment :

« Depuis l'ouverture du Marché Commun, la France a beaucoup intensifié son effort de formation de capital (dont la part dans la production est montée de 22 % en 1960 à 29 % en 1973) ; mais, au fil de la période, il semble que les investissements de capacité aient cédé le pas aux investissements de rationalisation ; la hausse des coûts salariaux, depuis 1968, a accentué la tendance à substituer le capital au travail [...] Depuis 1968, la productivité du travail s'est accrue presque aussi vite que la production elle-même : ainsi le gain de production par travailleur assure-t-il, à lui tout seul, la quasi-totalité du supplément de production [...] »

(32) *Financial Times*, 8-5-75.

(33) *Financial Times*, 30-5-75.

(34) *Financial Times*, 28-5-75.

(35) *Le Monde*, 26-6-75.

« La crise pétrolière [en réalité, la crise capitaliste! - NdR] a relancé les restructurations. [...] L'âpreté de la concurrence, la pression des coûts, le laminage des marges risquent plus que jamais d'inciter les firmes à effectuer des investissements de productivité. [...]

« Dans les grandes sociétés, on cite par ailleurs le chiffre de 10 % d'effectifs en trop! Comme l'analyse froidement le Pr Raymond Barre, « le plein emploi antérieur était artificiel, les firmes thésaurisaient la main-d'œuvre, avaient une gestion du personnel laxiste... On sort d'une période de facilité et de gaspillage pour entrer dans une période d'effort et d'économie ». [...]

« Il faut donc s'habituer à vivre avec, à l'horizon 1980, un niveau de chômage aussi élevé que maintenant. Et pour qu'il ne soit pas plus élevé, les experts recommandent pour le VII^e plan la croissance la plus forte possible » (36).

Cette tendance à la « restructuration » à coups de licenciements massifs n'est pas exclusive aux capitalismes les plus anciens. Ainsi en Allemagne, le « plan d'assainissement » de *Volkswagen* prévoit la mise à la rue de 25.000 travailleurs d'ici la fin 1976, celui des chemins de fer prévoit la suppression de 60.000 emplois sur un effectif de 400.000 salariés environ (37). Au Japon, un livre blanc gouvernemental récemment publié prévoit « la possibilité d'un chômage de masse dans les dix années à venir », et met l'accent sur « la nécessité d'une forte croissance économique pour résoudre le problème » (38).

* *

Le capital ne connaissant ni frontières ni « spécificités nationales », les maux qu'il engendre et les « solutions » mises en œuvre par les diverses bourgeoisies sont partout les mêmes. A travers l'aiguillon de la concurrence, les lois générales et immanentes de la production capitaliste s'imposent à chaque capital particulier, en le poussant à accumuler sans trêve, à accroître toujours plus la productivité, à remplacer les ouvriers par la machine, à comprimer les salaires chaque fois qu'il le peut. Au nom de la sacro-sainte « compétitivité », chaque trust capitaliste national « restructure » à tour de bras et licencie des centaines de milliers de prolétaires, tout en invoquant de ses incantations une hypothétique « forte croissance économique » qui ne pourrait de toute façon se matérialiser que sous forme d'une brève flambée menant à une nouvelle crise d'autant plus violente que la croissance aura été forte.

Au bout de trente années de « prospérité » bourgeoise qui devaient soi-disant lui apporter le bien-être, voilà donc la brillante alternative offerte à la classe ouvrière : d'un côté, si la crise se prolonge, généralisation du chômage et de la misère parce que la production capitaliste est paralysée faute de marchés ; de l'autre, si la reprise économique succède à la crise, généralisation du chômage parce que pour accéder aux marchés les capitalistes concurrents devront abaisser leurs coûts en se débarrassant d'une

(36) « Une nouvelle pénurie : l'emploi », *L'Expansion*, mai 1975.

(37) *Financial Times*, 11-6-75.

(38) *Mainichi Daily News*, 15-7-75.

partie de leur force de travail. D'un côté, chute systématique et généralisée du niveau de vie ; de l'autre, reprise de l'inflation galopante, conjuguée avec l'existence d'une forte armée industrielle de réserve, tendant toutes deux à faire baisser les salaires réels. D'un côté, approfondissement et extension graduels de la crise ; de l'autre, préparation d'une nouvelle crise encore plus profonde et plus vaste.

Dans un cas comme dans l'autre, la classe ouvrière n'a comme avenir immédiat que l'aggravation de l'exploitation, la détérioration de ses conditions d'existence, la volatilisisation des avantages que le capital se vantait de lui « garantir », la pression accrue d'un mode de production qui ne peut fuir ses contradictions qu'en les aggravant et en pesant d'un poids toujours plus lourd sur les épaules des exploités.

Mais en accumulant ainsi la dynamite sociale, le capitalisme mine ses propres fondations. En se rendant de plus en plus intolérable aux masses exploitées, il ne fait que rapprocher l'heure des explosions qui demain recommenceront inéluctablement à ébranler l'ignoble ordre établi de la société bourgeoise, et marqueront de nouveau les premiers pas du prolétariat sur la longue voie de son émancipation révolutionnaire.

Projet de programme d'action du Parti Communiste d'Italie (1922)

Introduction - (A propos des déformations de l'historiographie « de gauche »)

Le Projet de Programme d'action du Parti Communiste d'Italie fut rédigé entre août et octobre 1922, et envoyé à Moscou pour le IV^e Congrès de l'Internationale Communiste (5 novembre - 5 décembre 1922). Il constitue la troisième partie d'un rapport long et détaillé, le plus ample et le plus complet sans doute émanant d'une section nationale du Komintern. La première partie de ce rapport, parue avant la « Marche sur Rome » des fascistes (1), analyse la situation économique et sociale de l'Italie, en particulier sous l'angle du chômage, de l'offensive capitaliste et de la situation du prolétariat en général. La deuxième partie, qui ne put être publiée qu'en 1924 en même temps que la troisième (2), contient un ample exposé de l'activité du P.C. d'Italie entre le III^e et le IV^e Congrès de l'Internationale (Activité syndicale, Front unique par le bas, Rapports avec le Parti socialiste, Lutte contre la réaction, Répercussions de la grève générale du mois d'août sur la classe ouvrière, etc.) et introduit tout naturellement le Projet de Programme d'action que nous reproduisons dans les pages qui suivent.

Deux points doivent être soulignés d'emblée :

1) Ce texte représente le point de vue collectif et unanime de la très grande majorité du Parti Communiste d'Italie, tel qu'il avait déjà été exprimé dans les Thèses de Rome de mars 1922 (3), dans les interventions à l'Exécutif élargi de juin 1922 à Moscou ainsi que dans une longue série d'articles parus au cours des mêmes mois ; et tel qu'il sera plus tard

(1) *Rassegna Comunista*, 2^e année, n° 30-31, 31 octobre 1922.

(2) Elles furent publiées dans *Lo Stato operaio*, 2^e année, n° 6, 6 mars 1924, en vue de la Conférence nationale du P.C. d'Italie convoquée au début mai, et du V^e Congrès mondial (17 juin-8 juillet 1924).

(3) *Thèses sur la tactique du Parti Communiste* proposées pour le II^e Congrès du P.C. d'Italie, *Rassegna Comunista*, 2^e année, n° 17, 30 janvier 1922 ; traduction et commentaire dans *Défense de la continuité du programme communiste*, 1973, pp. 27-58.

explicité, au IV^e Congrès de l'Internationale, dans le discours de Bordiga sur le rapport de Zinoviev et dans son rapport sur le fascisme, ainsi que dans les Thèses sur la tactique de l'Internationale présentées par le P.C. d'Italie (4).

2) Tout en traçant les grandes lignes de l'action du Parti dans le proche avenir, le Projet synthétise l'ensemble de l'activité déjà réalisée au cours des deux années précédentes, en particulier sur le double plan de la lutte pour la défense des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, et de la lutte armée contre la réaction étatique et extra-étatique (autrement dit contre la réaction démocratique et fasciste, les deux forces étant étroitement alliées). Il s'agit donc à la fois d'un projet et d'un bilan, qui n'enregistre pas des « bonnes intentions » mais une pratique vivante et agissante, mise en œuvre par le Parti durant plus d'un an et demi d'existence.

Ce texte que nous republions n'est pas un « document » historiographique, mais un exemple précieux d'application de directives tactiques générales et obligatoires (la tactique-plan de Lénine, sans laquelle il n'est pas de parti communiste), dans des conditions politiques et sociales données, analysées dans la diversité complexe de leurs aspects, c'est-à-dire avant tout des rapports de force entre les classes. Cette application n'est bien sûr possible que si on possède ces directives générales et si on sait les manier de manière sûre ; mais elle n'en découle pas de façon mécanique, car elle exige l'analyse la plus complète possible des facteurs objectifs et des facteurs subjectifs en œuvre. Elle pose, pour un parti qui n'attend pas que les vicissitudes des situations contingentes lui dictent la voie à suivre, un double et difficile problème. Comment étendre et approfondir l'influence du parti sur la classe ou du moins sur les couches déterminantes de celle-ci ? (5) Comment, d'autre part, ne pas compromettre dans la recherche fébrile de résultats numériques et de succès apparents la continuité programmatique et organisationnelle du Parti en tant qu'organe de préparation puis de direction de la révolution prolétarienne, son unité et homogénéité de mouvement dans les hauts et les bas de la lutte, son prestige aux yeux des masses, ses capacités de reprise après des défaites temporaires, ses capacités d'attaque lorsque les conditions sont favorables ? Trouver à ces deux difficiles questions des réponses qui non seulement ne se contredisent pas, mais convergent et se renforcent en aboutissant à un résultat unique et

(4) Le discours de Bordiga et son rapport sur le fascisme ont paru en allemand dans le *Protokoll des Vierten Kongresses der Kommunistischen Internationale*, Hamburg, 1923 ; en italien dans *Il Lavoratore* du 9 décembre 1922 ; traduction française dans notre brochure *Communisme et fascisme*, 1970, pp. 81-102. Les Thèses sur la tactique de l'Internationale présentées au IV^e Congrès de l'I.C. par le P.C. d'Italie ont été publiées dans *Lo Stato operaio* du 6 mars 1924 ; traduction dans *Défense de la continuité*, op. cit., pp. 58-80.

(5) C'est la grave question de la « conquête de la majorité de la classe ouvrière », entendue dans le sens que lui donnait Lénine et qui, il l'a bien précisé, n'a rien à voir avec la conquête d'une « majorité » électorale « formelle » ou statistique : cf. le *Discours en faveur de la tactique de l'Internationale Communiste*, 1^{er} juillet 1921, in *Œuvres*, tome 32, pp. 506-507, et la *Lettre aux communistes allemands*, 14 août 1921, *ibid.*, p. 555.

bien défini, tel est le problème auquel, dans la situation de 1922, le Projet de Programme d'action propose une solution ; on pourra sans doute la discuter sur certains points de détail, mais il est impossible d'en contester la solidité, la vigueur militante et la clarté.

C'est à cette intention — anti-académique par excellence — que répond la publication du Projet. Mais ce texte vient aussi à point, même si ce n'était pas au départ dans nos intentions, pour démontrer une fois de plus comment l'historiographie dite « de gauche » ne le cède en rien, pour la docte ignorance et pour l'aveuglement volontaire ou involontaire, à l'historiographie officielle. Nous sommes en effet ici sur le terrain capital où se raccordent la connaissance préalable des lignes de force nécessaires des grands cycles historiques et des voies par lesquelles ils doivent obligatoirement passer (quelle horreur, pour l'inspiration au-jour-le-jour et l'éclectisme gauchistes !), et les directives tactiques qui en découlent dans le jeu instable, éminemment dynamique, des rapports de force entre les classes et entre les partis. Or c'est précisément sur ce terrain qu'achoppent non seulement l'opportunisme ouvert et patenté, mais aussi le gauchisme et par suite ses « reconstructions » historiographiques.

.

Nous sommes alors, ne l'oublions pas, dans la période qui va de la grande grève générale d'août 1922 à la montée au pouvoir du fascisme fin octobre. La grève générale d'août avait été déclenchée par les réformistes comme un moyen de pression destiné à favoriser une solution parlementaire à la crise, en faisant entrer au gouvernement les représentants les plus qualifiés de l'opportunisme socialiste ; mais son contrôle leur avait échappé, au point qu'ils durent la suspendre en toute hâte au sommet de son développement, alors que les affrontements, qui allaient jusqu'aux heurts armés entre les prolétaires et les forces de l'ordre — étatiques et fascistes —, atteignaient la plus grande violence. La grève s'était donc terminée sur un double échec : du point de vue réformiste, parce qu'elle avait rendu impossible la solution souhaitée ; du point de vue révolutionnaire, parce que son sabotage par les chefs syndicaux et politiques socialistes de droite et du centre avait ouvert la voie, en provoquant le désarroi et la désorganisation dans les rangs ouvriers, à la liquidation violente des derniers noyaux de résistance prolétarienne par les fascistes, puis à l'accession pacifique de ceux-ci au gouvernement avec la complicité bienveillante et empressée du « pouvoir légal ».

La docte ignorance de l'historiographie, qui ne « découvre Bordiga » que pour mieux adorer une autre « redécouverte », Antonio Gramsci — sans les « vedettes historiques », que resterait-il de l'angoisse existentielle ? — a une étiquette toute prête à appliquer à la Gauche « italienne » : schématisation !

Preuve numéro un : non seulement la Gauche n'aurait pas prévu la solution fasciste, mais elle l'aurait exclue. Pour elle c'est la social-démocratie qui devait nécessairement « gérer la crise » : avec ce bandeau sur les yeux,

le P.C. d'Italie presque unanimement « bordiguiste » se serait jeté dans les griffes de Mussolini sans même s'en apercevoir. On retrouve cette banalité sous la plume de Quintin Hoare dans un récent article sur Gramsci et Bordiga face au Komintern (6). Laissons de côté toute considération générale et de principe (principe tragiquement confirmé par l'expérience) sur le rôle joué par la social-démocratie pour creuser le lit du fascisme, que ce soit en agissant comme un frein sur le prolétariat face à l'offensive armée de la bourgeoisie, comme en Italie (même l'historiographe officiel ou gauchiste ne peut faire autrement que de reconnaître le sabotage ouvert de l'action ouvrière par le parti socialiste, c'est-à-dire par les social-démocrates de droite et par les maximalistes), ou en brisant directement par la violence, là où elle était au pouvoir comme en Allemagne, les tentatives prolétariennes non seulement d'insurrection mais même de défense. Ces considérations mises à part, c'est un fait que jusqu'au mois d'août 1922, ce que MM. les historiens appelleraient « alternative social-démocrate » et qui était indiquée dans nos Thèses de Rome comme la plus probable (7), était si peu irréaliste, si peu schématique, que le leader socialiste Turati fut convoqué au Palais du Quirinal, qu'il s'y rendit, et que seules la coïncidence de la puissante grève d'août 1922 et les réticences de la « base prolétarienne » l'empêchèrent d'accepter un portefeuille ministériel (tout en dissuadant la bourgeoisie d'insister).

C'est également un fait que le Projet de Programme d'action, rédigé après le mois d'août, indique précisément comme issue probable de la situation ouverte par l'échec (ou plutôt la trahison) de la grève d'août, la formation d'un « gouvernement de droite ». Et enfin c'est un fait tout aussi avéré qu'à la différence du P.C. d'Italie, mais en cohérence parfaite avec leur passé, les socialistes assistèrent à l'approche de l'issue fasciste non seulement dans une bienheureuse inconscience, mais dans la plus complète passivité. Que le coup de massue se soit ensuite abattu sur le Parti Communiste « par surprise », c'est une autre histoire, mais la même chose est arrivée, nous semble-t-il, au parti bolchévik après les événements de juillet 1917 ou encore au moment du putsch de Kornilov, et aucun historien doué de bon sens ne songe à lui en faire le reproche. Il est par contre faux historiquement, contrairement à ce qu'écrit Hoare, que « l'organisation illégale » du P.C. d'Italie ait fait preuve à cette occasion « de sérieuses faiblesses » : même la droite de Tasca et Graziadei, pourtant très critique à l'égard de toute l'action du Parti et prête à en dénoncer les éventuelles faiblesses, ne pourra manquer de reconnaître moins de deux ans plus tard que « l'organisation « illégale » permit après les coups de février [1923 : arrestation de Bordiga, Grieco, etc.] la rapide reconstruction

(6) *Les Temps modernes* n° 343, février 1975, pp. 929-975. Les citations de Hoare qui suivent sont toutes tirées de cet article.

(7) *Thèses sur la tactique du P.C. d'Italie*, op. cit., points 48-55. On notera cependant que le point 52 affirme explicitement : « La situation italienne actuelle contient synthétiquement tous les éléments constitutifs d'un coup d'Etat, même si le fait extérieur et probant du putsch militaire ne s'est pas vérifié », et le point 55 : « Le P.C. d'Italie n'exclut pas, mais envisage au contraire la possibilité que la situation instable actuelle puisse donner lieu à une action violente d'une partie de la bourgeoisie ».

de l'appareil du Parti et son fonctionnement normal au milieu des pires difficultés », et que le fait d' « en avoir jeté les bases [devait être mis] entièrement à l'actif de l'ancien Comité Exécutif » (8).

Le Projet de programme d'action s'ouvre sur l'énumération des forces « spécifiques » contre lesquelles, en Italie, le prolétariat et le Parti avaient dû et devaient encore se battre : l'Etat démocratique, les bandes fascistes, la social-démocratie. Il affirme donc l'existence de trois piliers distincts de l'ordre établi, même si ces trois forces convergeaient vers un objectif commun et coopéraient à sa réalisation ; et il précise les méthodes de lutte différentes (9) employées vis-à-vis de chacune d'elles. Mais l'historiographie « de gauche » ne craint pas de déclarer doctoralement que la direction « bordiguiste » du P.C. d'Italie ne sut pas reconnaître la « spécificité du phénomène fasciste » ! La moindre des choses serait que MM. les historiens commencent par nous expliquer en quoi consiste selon eux cette « spécificité », au lieu d'en parler en long et en large sans... spécifier davantage. Si reconnaître les traits spécifiques du fascisme veut dire en reconnaître, nous citons Hoare, les « composantes petites-bourgeoises » (irritées entre autres par le « sectarisme des organisations prolétariennes à l'égard des anciens combattants ») et mettre en évidence « la contribution de la grande bourgeoisie à son arrivée au pouvoir », le rapport Bordiga au IV^e Congrès de l'Internationale est là précisément pour démontrer qu'aucun de ces aspects n'avait échappé à la Gauche « italienne » (10). Mais contrairement à l'interprétation de Radek, elle les insérait — et ceci est fondamental — dans une vision organique du fascisme comme mobilisation par la grande bourgeoisie, en fonction des intérêts généraux de la classe dominante, des classes moyennes ruinées, déçues par la guerre comme par la paix, et rêvant de jouer un rôle autonome. Ce que le fascisme apportait en effet à la classe dominante, ce n'était pas un programme original — qu'il n'avait pas, et qu'il se vantait même de ne pas avoir, en empruntant à la fois à la tradition libérale et à celle du réformisme —, mais une organisation unitaire et centralisée, dans un effort désespéré pour opposer à l'unification centrale du prolétariat par le parti communiste et, après la prise du pouvoir, par sa dictature, quelque chose de tendanciellement analogue. C'est là que réside la « spécificité » du fascisme, une « spécificité » qui est d'ailleurs propre à l'époque impérialiste (ou à l'ère, ouverte en 1914, « des guerres et des révolutions »). C'est là sa force, et c'est là aussi sa faiblesse, qui provient

(8) « Schéma de Thèses de la minorité du C.C. du P.C. d'Italie », *Lo Stato operato*, 2^e année, n° 6, 15 mai 1924, reproduit dans *Annali Feltrinelli*, 8^e année, 1966, p. 240 ; voir également « Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste », V, *Programme Communiste* n° 50, p. 8.

(9) Différentes, mais pas nécessairement opposées. En Allemagne, les prolétaires et les spartakistes ont bien dû se battre physiquement contre les social-démocrates !

(10) L'historien auquel la revue de J.-P. Sartre a ouvert ses colonnes est invité à se reporter à la série d'articles sur *Le fascisme, Le programme du fascisme et Du gouvernement* parus sous la signature d'A. Bordiga dans les n° du 17 et 27 novembre, et du 2 décembre 1921 de *Il Comunista* (reproduits dans *Communisme et fascisme*, op. cit., pp. 49-64), et surtout à l'article *Rome et Moscou* dans *Il lavoratore* du 17 janvier 1923 (*ibid.*, pp. 103-110) et, bien sûr, au rapport sur le fascisme présenté au V^e Congrès de l'I.C. (*ibid.*, pp. 111-145).

de la contradiction insurmontable entre un besoin de centralisation autoritaire qui s'exprime dans la suppression du pluralisme et dans l'identification de l'Etat au parti unique sur le plan politique, et le caractère individualiste, anarchique, atomiste du mode de production et d'appropriation des produits qui tire son nom du capital, sur le plan économique. Le problème n'est donc pas de savoir si la Gauche ignorait ou reconnaissait la « spécificité du phénomène », mais d'établir quelle est l'interprétation correcte : celle de la Gauche, qui est la seule rigoureusement marxiste, ou l'interprétation plus ou moins clairement reconnaissable dans le rapport Radek, qui aboutit à théoriser un pouvoir indépendant de la petite et moyenne bourgeoisie (par ailleurs contrainte de faire... la politique de la grande), ce qui pour les marxistes est une parfaite absurdité. C'est cette même absurdité théorique qui conduira quelques mois plus tard Radek à courtiser le... national-bolchévisme hitlérien et à faire l'éloge de Schlageter ; elle sera reprise, lors de la crise ouverte par l'assassinat du député socialiste Matteotti, par Gramsci, chez qui elle fera ensuite place, d'abord épisodiquement puis de façon définitive, à l'interprétation du fascisme comme mouvement agraire à fond précapitaliste et semi-féodal, pour aboutir logiquement dans les Cahiers de prison, à la revendication de l'Assemblée constituante, mère du togliatisme (mais le père est Staline, et Thorez le frère jumeau) avec sa théorie de la « seconde résurrection nationale », des « drapeaux que la bourgeoisie a laissé tomber dans la boue et que nous ramassons », de la « reconstruction nationale » et de la « démocratie nouvelle » ou « progressive » : bref, de l'adieu définitif au marxisme.

C'est dans la centralisation totalitaire allant jusqu'au sacrifice de certains intérêts sectoriels de la bourgeoisie, c'est dans l'organisation unitaire de la classe dominante — qui n'avait mobilisé la petite-bourgeoisie à son service que pour la rejeter ensuite — que la Gauche reconnut la « spécificité » du fascisme (11) et, à plus forte raison, du nazisme. Et c'est sur son propre terrain et avec des armes correspondantes, mais utilisées dans la direction opposée, qu'elle s'efforça de le combattre et si possible de le vaincre. Elle ne sut pas lui opposer d'autre « alternative » que la révolution prolétarienne et communiste ? Mais quelle autre alternative un mouvement communiste peut-il et doit-il opposer à une solution bourgeoise, quelle qu'elle soit ? Quintin Hoare est libre de penser qu'en dehors du communisme il existe une autre alternative réelle au fascisme : c'est son affaire, pourvu qu'il ne baptise pas « schématisme de la Gauche italienne » ce qui est tout simplement l'ABC du marxisme. D'après lui, la phrase

(11) Le Schéma de thèses sur l'orientation et la tâche du Parti Communiste d'Italie présenté par la Gauche du Parti à la Conférence nationale de 1924 (in *Lo Stato operaio*, n° 16, 16 mai 1924) affirmait de façon synthétique : « Le fascisme [...] naquit sur le terrain du mouvement des anciens combattants et des classes moyennes, couche instable que le parti du prolétariat ne sut pas plier à la vision de sa dictature et qui, dans l'illusion de mener une politique autonome et d'hériter du pouvoir des classes politiques traditionnelles, se laissa mobiliser par la machine de l'Etat et par les autres couches bourgeoises, industrielles et agraires, pour leur offensive armée contre les travailleurs révolutionnaires ». Où Quintin Hoare a-t-il donc pris qu'il manquait à la Gauche une analyse de ces « traits spécifiques » ?

prononcée par Bordiga en 1924 (dans son discours commémoratif Lénine sur le chemin de la révolution) : « la contre-offensive bourgeoise est pour nous la preuve de l'inéluctabilité de la révolution », résumerait de façon éloquente « son refus d'admettre que la prise du pouvoir par le fascisme était quelque chose dont il fallait s'inquiéter ». Il s'agit en réalité d'un syllogisme gratuit. L'inéluctabilité de la révolution est inscrite dans le marxisme. Elle ne fait qu'exprimer en termes différents l'impossibilité à long terme pour le mode de production capitaliste de contenir dans ses formes étroites les forces productives gigantesques engendrées par son développement paroxystique. Supprimez-la, et vous aurez supprimé le marxisme lui-même. Quant aux preuves de cette inéluctabilité, il est possible qu'elles soient difficiles à lire, ou même pas lisibles du tout dans les phases de prospérité économique et de cours politique pacifique du capitalisme ; mais elles apparaissent avec une clarté cristalline précisément dans les événements qui imposent à la bourgeoisie d'ériger l'exécutif au-dessus du législatif et contre lui, en détruisant le château de cartes de la « souveraineté populaire ». Si cette lecture est schématique, alors le cri de Marx, à qui le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte faisait s'exclamer « Bien creusé, vieille taupe ! », l'est aussi. Mais — ici le syllogisme se rompt définitivement —, entre cette constatation d'une crise profonde de la société bourgeoise qui creuse elle-même sa propre tombe, et la conclusion prêtée à Bordiga selon laquelle « il ne faut pas s'en inquiéter », il n'y a aucun lien logique, encore moins dialectique. La crise ne signifie pas que la révolution est dans la poche, mais seulement que nous avons les conditions matérielles pour la préparer et si possible la mener à son terme, en nous « inquiétant » (et comment !) de ce qu'au lieu de saisir l'occasion fournie par l'adversaire lui-même — au moins sur le plan de la clarté des véritables termes de l'« alternative historique » — on la laisse échapper en pleurnichant après la liberté perdue, la constitution violée, le « droit » piétiné, bref en tombant au niveau d'une quelconque démocratie plus ou moins radicale.

Curieux historiens ! Ils ont devant eux l'histoire du seul parti de l'Occident européen qui ait accepté, dans des conditions extrêmement difficiles, de combattre le fascisme sur son propre terrain en appelant les prolétaires à « répondre à la préparation par la préparation, à l'organisation par l'organisation, à l'encadrement par l'encadrement, à la discipline par la discipline, à la force par la force, aux armes par les armes » (12) et qui ait créé dans ce but son propre encadrement militaire, en sachant bien que « la victoire du fascisme serait une défaite du mouvement révolutionnaire » (13). Et à les entendre, ce parti « ne s'en inquiétait nullement » ! A

(12) Appel contre la réaction fasciste, lancé par le P.C. d'Italie dans *Il Comunista* du 6 mars 1921, et reproduit dans *Manifesti ed altri documenti politici*, Libreria editrice del P.C. d'Italia, Roma, 1921, Reprint Feltrinelli, pp. 33-36. Traduction française dans *Programme Communiste* n° 45, p. 21. On trouvera une ample documentation sur la lutte contre le fascisme dans les directives politiques et l'action pratique du P.C. d'Italie dans la série « Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste », *Programme Communiste*, n° 46 à 50.

(13) Rapport Bordiga sur le fascisme au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, *Communisme et fascisme*, op. cit., p. 99.

leurs yeux, évidemment, opposer à la dictature fasciste la perspective de la révolution et de la dictature communistes comme seule alternative, cela voulait dire : « la révolution tout de suite ». Le problème était bien différent : c'était au contraire celui de « la préparation révolutionnaire tout de suite », sans retard, sans se laisser dévier, sans perdre courage au moment de la défaite, et surtout sans en prendre prétexte pour changer de programme et embrasser celui qui oppose la loi à l'illégalité, la démocratie au totalitarisme du parti unique, l'« antiparlement » antifasciste à la décapitation du parlement par le fascisme. « Le prolétariat doit être préparé à ne pas trembler et à ne pas désespérer de la reprise dans les moments et dans les pays où la bourgeoisie affiche l'attitude la plus brutale et déclenche la plus impitoyable offensive, de même qu'il doit être préparé à ne pas oublier, quand la bourgeoisie elle-même se pare des oripeaux de la générosité libérale pour couvrir les moments difficiles de sa défensive, que ceci ne rendra pas moins nécessaire l'emploi sans réserves du seul argument qui soit accessible à la canaille capitaliste : la force matérielle » (14) : telle est l'idée maîtresse des deux rapports sur le fascisme présentés par la Gauche au IV^e et au V^e Congrès de l'Internationale Communiste. Seule la science-fiction historiographique peut en déduire avec une incroyable légèreté (ou ignorance) que la Gauche croyait à la « possibilité actuelle de la révolution ». De telles envolées de l'imagination se retrouvent plutôt, comme l'observe, honnêtement cette fois, Quintin Hoare, dans les analyses gramsciennes de 1924-26, où elles alternent, dans une confusion qui peut rendre le personnage « pathétique » aux yeux de l'existentialisme mais qui eut sur le Parti des effets désorganisateur, avec la directive d'une « transformation moléculaire de l'Etat démocratique » par le parti (15) faite à partir du diagnostic d'un soi-disant « état d'esprit démocratique des masses ». Il est impossible par contre de trouver de telles fantaisies dans des déclarations de la Gauche. Dans l'article Rome et Moscou (janvier 1923) A. Bordiga écrivait : « Au cours d'une conversation avec un des leaders bolchéviks, je lui dis que je ne prévoyais pas une chute prochaine du fascisme, m'appuyant sur le fait qu'un parti centralisé et une force militaire compacte avaient bien permis à l'Etat soviétique de vaincre les terribles difficultés d'une triste situation économique ». Il avait dit la même chose dans son premier rapport sur le fascisme, il le répétera dans le second. De plus, l'article se terminait sur cette phrase explicite : « Il nous semble, quant à nous, que la contradiction fondamentale qui existe entre la liberté laissée aux forces économiques capitalistes, d'une part, et la centralisation imposée aux activités politiques de la bourgeoisie, de l'autre, commence à se manifester par des heurts et des conflits au sein du parti fasciste lui-même. Et pourtant, comme nous l'avons déjà dit ci-dessus, nous ne pensons pas que le processus sera très rapide » (16).

(14) A. Bordiga, « De la Commune à la III^e Internationale », *L'Unità* n° 24, 9 mars 1924.

(15) Rapport de Gramsci au Comité Central du P.C. d'Italie, 25 août 1924, paru dans *L'Unità* du 26. Si ce n'est pas là du gradualisme ultra-réformiste, qu'est-ce que c'est ?

(16) *Il lavoratore*, 12 janvier 1923. Traduction française dans *Communisme et fascisme*, op. cit., p. 108 et 110 (souligné par nous).

Seule la science-fiction historiographique peut en déduire en outre que la Gauche italienne excluait qu'au fascisme puisse succéder, avant l'issue révolutionnaire, un régime démocratique ou social-démocrate. Cette éventualité (d'ailleurs formulée par Trotsky en 1923, en marge du IV^e Congrès de l'Internationale, en polémique avec certains communistes occidentaux) était au contraire bien présente dans notre esprit : n'avions-nous pas toujours dit qu'un des effets négatifs du fascisme était la « soif de démocratie » qu'il contribue à susciter dans la classe ouvrière ? N'avions-nous pas indiqué que l'alignement de l'Internationale, désormais en passe d'être totalement stalinisée, sur cette orientation instinctive des grandes masses, constituait le danger le plus direct et le plus menaçant dans un proche avenir ? Pour la Gauche le problème était — et il est toujours — que de telles phases « intermédiaires » sont bien sûr possibles et que le parti de classe doit savoir les prévoir, mais qu'il n'a pas à s'en faire le gérant sous peine de renoncer à sa tâche historique, à son programme, à sa physionomie spécifique. La défaite n'était pas pour nous, il est vrai, un motif de désarroi et de désespoir : nous demandions que l'on donnât au prolétariat une orientation sûre, sans oscillations ni déviations, une orientation qui puisse aussi faire du parti un pôle d'attraction de la paysannerie pauvre et d'au moins une frange de la petite-bourgeoisie déçue et déconcertée. Cette orientation (invoquée avec la plus grande vigueur dans la conclusion du rapport sur le fascisme au V^e Congrès mondial) ne pouvait être donnée qu'à la condition de garder le cap sur la révolution, au lieu de prendre le cap opposé à la poursuite du mirage démocratique et antifasciste à la manière bourgeoise. C'est tout autre chose que de croire à la « possibilité actuelle de la révolution » ! La seule chose qui pour nous était « actuelle », c'était de retrouver la voie sûre tracée par la doctrine marxiste, pour ne pas finir par avance dans l'impasse du « bloc historique » à la Gramsci, ou, ce qui revient au même, du « compromis historique » à la Togliatti-Berlinguer !

..

Ces quelques notes ne sont dictées par aucun « patriotisme de parti », mais par la nécessité de rétablir la vérité historique contre ceux qui transmettent aux jeunes générations une vision déformée et grotesque de la parabole historique de la III^e Internationale et des discussions et des divergences qui se manifestèrent en son sein.

C'est un fait que dans les années 1920-22 et même 1924, l'Etat-Major bolchévique de l'Internationale voyait la révolution en Europe plus proche qu'elle ne l'était en réalité. Et il faut dire tout de suite que, dès le II^e Congrès, la Gauche italienne formula un jugement bien moins optimiste sur le cycle historique européen. Certes elle partageait la conviction (typiquement léninienne) que l'histoire avait mis à l'ordre du jour de façon irrévocable et donc irréversible le dilemme : dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie, révolution communiste ou contre-révolution

capitaliste. Mais elle savait aussi quelles profondes résistances s'opposaient et s'opposeraient encore à ce que les jeunes partis qui s'étaient hâtivement déclarés « Sections de l'Internationale Communiste » dépouillent le « vieil homme » parlementaire, démocratique et légalitaire. Elle connaissait enfin les ressources, les capacités de résistance qu'une expérience presque séculaire avait données à l'Etat démocratique (17).

Mais il faut souligner tout aussi fortement que ce n'était pas une telle prévision qui avait dicté les documents constitutifs de l'Internationale Communiste : Lénine, Trotsky et leurs camarades ne les auraient pas écrits d'une autre encre s'ils avaient prévu une révolution plus éloignée. Ils ne changèrent d'ailleurs pas de registre quand ils durent constater qu'elle s'éloignait encore davantage, même s'ils considèrent, exactement comme nous, que son éloignement temporaire exigeait des directives tactiques moins « directes », des directives de préparation de l'offensive révolutionnaire — une préparation qui pouvait être lente et difficile — et non d'attaque imminente. (Pouvons-nous rappeler à l'historien que c'est précisément à la distinction entre « tactique indirecte » et « tactique directe » que sont consacrés les chapitres cruciaux de nos Thèses de Rome ?). C'est sur le contenu de ces directives, mais dans le cadre d'une même vision stratégique, que surgit la discussion entre la Gauche italienne et le Komintern, dont le Projet de programme d'action que nous publions conserve l'écho. Mais il importe de comprendre quel était le nœud véritable du désaccord, non de broder dessus sans même en avoir saisi le sens.

L'objectif que le III^e Congrès de l'Internationale avait fixé aux partis communistes était de s'efforcer d'étendre et d'approfondir leur influence sur les grandes masses travailleuses, en s'appuyant sur les exigences immédiates de vie et de travail qui sont communes à tous les exploités sans distinction d'affiliation politique ou de tendance idéologique, et sur les luttes, même les plus limitées, déclenchées par l'antagonisme permanent entre Capital et Travail : il s'agissait ainsi de prouver dans les faits aux

(17) La Gauche avait plus d'une fois exprimé son désaccord avec la tendance du Komintern à surestimer la faiblesse et l'instabilité de l'appareil d'Etat en Italie, et donc les perspectives de situations révolutionnaires à court terme. Elle l'avait fait, et très justement, à l'époque de l'occupation des usines de septembre 1920. Elle le fit à nouveau à l'Exécutif Élargi de juin 1922 : « La majorité de la délégation italienne, peut-on lire dans sa « déclaration » finale, considère [...] que le tableau de la situation italienne tel qu'il est esquissé dans la résolution Zinoviev pourrait conduire à un jugement inexact sur l'instabilité du gouvernement bourgeois. Les événements qui se déroulent sur la scène parlementaire ne doivent pas nous amener à conclure que la classe dominante italienne ne dispose pas d'un appareil d'Etat solide et prêt à mener une formidable lutte contre-révolutionnaire, avec l'appui des bandes irrégulières fascistes » et, ajouterons-nous, avec la complicité bienveillante du tolstoïsme social-démocrate et de la démagogie maximaliste (cf. « La réunion du C.E. Élargi de juin 1922 », dans *Lo Stato operaio*, 2^e année, n^o 6, 6 mars 1924). C'est là un jugement dépourvu de tout optimisme superficiel comme de toute coloration « putschiste », contrairement à l'habitude qui devait malheureusement s'établir dans le Komintern, de se lancer dans des prévisions triomphalistes d'événements révolutionnaires imminents, aussitôt suivies de rechutes verticales dans le plus noir pessimisme.

ouvriers que les social-démocrates et les centristes « non seulement n'entendent pas lutter pour abattre le capitalisme, mais n'entendent pas même lutter pour les besoins les plus élémentaires et les plus urgents de la classe ». C'est le même objectif qui devait être à la base de la tactique du front unique six mois après le III^e Congrès. Cependant les thèses de Zinoviev de décembre 1921 oscillaient entre une tentative de définition de « l'attitude à adopter à l'égard des ouvriers qui adhèrent à la II^e Internationale, à l'Internationale II 1/2 et à celle d'Amsterdam, de même qu'à l'égard des ouvriers qui adhèrent aux organisations anarchistes et anarcho-syndicalistes » — ce qui pour le marxisme est non seulement pleinement légitime mais impératif — et la proposition d'actions communes aux partis ouvriers « non communistes » — c'est-à-dire, selon la formule célèbre de Lénine, aux « partis ouvriers bourgeois ». Au contraire, dès les premiers jours d'existence du Parti Communiste après la scission de Livourne, la Gauche italienne avait indiqué que les grandes organisations syndicales constituaient le terrain véritable et naturel, le seul terrain même de réalisation du front unique prolétarien contre l'offensive bourgeoise, « un terrain qui peut être simultanément d'action commune et d'opposition réciproque » avec les autres courants. Elle avait donc lancé aux trois centrales syndicales de classe en Italie un appel à se fondre en une organisation syndicale unique s'inspirant de la ferme décision de lutter avec les méthodes de la lutte de classe pour la défense des conditions de vie et de travail de tous les prolétaires (18) ; sur la base de cette orientation, elle s'était vaillamment battue tout au long de la première année d'existence du Parti Communiste d'Italie, en la théorisant même, bien avant les thèses de Zinoviev, dans l'article sur Le front unique d'octobre 1921 (19). Comme le réaffirment les Thèses Syndicales adoptées au II^e Congrès du P.C. d'Italie en mars 1922 (point 9) : « La lutte pour la défense d'un niveau de vie donné est le terrain le plus utile pour réaliser l'unité d'organisation du prolétariat italien ; la lutte contre la garde blanche pour la libération des régions martyrisées par la terreur fasciste est le terrain le plus utile pour restaurer l'unité d'intérêts et de sentiments entre les ouvriers et les paysans, qui s'était réalisée en 1919 et qui a été violemment détruite par la réaction, précisément parce qu'elle est une des conditions essentielles de la révolution prolétarienne ».

Cela ne signifiait pas, comme on nous en accusa, et comme on continue à nous en accuser sur la foi de la critique des Thèses de Rome contenue dans un des documents les plus malheureux de la III^e Internationale (20),

(18) Appel Aux travailleurs organisés dans les syndicats pour l'unité prolétarienne, 8 mai 1921 ; appel aux confédérations syndicales Pour la défense et la riposte prolétarienne contre l'offensive bourgeoise, 14 août ; directives et normes pour l'action syndicale, 7 et 28 août. Tous ces textes peuvent être consultés dans *Manifesti ed altri documenti...* op. cit.

(19) Paru dans *Il Comunista*, 28 octobre 1921 ; traduction française dans *Le Proletaire*, n° 183.

(20) Cette critique des Thèses de Rome fut rédigée en mars 1922 et publiée dans *Die Kommunistische Internationale*, n° 23 de 1922, comme *Contribution du Présidium de l'Exécutif au projet de programme du Parti Communiste d'Italie*.

que nous voulions baser l'effort d'unification de la classe sur les seuls problèmes économiques, à l'exclusion des questions politiques : cette dichotomie est explicitement niée, pour ne citer qu'un exemple, dans notre série d'articles de janvier 1922 sur La Tactique de l'Internationale Communiste (21). Cela signifiait que les deux types de questions, les questions économiques et les questions politiques, devaient être soulevées au sein d'organisations qui, comme les organisations syndicales précisément, étaient ouvertes par principe à tous les ouvriers indépendamment de leurs orientations politiques, et donc constitutionnellement susceptibles d'être conquises non seulement à l'influence mais à la direction des communistes. Cela signifiait que l'objectif commun de la conquête d'une influence sur les plus larges couches de la classe ouvrière devait être réalisé dans le feu de la lutte revendicative et au sein des organisations nées pour la soutenir et la diriger, et non au moyen de tractations avec des partis que nous avions dénoncés comme l'obstacle principal sur la voie de la lutte, même de la simple lutte revendicative immédiate, comme de tragiques expériences récentes (1918-1920 en Allemagne) ou plus lointaines (1914) l'avaient amplement confirmé.

Cette manière de poser la question était si peu dictée par le « schématisme » que, tandis que les partis auxquels nous devons selon l'Internationale nous adresser rendaient toute action a priori impossible en posant comme préalable à l'action commune tel ou tel point de principe, la Gauche déclara ouvertement que sur le terrain spécifique de la défense économique et physique du prolétariat « les communistes ne proposent pas comme objectif de la lutte la dictature du prolétariat, mais des formules bien plus immédiates et concrètes » (Projet de programme d'action, point 17). Elle sauvegardait ainsi les deux termes convergents de la politique du front unique : l'unification de la classe ouvrière dans sa lutte de défense contre le capital d'une part, et d'autre part la conservation, avec le maximum de continuité et de rigueur, de la « physionomie programmatique et organisationnelle du parti » (Thèses de Rome sur la tactique, point 20). Après l'échec de la tentative de rapprochement des trois Internationales début avril à Berlin, et celui de la réunion d'un fantomatique « congrès ouvrier mondial » dans le mois suivant, la délégation bolchévique à Berlin écrira : « L'expérience [...] a démontré qu'il faut d'abord briser la résistance des chefs social-démocrates [...] et qu'il faut former, dans la lutte quotidienne [en Angleterre et en Allemagne, mais on pouvait en dire autant de tous les pays !], le front unique des masses ouvrières en passant par-dessus les partis » (22). La Gauche italienne n'avait rien affirmé de différent, mais elle n'avait pas attendu pour cela le bilan désastreux de négociations épuisantes et négatives pour le prestige de l'Internationale. Le réformisme et le centrisme avaient cent fois démontré qu'ils sabotaient les luttes ouvrières (même

(21) Traduction française dans *Programme Communiste*, n° 51-52, pp. 94-120.

(22) Dans « La II^e Internationale provoque la dissolution de la Commission des Neuf », *La Correspondance Internationale*, 27 mai 1922, n° 7, supplément.

Quintin Hoare le reconnaît à propos de la grève d'août 1922 !) : c'est pour cela que nous avions voulu et provoqué la scission irrévocable du vieux parti socialiste. Il était donc insensé de les revaloriser, en quelque sorte, ne fût-ce qu'en laissant croire aux prolétaires qu'une action commune avec eux était possible, même dans l'intention, toujours ouvertement affirmée par Lénine, de les « démasquer » ! L'histoire des deux derniers congrès de l'Internationale avant sa stalinisation définitive est aussi l'histoire des effets destructeurs des formules tactiques mal définies et par là-même ambiguës. Était-ce donc un « schématisme » abstrait qui inspirait la Gauche « bordiguiste » lorsqu'elle revendiquait à l'avance une orientation qui aurait renforcé le rayonnement et l'influence du Parti dans les masses à travers la « courroie de transmission » des luttes revendicatives et des organisations économiques du prolétariat, tout en sauvegardant la continuité de son action politique générale et la rigoureuse indépendance de ses positions programmatiques et de principe ?

Ce n'est pas par hasard que l'Internationale délégua Amadeo Bordiga au Congrès de Marseille de décembre 1921 (23) pour y « éclaircir les idées » du Parti français, aussi réticent devant l'action sur le terrain syndical que porté aux alliances sur le terrain parlementaire et municipal. C'était précisément parce que la direction de gauche du Parti Communiste d'Italie avait su orienter et conduire avec vigueur l'ensemble articulé de cette action difficile et complexe au cours de l'année 1921. Et si les historiens comme Quintin Hoare prenaient la peine de se documenter sur les faits au lieu d'en parler par ouï-dire, ils sauraient que « les Italiens » n'ont jamais refusé en février 1922 « de participer au front unique syndical, l'Alleanza del Lavoro », qui était la première et timide application de ce qu'ils réclamaient depuis plus de huit mois. S'ils ne participèrent pas à la réunion entre partis convoquée en vue de préparer le Congrès constitutif de l'Alliance — car c'est uniquement de cela qu'il s'agit — ce fut dans le seul but d'éviter que leur présence ne fasse obstacle à la réalisation de ce qui était, au moins, un premier résultat positif. Mais une fois l'Alliance constituée, ils lui apportèrent leur « adhésion inconditionnelle », et surtout ils travaillèrent en son sein pour que l'accord ne reste pas lettre morte mais se traduise en un « engagement solennel et effectif de tous les syndicats locaux et de catégorie à se soutenir mutuellement dans une action commune de défense, sitôt que l'un d'entre eux serait frappé par les manifestations de l'offensive patronale », et pour que le principe de la « défense des revendications exprimant le droit à l'existence du prolétariat et de ses organisations », que les opportunistes proclamaient en paroles, se réalise dans les faits à travers la « fusion en une seule action de tous les conflits partiels provoqués par l'offensive bourgeoise » et « l'emploi de l'action syndicale directe,

(23) Voir le discours Bordiga sur le front unique dans *Rassegna Comunista*, 2^e année, n° 24, 30 juin 1922. Une version française a été publiée dans le *Bulletin Communiste* ; voir également le procès-verbal de la discussion en séance restreinte avec Bordiga et le polonais Walecki en tant que représentants de l'I.C., dans *The Comintern : Historical Highlights*, edited by M.M. Drachkovitch and B. Lazitch, New York, 1966, pp. 320-344.

allant jusqu'à la grève générale » (24). C'est à l'action des communistes qu'on doit la constitution, l'extension et le renforcement des comités locaux de l'Alliance du Travail ; s'appuyant sur les Bourses du Travail qui en Italie continuaient à être d'authentiques forteresses prolétariennes et le centre d'une intense vie syndicale, ces comités locaux étaient également les plus sensibles aux poussées élémentaires de la base ouvrière contre les hésitations et les tergiversations des « sommets », et c'est grâce à eux que, durant des mois d'ardente lutte prolétarienne sur tous les fronts, les réformistes échouèrent dans leur projet de se servir de la nouvelle organisation tendancielle unitaire comme d'un « tremplin pour porter au pouvoir les parlementaires social-démocrates ». Enfin ce sont les communistes qui après la grève d'août insufflèrent une nouvelle vie à l'Alliance du Travail désertée par les bonzes syndicaux, en en faisant un point d'appui pour la défense physique de la classe travailleuse contre l'attaque toujours plus violente des bandes fascistes au cours des mois qui précèdent octobre 1922 (25).

Il nous faut maintenant démolir une autre légende perpétuée par Q. Hoare : celle de « l'adhésion de Bordiga à la théorie de l'offensive ». Un minimum d'effort de recherche aurait suffi pour montrer que le Parti Communiste d'Italie avait déjà résolument condamné cette « théorie », issue du sein fécond de l'oscillant parti allemand, dans l'article Parti et action de classe, publié en mai 1921 (26) c'est-à-dire bien avant le III^e Congrès mondial. Il est vrai qu'au Congrès lui-même Terracini — ordinoviste hâtivement converti aux thèses de la Gauche et enclin, comme il arrive souvent aux convertis de fraîche date surtout quand ils ont une tendance à l'« improvisation », à se montrer plus royaliste que le roi — se risqua à défendre cette théorie dans un discours très faible qui mérita les sévères réprimandes de Lénine (27). Mais les thèses présentées par Bordiga au nom de la Gauche au Congrès de Lyon de janvier 1926 disent textuellement :

(24) Les communiqués et les directives internes du P.C. d'Italie pour l'adhésion immédiate à l'Alliance du travail et pour son renforcement au travers de ses comités locaux peuvent être consultés dans *Programme Communiste* n° 47, 1970 (3^e partie de la série d'articles *Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste*).

(25) Lorsqu'à l'Exécutif Elargi de juin 1922 de l'Internationale, Zinoviev demanda au Parti italien de « prendre l'initiative d'organiser le front unique prolétarien contre le fascisme » en proposant « hardiment et catégoriquement de constituer dans toute l'Italie des comités locaux d'ouvriers de tous les partis ou sans parti », Bordiga put donc répondre avec une tranquille assurance, au nom de la majorité du P.C. d'Italie, que « ces comités existent ; ce sont les Comités de l'Alliance du Travail », et Graziadei, au nom de la minorité, dut honnêtement confirmer *par écrit* que « les observations du camarade Bordiga sur les comités qui sont déjà formés en Italie et qui sont ceux de l'Alliance du Travail sont parfaitement exactes » (cf. « La réunion du C.E. élargi de juin 1922 » dans *Lo Stato operaio* du 6 mars 1924, complété dans le numéro du 13 mars par la « Résolution confidentielle » rédigée par Zinoviev).

(26) *Rassegna Comunista* 1^{re} année, n° 4, 31 mai 1921 ; traduction française dans notre brochure *Parti et classe*, 1975, pp. 51-66.

(27) Celui-ci reconnut d'ailleurs qu'il avait dû tordre le bâton trop à droite pour combattre les erreurs d'une fausse gauche.

« Nos délégations au III^e Congrès mondial et à l'Exécutif élargi de février 1922 [...] exprimèrent fort mal [la divergence théorique entre nous et l'Internationale], commettant, dans le premier cas surtout, des erreurs « gauchistes ». Les Thèses de Rome constituèrent l'heureuse liquidation théorique et politique de tout danger d'opportunisme de gauche dans le Parti italien » (28). D'autre part, le Projet de programme d'action et la documentation contenue dans la deuxième partie du « Rapport » du P.C. d'Italie au IV^e Congrès de l'I.C. montrent bien que face au fascisme, le Parti Communiste d'Italie ne cacha jamais au prolétariat (et ce dès son Appel contre la réaction de février 1921), qu'il se trouvait dans une position de défensive, et non d'offensive. C'était un fait, regrettable certes, mais un fait tout de même, qui ne devait d'ailleurs pas interdire de passer à la contre-offensive, même limitée au plan local, quand l'occasion s'en présenterait (n'oublions pas la phrase de Lénine et de Trotsky au III^e Congrès : seul un fou peut vouloir l'offensive à tout moment et à tout prix, mais seul un traître peut être contre l'offensive en général !). Il ne s'agissait pas non plus d'en prendre prétexte pour pleurnicher comme les socialistes sur les libertés violées, et signer des « pactes de pacification » avec les assassins au lieu de redonner du courage aux ouvriers en exaltant les nombreux épisodes d'attaque armée et de violence physique contre les personnes et les biens des fascistes et de leurs complices de l'appareil d'Etat. Et rien ne saurait mieux démentir les accusations de putschisme qu'on répète périodiquement contre la « Gauche italienne », que ce passage du rapport de Bordiga sur le fascisme présenté au V^e Congrès de juillet 1924 :

« Pour pouvoir faire une politique indépendante en Italie, il est absolument nécessaire qu'il n'y ait aucun défaitisme au sein du parti lui-même. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens qui ont confiance dans le parti et dans ses efforts que les tentatives d'action faites jusqu'ici par les communistes n'ont été que des succès et qu'elles ont fait faillite. Si nous montrons dans les faits que le parti communiste sait organiser la lutte et appliquer une tactique autonome ; si nous montrons dans les faits que le parti est le seul parti d'opposition encore vivant ; si nous savons donner le mot d'ordre apte à indiquer une voie praticable pour l'attaque, nous remplirons avec succès notre tâche, qui est de liquider les groupes d'opposition, et en premier lieu les socialistes et les maximalistes. A mon avis, c'est dans ce sens que nous devons exploiter la situation.

« Notre travail dans ce sens ne doit pourtant pas se limiter à la polémique. Nous devons faire un travail pratique pour la conquête des masses. Le but de ce travail est de regrouper unitairement les masses pour l'action

(28) Voir les Thèses présentées par la Gauche au Congrès de Lyon du P.C. d'Italie en 1926 (§ 4 de la 3^e partie, consacrée aux « Questions italiennes ») dans *Défense de la continuité du programme communiste*, op. cit., p. 137. Nous ajoutons pour les amateurs de faits divers que dans son article de 1925 sur *Le danger opportuniste et l'Internationale* (*L'Unità* du 30-9-1925), Bordiga avait vainement demandé à Terracini d'assumer enfin pleinement la responsabilité des initiatives personnelles qu'il avait prises au III^e Congrès de l'Internationale.

révolutionnaire, de réaliser le front unique du prolétariat des villes et des campagnes sous la direction du parti communiste. C'est seulement en réalisant ce regroupement unitaire que nous aurons réalisé la condition qui nous permettra d'engager la lutte directe contre le fascisme. C'est un grand travail qui peut et qui doit être accompli en maintenant l'indépendance du parti. [...]

« Il ne s'agit en aucune façon de présenter un programme terroriste. On a fabriqué des légendes sur nous. On a dit que nous voulions être un parti minoritaire, une petite élite et autres choses semblables. Nous n'avons jamais défendu une thèse pareille. S'il existe un mouvement qui, par sa critique et sa tactique, s'est inlassablement efforcé de détruire les illusions sur les minorités terroristes autrefois répandues par des ultra-anarchistes et des syndicalistes, c'est bien le nôtre. Nous nous sommes toujours opposés à cette tendance et c'est vraiment préférer des contre-vérités que de nous présenter comme des terroristes ou des partisans de l'action de minorités armées héroïques ! » (29).

Une telle position n'avait rien de commun avec la théorie et la pratique de « l'offensive à tout prix » ou de « l'action pour l'action » que nous reprochait gratuitement l'Exécutif de l'Internationale. Mais elle n'avait rien de commun non plus avec celle d'un Parti qui se serait contenté de « l'adoption de positions « correctes » et [de] l'attente de leurs vérifications, l'attente que le processus historique fournisse les circonstances favorables à l'écroulement de la classe dirigeante, à la reconnaissance des véritables révolutionnaires par les masses et à l'introduction du socialisme », comme croit pouvoir l'affirmer, bien plus gratuitement encore, Quintin Hoare. C'était au contraire la position d'un parti qui sait bien qu' « on ne crée pas les révolutions, on les dirige » (30), mais qui sait aussi qu'il n'est pas seulement un produit mais aussi un facteur de l'histoire ; d'un parti qui ne rêve pas de remplacer les conditions objectives par la volonté, même celle d'un organe collectif et impersonnel, mais qui sait que sa tâche consiste à préparer infatigablement les conditions subjectives nécessaires pour que ces conditions objectives puissent aboutir à une issue révolutionnaire, qu'elle soit proche ou lointaine.

Ce que les historiens, gauchistes y compris, appellent « l'obsession bordiguiste du parti » (mais n'était-elle pas avant tout léniniste, cette « obsession » ?) répondait sans aucun doute à la conception marxiste correcte du processus de « constitution du prolétariat en classe », mais elle reflétait également une exigence éminemment pratique ou, si on préfère, historique : « La crise mondiale de l'économie capitaliste a eu une influence néfaste sur l'élan du prolétariat, qui a vu ses organisations les plus solides brisées par une crise que celles-ci n'avaient pas prévue et ne s'étaient donc pas préparées à surmonter victorieusement. Le Parti estime qu'il faut aujour-

(29) *Communisme et fascisme*, op. cit., pp. 139 et 141.

(30) *Parti et action de classe*, dans notre brochure *Parti et classe*, op. cit., p. 65.

d'hui reconstituer cette force passée, car il est persuadé que dans une situation analogue à celle d'hier [c'est-à-dire à la situation de 1919, et non pas, évidemment, de 1922 ou... de 1924! - N.d.R.], un prolétariat solidement encadré et dirigé par un parti révolutionnaire pourrait passer à l'attaque avec succès. Constituer ce parti et étendre son influence sur les masses ; donner à ses membres la cohésion, la discipline et la préparation nécessaires ; entraîner derrière eux des couches toujours plus larges de la classe travailleuse : voilà les tâches essentielles des communistes italiens » (31). Est-ce là « considérer l'organisation du parti comme une fin en soi », comme l'affirme Gramsci dans une des plus incroyables déformations de la pensée d'autrui, reproduite dans l'article de Hoare ? Le Parti est l' « organe » de la préparation révolutionnaire, de la révolution et de la dictature : comment pourrait-il être « une fin en soi » ? S'il est bien vrai que « la politique révolutionnaire doit nécessairement être une intervention active dans le cours de l'histoire », ce n'est pas une découverte du gramscisme, mais bien quelque chose qui se trouve inscrit dans les textes programmatiques et dans toute l'activité pratique du P.C. d'Italie dirigé par la Gauche !

Qu'on ne nous oppose pas le vieux refrain : « Vous avez refusé de faire cause commune avec le mouvement des Arditi del Popolo en 1921-1922 ». Nous avons longuement exposé ailleurs les raisons non seulement théoriques, mais pratiques, de ce refus (32). La Gauche refusa de fondre son propre encadrement militaire dans celui d'un mouvement politiquement équivoque et dont la direction s'alignait pratiquement sur le front de la « légalité démocratique » : et elle le refusa pour les raisons mêmes qu'invoquait Zinoviev tout en recommandant la formation d'organes locaux d'auto-défense prolétarienne : « Il est entendu que le but essentiel du Parti reste d'armer ses propres membres et d'avoir partout ses propres groupes pour combattre le fascisme » (33). Le Parti communiste se battit par contre au côté des organisations locales des Arditi del popolo chaque fois que celles-ci participèrent réellement au combat : c'est ainsi qu'il put, précisément grâce à l'influence exercée par la rigueur et l'autonomie de sa propre ligne politique et organisationnelle, en assimiler les éléments les plus sûrs et les plus combattifs. Voilà un exemple d'assimilation non artificielle de corps tendanciellement « étrangers » ; une assimilation bien plus féconde que l'absorption tant vantée de la fraction du P.S.I. « favorable à la III^e Internationale » (les « *terzinternazionalisti* » ou « *terzini* ») en 1924. Ce sont des préoccupations d'efficacité pratique et de cohésion politique qui dictèrent à notre courant aussi bien son refus d'accords permanents et au sommet avec les Arditi del Popolo, que sa résistance aux « fusions » avec le Parti socialiste ou avec des fractions prétendument « de gauche » de celui. Nous savions en effet que les unions issues de négociations « diplomatiques » sur des bases paritaires ont sur le parti un effet désorganisateur et paralysant, tandis que les assimilations, plus lentes peut-être, mais cent fois plus stables, qui naissent

(31) Thèses de Rome sur la tactique, point 55.

(32) Voir Programme Communiste n° 46, pp. 47-57, et n° 65, pp. 34-46.

(33) Résolution confidentielle, op. cit.

d'un processus organique de mûrissement politique et de conquête d'une influence pratique dans le feu des luttes de classes, se révèlent fécondes en résultats pratiques hautement positifs (34).

De même, il est parfaitement exact que le Parti italien dirigé par la Gauche formula à plusieurs reprises les plus sérieuses réserves à propos du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » et, pis, « ouvrier et paysan », lancé par Zinoviev en 1922. Mais ce n'est pas du tout parce qu'il ne reconnaissait pas la nécessité, dans certaines conditions bien précises, de recourir à des mots d'ordre qui tout en ayant « exactement le même sens que celui de dictature du prolétariat, [puissent] être utilisés pour influencer les masses les moins évoluées », comme on peut le lire dans le Projet de programme d'action, point 15 : il avait au contraire affirmé explicitement cette nécessité dans ses Thèses de Rome et à nouveau dans son Projet de thèses sur la tactique de l'Internationale présenté au IV^e Congrès (35). S'il formula ces réserves c'est que, tout en parlant en privé du « gouvernement ouvrier » comme d'un « synonyme de la dictature du prolétariat, à réaliser au moyen de la mobilisation révolutionnaire des masses », on en donnait en public une formulation que Hoare lui-même reconnaît « plus qu'ambiguë », au point que « lors des années qui suivirent, elle devait connaître des interprétations divergentes » ; et c'est parce qu'au IV^e Congrès on laissa supposer (ou du moins on ne l'exclut pas, et personne ne se dressa pour combattre les interprétations archigradualistes d'un Graziadei) que le « gouvernement ouvrier » pouvait être réalisé par la voie parlementaire, donc sans conquête préalable du pouvoir ni destruction de l'Etat bourgeois, ou pis encore (comme Radek l'affirma dans une exégèse qui devait plus tard être condamnée), qu'il pouvait constituer une étape intermédiaire et obligatoire entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat. C'était le début d'une dégringolade vers le révisionisme. Le début seulement car, contrairement aux prétendues gauches « occidentales » et en particulier à la gauche allemande, notre courant n'a jamais considéré la « dégénérescence de l'Internationale », ou sa stalinisation, comme achevée avant 1927-28. Mais y a-t-il la moindre cohérence logique chez des gens qui reconnaissent l'ambiguïté et la « polyvalence » (ce qui signifie, sur le plan pratique, la confusion et la désorganisation) du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » — non en soi, mais en raison du caractère imprécis de

(34) Les faits prouvent d'ailleurs (Hoare lui-même l'admet) que la recherche épuisante par le Komintern d'une fusion du P.C. d'Italie avec le Parti socialiste, qui se prolongea pendant plus de trois ans avec d'épuisantes manœuvres de couloir et de discutables négociations en coulisse, accoucha finalement... d'une souris. Cf. *Programme communiste* n° 50, pp. 9-10 et *Défense de la continuité*, op. cit., p. 68, note 13.

(35) Cf. *Défense de la continuité...*, op. cit., pp. 57 et 79. Il est utile de noter que dans le *Projet de programme d'action*, le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » est relié à celui de « lutte armée directe contre le fascisme », ce qui garantit son utilisation dans un sens non légalitaire et non parlementaire. En ce sens le *Projet* traduit aussi l'effort accompli pour donner une application rigoureuse à des mots d'ordres dont la formulation par l'Internationale était pour le moins *imprécise*.

sa formulation —, et taxent ensuite de « schématisme » ceux qui, seuls contre tous, en ont dénoncé immédiatement, le danger ? Au V^e Congrès (1924), l'Internationale dressera un bilan catastrophique de ce mot d'ordre, tel qu'il avait été appliqué en particulier en Allemagne : la Gauche italienne demandera, à juste titre, à la direction du Komintern, de liquider son erreur de principe, pour retrouver la voie droite et claire de ses trois premiers Congrès ; mais il était trop tard. Aujourd'hui, il n'est pas de gauchiste qui ne se repaisse matin et soir de « gouvernement ouvrier » en tant qu' « étape transitoire » vers la révolution, il n'est pas de stalinien qui ne l'identifie avec les gouvernements... d'union populaire ou même d'union nationale du second après-guerre. La Gauche ne repoussait pas la formule dans l'absolu (elle en aurait à dire vrai préféré une autre, comme celle de « Tout le pouvoir aux Soviets », ou une expression analogue, pourvu qu'elle exprimât l'idée d'une attaque contre l'Etat, et non contre tel ou tel « ministère » de droite ou de gauche comme c'était implicite dans le slogan de « gouvernement ouvrier »), mais elle demandait qu'on en précisât clairement les limites (36). Qui donc avait raison : la Gauche, ou ceux qui à Moscou la critiquèrent ?



Si nous avons insisté sur ces points, ce n'est pas seulement parce qu'ils reviennent, avec des variantes diverses mais toujours caractérisées par une étonnante légèreté, ou au mieux une information déficiente, dans tous les exploits de l'historiographie gauchiste (et officielle). C'est aussi et surtout pour montrer que ces questions qui en apparence semblent « mineures », ou du moins ne semblent pas devoir justifier des réserves insistantes et des discussions passionnées, concernaient et concernent en réalité les problèmes les plus délicats de l'action révolutionnaire. Les mots eux aussi ont leur importance : on ne peut pas les utiliser arbitrairement comme s'ils ne laissaient aucune trace dans la façon d'agir (et de porter un jugement critique sur sa propre action) de l'organe-parti. Le texte que nous publions est un exemple de l'effort constant — dans lequel Lénine avait été un maître, et où le mouvement international se révélait un élève inexpérimenté (37) — pour ne rien laisser dans l'ombre dans le jeu difficile de la dialectique marxiste appliquée au domaine immense de la réalité historique concrète ; pour prévoir les vicissitudes d'un cours qui n'est jamais rectiligne mais qui, dans ses méandres, ne perd jamais de vue l'objectif final unique vers lequel il est dirigé ; pour aller de l'avant avec

(36) Elle demanda également qu'on ne lançât pas ce mot d'ordre à froid, dans le vide, de derrière un bureau, mais qu'on le fit coïncider avec « un tournant concret de la situation », comme celui qui devait ensuite se produire pendant, et surtout après la grève d'août (cf. la *Déclaration de la majorité du P.C. d'Italie* dans « La réunion du C.E. Elargi de juin 1922 », *op. cit.*).

(37) Les raisons de cette immaturité ne se trouvaient pas à Moscou mais, comme nous l'avons souvent répété, en Occident, dans le retard des facteurs subjectifs sur les facteurs objectifs dans l'aire de l'Europe centrale et occidentale.

audace, mais sans jamais dépasser les limites tracées par les principes invariants du marxisme, « science de la révolution » ; pour agir aux côtés d'autres courants, surtout s'ils sont « proches », sans jamais se confondre avec eux : bref, pour allier la souplesse dans l'analyse des rapports de force et du mouvement réel à la rigueur dans l'orientation programmatique, organisationnelle et tactique du parti en tant qu'entité collective. Ce sont les déviations sur ce terrain hérissé de pièges qui ont peu à peu affaibli la résistance que l'Internationale aurait dû, et qu'elle aurait pu opposer à la renaissance de l'opportunisme ; ce sont elles qui ont, sinon causé, du moins facilité le triomphe du stalinisme. Si on ne comprend pas cela, on ne comprendra jamais la dure réalité de la profondeur et de la durée de la contre-révolution stalinienne.

Le problème, pour la Gauche, n'était pas « italien », mais international. « La vraie pomme de discorde » entre elle et le Komintern ne fut pas, quoi qu'en dise Hoare, « le problème de la fusion avec le P.S.I. ». Ceci n'était à ses yeux qu'un aspect, brûlant sans doute parce qu'il nous touchait directement, mais néanmoins secondaire, de la question générale et vitale de la tactique internationale du mouvement communiste. Si on ne résolvait pas la seconde, il était vain d'espérer résoudre le premier. Vain et surtout secondaire. Pour une fois, nous donnons raison à Gramsci, lorsqu'il écrivit dans sa lettre du 9 février 1924 à Togliatti, Terracini, etc., citée par Hoare : « Amadéo envisage les choses du point de vue d'une minorité internationale, alors que nous devons les envisager du point de vue d'une majorité nationale » (38). L'historien anglais s'étonne de l'« absence » dans les œuvres de Gramsci publiées à ce jour « de toute réflexion sur la Russie, ou même de toute description de ce pays tel qu'il le connut au cours des dix-huit mois qu'il y passa, alors qu'il s'agissait d'une période cruciale de l'histoire de la révolution », et il semble espérer que la publication de fantomatiques inédits jettera enfin un peu de lumière sur un si grave mystère. Il peut attendre longtemps : cette « absence » n'est que le fidèle reflet d'une cécité congénitale, dans la formation idéologique de ce non-marxiste qui s'approcha tardivement du marxisme, à l'égard de problèmes du mouvement communiste qui sont des problèmes internationaux parce qu'ils sont des problèmes de principe. Lorsqu'en mai 1924 Gramsci rentre en Italie et participe à la Conférence nationale du Parti, il n'a pas un mot sur les problèmes qui déchiraient déjà le Parti russe et tenaient toute l'Internationale en haleine. Non seulement la Gauche, qui en fait une condition sine qua non, mais ses camarades du Centre, et même la droite de Tasca-Graziadei, sentent de manière aiguë l'importance de ces problèmes qu'on ne peut éluder. Pour Gramsci (ceux qui nous soupçonneraient de parti-pris n'ont qu'à lire le texte de son discours dans *Lo Stato operaio* du 15 mai 1924) le seul enjeu c'est la fidélité à tout prix et en toute circonstance à Moscou. Non seulement il ne saisit pas bien les termes du conflit qui opposera la Vieille Garde bolchévique à Staline et, dans un

(38) Texte original dans P. Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del P.C. italiano*, Rome, 1962, p. 197.

premier temps, à Boukharine, mais il n'éprouve même pas le besoin de se les expliquer. Pour lui, l'Internationale est le point d'appui nécessaire pour une politique nationale du Parti, une politique nationale au sens propre du terme, c'est-à-dire visant à résoudre les « problèmes historiques » d'une Italie capitaliste entravée selon lui par de pesantes inerties « précapitalistes » : gare donc à qui en attaquerait les bases solides ! Etre une « majorité nationale », c'est-à-dire agissant en fonction non des exigences du mouvement communiste mondial mais des exigences du pays, de la nation et de sa « seconde résurrection nationale », avec ses « blocs historiques », ses assemblées constituantes et en 1924 sa « république fédérale [!!!] des Soviets » version tricolore, voilà son rêve. Dans une telle conception, l'Internationale n'est que le véhicule — l'instrument, pourrions-nous dire, si le terme n'avait une saveur indûment... machiavélique — de l'introduction dans le mouvement communiste « italien » d'un corps étranger, tellement étranger que les hommes de l'ancien Ordine Nuovo, celui des années 1919-20 à Turin, mirent longtemps à le digérer. Effectivement, comme l'écrit Hoare, le véritable « homme de Moscou » en 1924, c'était plutôt Tasca : c'était, du moins, un socialiste, un homme qui avait eu une éducation de parti. L'arrivée de Gramsci à la direction du Parti Communiste avec la connivence de l'Exécutif de l'Internationale signifia, malgré les apparences, le prélude de la descente aux enfers le long d'une pente qui, comme dira Graziadei en 1945, devait mener « encore plus à droite que Graziadei », c'est-à-dire hors de tout souvenir, même lointain, du marxisme. Pour la Gauche le Parti travaillait, en Italie, au service de buts extranationaux ; pour Gramsci les buts extranationaux devaient servir à la solution de « problèmes nationaux ». Que les protagonistes du conflit de 1924-26 en fussent conscients ou non, c'était là la pierre de touche.

D'ailleurs, dans la lettre de 1926 au Comité Central du Parti russe, lettre que l'on porte aux nues, Gramsci fait-il plus que de « demander la clémence » pour l' « opposition de gauche » traquée, vitupérée et enfin persécutée par Staline, tout en prenant parti pour le stalinisme en tant que théorie du « socialisme dans un seul pays », valable pour l'Italie tout comme pour la lointaine Russie et grosse de toute une portée d'enfants et de petits-enfants virtuels ? Et cet appel tardif à la modération au nom de l'unité et de la solidité du Komintern (garanties de la future « révolution italienne »), suffirait à absoudre un homme qui n'avait pas hésité par ailleurs à utiliser contre la Gauche, en 1924-25 et surtout pendant la phase de préparation du Congrès de Lyon, les mêmes méthodes — diffamation, calomnie, accusations de « pessimisme » et de capitulation devant l'ennemi, et même fraude « électorale » — que celles avec lesquelles Staline s'illustrait contre Trotsky, Zinoviev, Kamenev et autres ? Les « causes nationales » justifient toutes les infamies : et la cause de Gramsci était bien une « cause nationale » ! (39).

(39) Sur les racines profondes de l'idéologie extra-marxiste, en substance, de Gramsci, voir le chapitre VI de notre *Storia della Sinistra Comunista, 1919-1920*, Milan, 1972, qui sera prochainement publié en français dans les colonnes de cette revue.

En « découvrant » le gramscisme, l'historiographie gauchiste n'a montré qu'une chose : sa propre vocation démocratique sur le plan politique, éclectique sur le plan idéologique et, en définitive, nationale sur le plan de la culture. Chacun son camp : nous restons, quant à nous, avec le marxisme. Sous cet aspect également, la publication de ce Projet de programme d'action vieux de cinquante-trois ans a la valeur et la saveur de l' « actualité » : ce qui est invariant a le don, précisément, d'être toujours vivant. Nous le présentons aux jeunes militants du communisme non avili, non pour qu'ils l'apprennent par cœur, mais pour qu'ils y apprennent l' « art difficile de la tactique ancrée aux principes ».

Projet de programme d'action du Parti Communiste d'Italie présenté au IV^e Congrès de l'I.C. 1922

La tactique générale

1) Conformément aux principes et au programme de l'Internationale Communiste, le Parti Communiste se fixe comme but le renversement du pouvoir d'Etat bourgeois par le prolétariat révolutionnaire. La réalisation de cet objectif exige que soient vaincus, en Italie, trois ennemis principaux : *l'appareil d'Etat* avec toutes ses ressources politiques et militaires ; le *fascisme* avec sa puissante organisation contre-révolutionnaire ; la *social-démocratie* qui, par sa propagande pacifiste, détourne une très grande partie du prolétariat de la lutte révolutionnaire.

2) Selon les principes et le programme marxistes, l'organe indispensable à la révolution prolétarienne et à sa victoire est le parti politique de classe, qui la prépare et la dirige dans tout son développement. En Italie, ce parti est le Parti Communiste. Etant données les forces actuelles du P.C. et son influence sur la classe ouvrière italienne, on ne peut espérer qu'une action menée directement par le Parti contre l'Etat et le fascisme aboutisse

à la victoire du prolétariat. Pour que celle-ci devienne possible, il faut que le Parti Communiste étende son influence, conquière de grandes masses et les rassemble autour de son drapeau. De là découle toute une série de tâches qu'il faut prendre en considération dans l'action et la tactique du Parti.

Développement du Parti Communiste

3) On doit envisager le développement du Parti Communiste en tenant compte de l'influence et de la situation des autres partis italiens qui se réclament de la classe travailleuse. Leurs méthodes étant insuffisantes du point de vue révolutionnaire, les effectifs encadrés par ces partis devront passer graduellement au Parti Communiste. En fait ces partis traversent presque tous, aujourd'hui, une grave crise de principes et de méthodes d'action. En particulier il faut examiner avec attention comment utiliser le développement de la crise du Parti Socialiste, qui a jusqu'à aujourd'hui encadré la majorité du prolétariat organisé. Le Parti Communiste doit avoir pour objectif de démontrer aux masses l'incapacité révolutionnaire d'un tel parti, ainsi que son incapacité à défendre même leurs intérêts concrets. Ceci exige que l'on ne cesse de s'opposer à tous les courants du P.S.I., que l'on dénonce l'impossibilité d'accomplir un travail communiste et révolutionnaire en son sein, que l'on repousse tout projet de « noyautage » officiel du P.S.I. par le Parti Communiste. Face à la scission du P.S.I. et à la formation d'un parti indépendant (1), le Parti Communiste doit faire en sorte d'empêcher que ce parti soit accueilli par le prolétariat italien comme un organisme à capacités révolutionnaires. Ses traditions de principes et de méthodes, les capacités et les responsabilités passées de son état-major, sa composition même qui fait que la majorité prolétarienne y est étouffée par un appareil petit-bourgeois démagogique et fausement révolutionnaire, tout cela exige que l'on vise à la faillite politique et organisationnelle de ce mouvement. Il faut donc repousser les projets de fusion organisationnelle du Parti Communiste d'Italie avec le P.S.I. ou une partie du P.S.I., non seulement pour des raisons d'ordre général tenant à la nature et au processus de formation du Parti Communiste, mais aussi à cause des conséquences défavorables que risquerait d'avoir pour l'ensemble du P.C.I. une telle fusion, qui compromettrait gravement le degré de préparation et d'entraînement du parti à la lutte, et diminuerait en outre son prestige au point de provoquer peut-être une baisse de ses effectifs. Le devoir du P.C.I. est donc de provoquer par l'ensemble de son action, depuis la propagande théorique jusqu'à l'intervention dans les luttes ouvrières quotidiennes, le passage des militants du parti socialiste à l'organisation du Parti Communiste qui peut seul encadrer utilement et mettre

(1) Allusion à la scission entre les maximalistes et la droite au Congrès du Parti Socialiste tenu à Rome du 1^{er} au 4 octobre 1922 (NdT).

en valeur leurs énergies. Quelque opinion qu'on puisse avoir de la fraction « *terzinternazionalista* » du P.S.I., son rôle doit être aujourd'hui considéré comme achevé, et ses membres devraient être invités à adhérer au Parti Communiste suivant la procédure statutaire normale. La persistance d'une fraction qualifiée de communiste dans un parti « indépendant » ne pourrait que provoquer des difficultés encore plus grandes dans le travail de clarification et d'encadrement révolutionnaire de la lutte du prolétariat italien. En ce qui concerne les autres partis qui s'appuient sur la classe ouvrière, tels les anarchistes, les syndicalistes, les réformistes et les républicains, il faut également s'attaquer à la conquête de leurs adhérents, en critiquant d'autant plus violemment ces partis qu'ils sont plus proches, comme les derniers cités, de la classe dominante bourgeoise.

La conquête des masses

4) L'accroissement des forces organisées du Parti Communiste et de son influence sur les masses ne peut être obtenu grâce au simple prosélytisme, à la propagande théorique et idéologique des principes du Parti, et la tâche de ce dernier ne peut se limiter à préparer les éléments qu'il a encadrés pour le moment de la lutte révolutionnaire suprême. Ceci est d'autant plus vrai que les conditions créées en Italie par la réaction fasciste sont telles qu'elles paralysent en partie, et en tout cas rendent extrêmement plus difficile tant le travail d'organisation interne que la propagande sous toutes ses formes, et que l'une et l'autre doivent dans la majeure partie du pays prendre un caractère illégal, voire ouvertement celui de la lutte armée. La conquête des masses dans le but de les préparer à la lutte pour le pouvoir prolétarien doit être menée comme une action complexe et intense dans tous les domaines de la lutte et de la vie prolétariennes, et avec la participation du Parti au premier rang de toutes les luttes suscitées par les conditions de vie du prolétariat, même les luttes partielles et contingentes. Mais en participant à ces luttes, le Parti doit à chaque instant mettre en relief le lien étroit qui existe entre les mots d'ordre qu'il lance ainsi que les positions qu'il prend, et la poursuite des buts suprêmes inscrits dans son programme. Pour conquérir les masses à la cause communiste, il est nécessaire d'accompagner tout ce travail accompli sur le vaste terrain des problèmes concrets d'une critique incessante et d'une polémique dirigée contre les autres partis guidant une fraction des masses, même lorsqu'il semble que ces partis peuvent avoir les mêmes objectifs que le Parti Communiste. Les éléments gagnés par l'attitude et le travail réel du Parti doivent ensuite être solidement encadrés sur tous les plans dans les différents réseaux organisatifs dont le Parti dispose, réseaux qu'il cherche constamment à étendre et dont l'existence indépendante et la continuité doivent être assurées en toute circonstance.

La lutte directe contre la réaction

5) Parmi les formes d'action visant à la conquête des masses, il faut inclure celle que le Parti mènera dans la lutte directe contre la réaction, même quand il ne pourra compter que sur ses propres forces. Sans prétendre abattre ainsi le pouvoir bourgeois ni vaincre le fascisme dans une bataille rangée, et sans se laisser entraîner dans des actions qui compromettraient sa propre organisation et sa préparation, le Parti Communiste doit assurer la préparation et l'armement nécessaires pour soutenir avec les moyens techniques adéquats la guérilla contre un adversaire supérieur en forces et qui se trouve en position d'avantage. Il ne s'agit pas d'entraîner et de mettre à l'épreuve notre propre encadrement militaire, ni de pouvoir nous vanter d'avoir donné l'exemple du courage et de l'héroïsme comme fins en soi, mais de répondre à la tactique du fascisme. Celui-ci tend à démoraliser et à battre le prolétariat par la méthode terroriste, c'est-à-dire en donnant l'impression qu'il est invincible et qu'il est impossible de lui résister. Pour combattre ce processus de démoralisation de la masse, il est nécessaire de faire sentir au prolétariat qu'opposer force à force, organisation à organisation, armement à armement, n'est pas un mot d'ordre vague qui ne prendra effet que dans un avenir lointain, mais une activité pratique et réalisable, dont l'application permettra seule de préparer une reprise de l'action armée du prolétariat. Dans ce domaine d'activité, le Parti ne se pose pas de limites de principe, sinon en ce sens que toute action qui ne serait pas décidée par les organes compétents du Parti, et donc toute initiative individuelle, est à rejeter. Ceci ne veut pas dire qu'on renonce à l'initiative individuelle en tant qu'action destinée à frapper des individus donnés du camp adverse, ou bien en tant qu'action menée sur ordre du Parti par des camarades communistes isolés. Au contraire, l'action ne pourra mettre en jeu des groupes ou des formations militaires que dans les moments où les grandes masses se mettent en mouvement et entrent dans la lutte ; dans le cours ordinaire de la guérilla de classe, on doit organiser des actions d'individus, ou de petits groupes sélectionnés, soigneusement préparées de façon à éviter des conséquences défavorables. Une action de ce type visera non seulement les forces armées fascistes, mais d'une façon générale les biens, les institutions, les personnes de la classe bourgeoise et de tous les partis bourgeois. En règle générale il faut éviter de causer un trop grand dommage, direct ou indirect, aux intérêts des travailleurs ou des couches sociales neutres. Ces luttes doivent avoir pour objectif de répondre par des mesures de représailles à chaque coup de l'adversaire contre des institutions prolétariennes. Sur ce terrain, le Parti Communiste doit agir vis-à-vis de la bourgeoisie comme les formations fascistes le font vis-à-vis de la masse du prolétariat. Un corollaire de cette tactique est que dans la campagne antifasciste il faut se garder de faire le jeu du fascisme en insistant sur les atrocités et le caractère implacable de son action. Tout en lui attribuant toutes les responsabilités, il faut éviter de prendre une attitude larmoyante et donner au contraire le plus

de relief possible aux actes de violence par lesquels nos forces, ou le prolétariat spontanément, répondent aux coups de l'ennemi.

Les communistes dans les syndicats

6) La participation du Parti Communiste aux luttes concrètes du prolétariat avec ses forces, ses solutions, son expérience, se fait en premier lieu par la participation des membres du Parti à l'activité des organismes associatifs des classes travailleuses qui naissent pour des raisons et des buts économiques, comme les syndicats, les coopératives, les mutuelles, etc. En règle générale, et de façon systématique, les communistes travaillent dans ceux de ces organismes qui sont ouverts à tous les travailleurs et qui n'exigent pas de leurs adhérents une profession de foi religieuse ou politique particulière. Dans la situation actuelle en Italie, sont considérés comme tels les organismes suivants : la Confédération Générale du Travail (C.G.L.), le Syndicat des cheminots italiens, l'Union syndicale italienne, l'Union italienne du travail, la Fédération italienne des travailleurs des ports, la Ligue nationale des coopératives, la Fédération nationale des mutuelles, la Ligue prolétarienne des mutilés et invalides de guerre, et d'autres associations mineures. En règle générale, les communistes ont dans tous ces organismes leurs groupes, bien reliés entre eux et avec le Parti ; ces groupes y soutiennent un programme conforme aux directives communistes, dont ils tirent du Parti les lignes fondamentales, et dont ils élaborent dans leur travail la partie spécifique et technique. Le Parti Communiste tend à l'unification des grands organismes syndicaux de classe italiens, et travaille dans ce sens depuis sa constitution. Face à certains organismes syndicaux à caractère minoritaire, il s'agit pour le Parti Communiste de provoquer leur fusion avec d'autres organismes professionnels encadrant des masses plus larges, à condition que puisse être garantie une possibilité d'action et de propagande, et que soit évité un assujettissement complet à l'Etat et aux partis patronaux. On peut donner comme exemples l'Union italienne des enseignants, dans laquelle pourrait utilement entrer le Syndicat des instituteurs ; l'Association nationale des anciens combattants, avec laquelle pourrait fusionner la Ligue prolétarienne, élargissant ainsi les possibilités d'un travail de pénétration profitable. En revanche, le Parti Communiste s'oppose à une fusion organisationnelle étroite entre les syndicats et les coopératives ou les mutuelles, parce qu'elle entraverait la capacité des syndicats à passer plus rapidement à l'action révolutionnaire et retarderait leur émancipation par rapport aux influences social-démocrates.

Pour la résistance des syndicats

7) Le travail dans les syndicats tendant à les gagner au Parti et à gagner au Parti de nouveaux adhérents au détriment des autres partis qui agissent dans le syndicat, ainsi que parmi les sans-parti, est l'activité la plus utile pour

un accroissement rapide de l'influence du Parti Communiste. Toutefois, la situation économique et politique a provoqué et tendra à provoquer en Italie un affaiblissement ou un amenuisement des syndicats qui met gravement en danger les chances d'une bonne préparation révolutionnaire. Le Parti Communiste doit donc lutter pour la résistance des syndicats et pour leur renforcement. Pour atteindre ce résultat, il faut en premier lieu travailler de façon vigilante et assidue comme militants syndicaux et membres du Parti, en protégeant les syndicats des coups de la réaction grâce à l'organisation du Parti. Mais il faut faire plus aujourd'hui, à l'heure où aux dangers objectifs s'en ajoute un autre, résidant dans le projet des éléments les plus opportunistes du mouvement syndical d'amener celui-ci sur le terrain des institutions bourgeoises, en lui donnant une orientation nationale, c'est-à-dire de collaboration de classe dans la reconstruction de l'économie capitaliste. La tâche du Parti Communiste est de montrer que ce programme revient à un programme de soumission des travailleurs à une surexploitation, et qu'il abolit non seulement la lutte de classe politique, mais même toute manifestation économique de résistance à l'arbitraire patronal. Aujourd'hui, le Parti Communiste doit mener une intense propagande dans ce sens, avec pour mot d'ordre : des syndicats rouges, pas de syndicats tricolores. Dans ce but, le Parti Communiste doit chercher à conclure une entente avec les courants de gauche du mouvement syndical qui veulent maintenir celui-ci sur des positions de lutte de classe révolutionnaire, et intégrer à cette action la lutte pour l'unification organisationnelle des syndicats, qui leur assurerait une force d'attraction maximale sur les masses. Cette unification doit être poursuivie le plus largement possible, sans exclure même les éléments de droite qui sont encadrés par les réformistes et les syndicalistes autrefois partisans de l'intervention dans la guerre et qui tendent aujourd'hui à modifier l'orientation des syndicats ; mais elle doit avoir pour limite le maintien des organes syndicaux à l'abri de toute influence directe de l'Etat et des partis et syndicats patronaux, et doit exclure la participation ouverte à la vie des syndicats ouvriers des partis et courants qui y voient l'équivalent des corporations professionnelles des couches possédantes auxquelles ils œuvrent, comme le font aujourd'hui, à côté des autres partis bourgeois, les fascistes et dans une certaine mesure le Parti populaire. Dans le cas contraire on laisserait passer tous les effectifs prolétariens dans des organismes où toute propagande et toute pénétration communiste et révolutionnaire seraient rendues impossibles.

8) Dans certaines situations locales, le jeu combiné du chômage et de la violence brutale a obligé toute la masse à passer dans les syndicats autonomes (fascistes), comme on l'a vu d'ailleurs presque exclusivement au sein de certaines masses rurales. Dans ce cas, tout autorise à admettre que les membres et les sympathisants du Parti passent eux aussi avec la masse dans les syndicats autonomes, à partir du moment où toute autre action est impossible. L'expérience enseigne que dans ces cas-là non seulement le réseau syndical, mais même l'organisation du Parti, surtout dans

les petits centres, doivent devenir illégaux. Bien qu'on ait pu dans certains cas conquérir ainsi des postes de direction dans les syndicats fascistes, l'objectif de cette pénétration reste le sabotage de l'organisation fasciste et le retour de la masse dans l'organisation rouge. D'une façon générale, le Parti Communiste se fixera pour but de démontrer que les syndicats fascistes ne garantissent pas les intérêts immédiats des travailleurs et des paysans et agissent comme instrument du patronat et des propriétaires fonciers en dépit de certaines apparences au début contraires.

9) Un autre moyen de défendre les syndicats concerne les nombreux organismes qui n'ont pas un caractère proprement syndical, mais auxquels participe de droit toute la masse même non syndiquée. Dans ces différentes caisses de retraite, de chômage, maladie, etc., certaines coopératives, et même les Conseils et les Commissions internes d'usine, des partis bourgeois entreprennent, aujourd'hui que le pourcentage des organisés a partout baissé, de faire élire leurs représentants aux postes clés. Dans ce cas, plutôt que de lutter avec ses propres listes contre les autres partis qui agissent dans le cadre de l'organisation syndicale de classe, le Parti peut accepter de soutenir avec ces partis des listes d' « organisation » présentées au nom du syndicat de classe et soutenues par toutes les forces de celui-ci, afin de lui conserver le contrôle des organismes en question. Néanmoins au sein des organismes syndicaux le Parti lutte en général pour les gagner à son propre encadrement syndical, en présentant et en soutenant ses propres listes de candidatures aux charges électives.

Le problème du chômage

10) Non content de s'opposer à la dissolution des syndicats de classe et de travailler à la réorganisation syndicale des travailleurs en général, le Parti Communiste doit se fixer pour objectif de se rapprocher, par l'action pour les revendications immédiates, des couches du prolétariat constituées par les non-organisés, et même par ceux qu'on ne peut organiser syndicalement. L'ampleur du chômage en Italie impose au Parti de mettre ce problème au premier plan. A l'heure actuelle, les syndicats sont à un tournant où ils doivent réassurer leurs bases avant de pouvoir organiser de nouvelles et importantes actions de masses : celles-ci pourraient naître l'hiver prochain des manifestations de chômeurs, de mal-logés, des prolétaires en général, écrasés par le coût de la vie, l'absence de chauffage, d'éclairage, les impôts communaux qui prennent parfois le caractère d'impôt non seulement sur le salaire mais même sur le non-salaire (taxe familiale qui frappe même les chômeurs). Une organisation qui mérite toute l'attention du Parti est celle qui vient de se constituer parmi les locataires, dans les grands centres principalement. En général il n'est pas possible de former sur ce terrain de véritables syndicats, et il faut parfois se limiter à n'y admettre que des éléments n'appartenant pas aux couches aisées ou aux employeurs. On peut plus souvent constituer des comités d'agitation, qui dirigent le mouvement et attirent à lui la grande masse. Il a toujours

été difficile d'attirer et de faire bouger les chômeurs : un des moyens est de défendre le droit du chômeur qui ne paie pas de cotisation à rester inscrit au syndicat, ainsi qu'à la coopérative et à la mutuelle.

11) Le Parti doit également faire un travail pour se rapprocher de la fraction de la masse ouvrière qui se trouve sous les drapeaux. Une propagande judicieusement préparée, appuyée sur des liaisons établies et l'organisation des jeunesses communistes, permet de travailler parmi les soldats en leur apportant la parole communiste, en s'intéressant également aux problèmes inhérents à leur situation matérielle et morale, en tâchant de rendre plus difficile l'utilisation de l'armée par la réaction bourgeoise.

Revendications partielles et action générale

12) Des revendications partielles et contingentes surgissant dans les différents domaines de la vie prolétarienne, on passe aux revendications d'ordre général, qui, sans être le but final qui est la conquête du pouvoir et l'expropriation des capitalistes, représentent des concessions à arracher à la classe des patrons et à l'Etat bourgeois. La situation actuelle éclaire parfaitement l'action du Parti Communiste sur ce plan. Objectivement, à l'heure où la crise irrésistible du capitalisme déclenche partout l'offensive patronale, il n'est pas possible que les masses réalisent une série de conquêtes progressives et obtiennent une amélioration sensible de leur niveau de vie, ni même qu'elles réussissent à conserver leur situation matérielle actuelle, aussi longtemps que les institutions capitalistes restent en place. Etant donné que les autres partis, tant bourgeois que sociaux-démocrates, affirment le contraire, le Parti Communiste, tout en affirmant clairement dans sa propagande cette vérité critique, aura la possibilité de s'adresser à l'ensemble de la masse ouvrière pour l'inviter à lutter pour les revendications matérielles qui, parce que leur satisfaction suppose la victoire révolutionnaire, conduiront les masses sur la voie d'une expérience concrète des méthodes qui peuvent conduire à la révolution. Ces revendications, que le Parti Communiste avancera comme objectifs d'une action du prolétariat tout entier, peuvent être de nature économique strictement syndicale, c'est-à-dire s'opposer directement au patronat, comme la défense des contrats de travail (salaires, horaires, contrats agricoles) ; elles peuvent être économiques, mais impliquer une charge pour l'Etat, comme l'augmentation de l'aide aux chômeurs ; elles peuvent enfin concerner la politique de l'Etat, comme le droit d'organisation, le droit de grève, etc. Toutes ces revendications sont admissibles et peuvent être encadrées dans la lutte du Parti Communiste, à la condition qu'elles soient présentées comme un objectif à atteindre par la lutte et l'action directe des masses, qui doivent forcer aussi bien les partis bourgeois que leurs propres chefs sociaux-démocrates à tenir leurs promesses.

13) Le Parti Communiste d'Italie ne laissera pas croire que ces revendications peuvent être satisfaites grâce à une action légale basée sur des accords avec d'autres partis politiques pour des combinaisons parle-

mentaires et gouvernementales. Toute raison d'ordre général mise à part, il est incontestable que même les revendications les plus modestes, c'est-à-dire ayant un caractère de défense, ne pourraient être soutenues de cette façon. On peut citer comme exemple le Parti populaire italien qui, alors qu'il est la pierre angulaire de nos gouvernements successifs, ne peut mettre ses organisations à l'abri des violences fascistes. D'autre part l'impossibilité d'obtenir par la voie légale la satisfaction des revendications prolétariennes est un facteur révolutionnaire quand il y a pression des masses sous l'impulsion du Parti Communiste, et se traduit par une expérience montrant la nécessité de la lutte révolutionnaire ; mais si le Parti Communiste faisait partie d'une coalition censée satisfaire ces revendications par la voie légale, on aboutirait à un échec, tant pour le Parti que pour la préparation révolutionnaire. La situation de la lutte des classes en Italie est objectivement défavorable pour le prolétariat, mais elle présente d'autre part tous les caractères du stade le plus aigu, puisque l'usage de la violence armée est quotidien. Il s'ensuit que le problème essentiel est d'organiser la lutte armée du prolétariat, et toute perspective qui indique aux masses une voie pour faire prévaloir leurs intérêts sans lutte armée a un effet contre-révolutionnaire.

La lutte révolutionnaire contre l'Etat et l'impérialisme

14) Peut-on inclure dans les objectifs du Parti Communiste une solution au problème du régime de l'Etat qui ne soit pas encore la dictature du prolétariat ? Qu'on envisage cette hypothèse comme une possibilité concrète ou simplement comme l'occasion de lancer des mots d'ordre de propagande, l'expérience du P.C.I. répond par la négative. En Italie, une foule de partis et de groupes politiques échafaudent des solutions radicales et révolutionnaires au problème des institutions politiques, ce qui est naturel dans un pays où les crises ministérielles se succèdent et où les formes de gouvernement souffrent d'une crise permanente. Mais ce qui domine dans tous ces projets changeants, c'est leur caractère superficiel et improvisé, ainsi que leur confusion quant aux directives et aux responsabilités politiques — autant de tares qui ont déjà eu sur le prolétariat des effets néfastes à cause des nombreuses déceptions auxquelles elles l'ont mené. Une des perspectives actuelles est celle d'un changement des institutions politiques dans le sens d'une dictature des forces de droite, encore que derrière l'apparence d'un tel changement, on n'aurait que la défense poussée à l'extrême des formes étatiques traditionnelles. Une autre perspective est celle d'un gouvernement de gauche issu de la collaboration des socialistes de droite avec certains bourgeois, démocrates et partisans du Parti populaire ; cependant, les derniers événements l'ont éloignée, la bourgeoisie italienne n'ayant pas aujourd'hui l'impression que des concessions extrêmes soient nécessaires pour freiner le mouvement révolutionnaire. Une expérience social-démocrate aurait l'utilité de faire toucher du doigt aux masses la vanité des espoirs placés dans un tel gouvernement surtout en ce qui concerne une répression du fascisme. Mais s'il est évident que le Parti

Communiste ne peut que combattre ouvertement une telle solution, il est non moins évident que nous avons fait notre possible, depuis la scission de Livourne jusqu'à notre attitude dans la lutte du mois d'août, pour exercer une influence sur les événements également au cas où la situation se développerait dans le sens d'un gouvernement social-démocrate, et que le réformisme italien est désormais disqualifié et incapable de mener sa politique spécifique de collaboration au pouvoir bourgeois.

15) La nouvelle situation des forces parlementaires, y compris celles qui sortiraient probablement de nouvelles élections, n'offre pas la possibilité d'autres solutions purement parlementaires au problème gouvernemental en Italie. La situation de la lutte dans le pays montre qu'il ne faut pas lancer de mots d'ordre conduisant à une confusion entre les solutions légalistes et pacifiques et les solutions révolutionnaires. D'autre part, en dépit de certaines apparences, il n'existe comme forces disposées à lutter directement contre le fascisme que celles qui sont disposées à la lutte révolutionnaire contre l'Etat, c'est-à-dire les communistes et les libertaires. Les autres éléments antifascistes qui répandent l'illusion défaitiste que la police pourrait réprimer le fascisme seront demain ses alliés dans un gouvernement de compromis (partisans de Nitti, sociaux-démocrates, partisans du Parti populaire). Aux masses qui tendent à la lutte antifasciste et que l'expérience a convaincues de la solidarité de l'Etat avec le fascisme — vérité plus évidente pour le plus ignorant des paysans, même catholique, que pour nombre de théoriciens socialistes — on ne peut donner utilement que ce mot d'ordre : *non au gouvernement des fascistes, non à un fallacieux gouvernement parlementaire de gauche, oui au gouvernement des ouvriers et paysans réalisé par la mobilisation révolutionnaire du prolétariat*. Ce mot d'ordre, qui a exactement le même sens que celui de dictature du prolétariat, peut être utilisé pour influencer les masses les moins évoluées, et doit être toujours accompagné du mot d'ordre : *lutte armée directe contre le fascisme*, qui débouche sur la lutte contre l'Etat pour la destruction de son appareil.

16) Le Parti Communiste peut et doit promouvoir des revendications prolétariennes en matière de politique internationale. Les mots d'ordre de lutte contre l'impérialisme mondial pour la reconnaissance de la République des Soviets, et surtout aujourd'hui contre la menace de nouvelles guerres, doivent être au premier plan de l'agitation. Là non plus le Parti Communiste ne trace pas un programme de politique étrangère à l'Etat bourgeois, mais tend à influencer ce dernier par une pression des masses dans un sens révolutionnaire et à paralyser sa collaboration aux entreprises de restauration du capitalisme mondial.

La collaboration avec les autres partis prolétariens

17) Les revendications que nous avons passées en revue doivent servir de plate-forme au Parti Communiste pour appeler à l'action la masse du prolétariat dans son ensemble, en s'efforçant d'aboutir à un mouvement

auquel la masse toute entière participe, qui fasse la démonstration de son haut degré de combativité, qui lui redonne confiance dans l'utilisation de sa propre force, et la persuade qu'il suffit, pour que cette force obtienne de plus grands résultats, de la faire converger autour du Parti Communiste — qui doit, lui, montrer au cours de ces luttes qu'il est le plus apte à mener l'action révolutionnaire. Ces luttes ne seront donc pas dirigées par le Parti Communiste ou ses organes politiques, syndicaux ou militaires, mais par des organes à base plus large. Pour toute une série de raisons, il n'est pas souhaitable en Italie que de tels organes se forment centralement par la participation des partis soi-disant prolétariens. Les états-majors de tous ces partis ont accumulé les preuves d'une inaptitude, d'une insuffisance et d'une légèreté déplorables. Le Parti républicain est paralysé par sa division en deux courants, l'un pro-fasciste et l'autre qui se rapproche du prolétariat. Les anarchistes, dépourvus d'organisation interne, manquent de directives sûres et n'ont pas une grande influence. Les socialistes, comme on sait, traversent une crise qui est loin de promettre une clarification définitive. Ces partis politiques se montrent en outre incapables de comprendre la portée d'un accord d'action sur un programme de revendications concrètes intéressant le prolétariat et de nature telle qu'elles devraient être soutenues par les socialistes, les communistes et les libertaires ; ils tendent au contraire à transposer la question sur le terrain des accords sur un programme politique *général*, sur la préparation de la « révolution » dont ils se font une idée aussi stérile que trompeuse. Sur ce terrain, un accord est impossible du fait de l'incompatibilité des programmes. Les républicains voudraient que l'objectif commun soit la République, les réformistes la collaboration, les anarchistes et les syndicalistes le non-Etat et personne ne comprend que les communistes ne proposent pas comme objectif de la lutte la dictature du prolétariat, mais des formules bien plus immédiates et concrètes. D'autre part, dans une coalition, chaque parti mènerait sa propre politique à la poursuite de son objectif illusoire sans apporter à l'action une contribution utile, fourvoyant et désorientant ainsi les masses.

18) S'il est invité à des rencontres ou à des réunions avec d'autres partis prolétariens, le Parti Communiste pourra accepter d'y participer et pourra aussi démontrer l'objectivité de son attitude sur la question d'une coalition politique en énonçant les conditions nécessaires à sa constitution : par exemple, que l'organe commun de direction ne pourra négocier avec des organismes étrangers à la coalition (Etat, partis bourgeois) que sur un vote unanime, ceci afin d'éviter que ne se reproduisent des situations analogues à celles auxquelles ont abouti tous les mouvements d'ensemble du prolétariat italien, c'est-à-dire à des compromis entre les dirigeants de droite et les forces bourgeoises. Mais la proposition centrale du Parti sera que l'organe commun ne doit pas naître d'un compromis entre partis, mais sur le terrain des syndicats ou d'autres formes d'encadrement des masses prolétariennes, à qui tous les partis s'engageront, chacun de son côté et solennellement, à apporter le soutien de leurs propres forces.

19) Indépendamment du problème de la coalition politique, on pourra envisager celui d'une collaboration entre partis prolétariens pour rendre plus efficace une action armée des masses en cas d'agitation générale. Dans ce cas également il est juste de poser des conditions : d'exiger, par exemple, que les partis qui proposent de s'allier pour employer la force des armes cessent de faire publiquement une propagande défaitiste et pacifiste. En cas d'accord au niveau national, on pourra donner comme mot d'ordre la création sur le plan local, à côté des organes représentant localement l'organe d'encadrement général de toute la masse sur le terrain syndical ou équivalent, de comités « techniques » des différents partis pour l'action armée, comités auxquels le Parti Communiste participera tout en maintenant bien distinct son propre encadrement militaire. En l'absence d'un tel accord au niveau national, il ne faut pas constituer de tels comités locaux avec la participation directe du Parti — non seulement s'ils ont un caractère d'alliance politique, mais également s'il s'agit d'une entente militaire : notre entreprise de conquête des masses serait en effet paralysée si, après avoir proclamé la nécessité de combattre le pacifisme et la passivité dans la guerre de classe et la préparation militaire du prolétariat, rejetées par les sociaux-démocrates et les anarchistes pour des raisons différentes, nous valorisons ces partis dans des organisations locales improvisées laissant croire qu'ils sont par nature aussi aptes que nous à soutenir la lutte. L'expérience a d'ailleurs montré que l'action de ces comités, dits parfois de « défense prolétarienne », est stérile, et qu'il vaut mieux confier le rassemblement des travailleurs des divers partis pour une défense commune aux organes locaux d'un « front unique » constitué autrement, sur une base de type syndical, des organes permanents dans lesquels se retrouveront automatiquement des hommes des partis prédominants dans la localité. En effet, plus des organismes deviennent complexes et confus, plus il y pénètre d'éléments peu sûrs, qui n'ont ni responsabilités ni mandat clairs et qui exploitent pour le compte de groupes bourgeois les mouvements spontanés des masses. C'est ce qui s'est produit avec les *Arditi del popolo* et dans certains comités de défense prolétarienne, *comités d'union* et similaires. Il faut toutefois préciser que si les communistes ne prendront jamais l'initiative de pareilles improvisations, surtout là où ils sont en force, ils doivent néanmoins adhérer à ces comités quels qu'ils soient, s'il s'en forme malgré notre opposition, pour éviter de perdre le contact avec les masses et d'apparaître comme étrangers à la lutte. Mais les communistes ne pourront en aucun cas faire partie d'organismes de type militaire exigeant une discipline différente de celle de leur parti et de leur encadrement syndical.

20) Le front unique prolétarien pour les revendications qui s'opposent à l'offensive patronale est la plate-forme fondamentale de l'action présente du Parti Communiste en Italie, et la voie de sa conquête de la première place dans la direction du prolétariat italien. Ce front a déjà été largement expérimenté dans l'Alliance du Travail et dans la grève générale nationale du début d'août 1922. Aujourd'hui les mêmes éléments qui tentent de

dénaturer le caractère des syndicats prolétariens traditionnels essaient de dissoudre l'Alliance du Travail. Le Parti Communiste défend au contraire sa conservation, et sa réorganisation sous des formes mieux adaptées, comme celles qu'il a proposées et soutenues il y a longtemps déjà quand il a dénoncé les dangers que comportait le mode de constitution de l'Alliance. Cette reconstitution de l'Alliance est même présentée par le Parti Communiste comme l'un des buts de l'entente entre les fractions syndicales de gauche, à laquelle il travaille en lançant le *Comité Syndical Communiste*, et elle devrait se faire avec la participation des mêmes organismes syndicaux que ceux qui l'ont fondée la première fois. Le Parti Communiste soutient également le front unique avec les masses dirigées par les collaborateurs de classe appartenant à la droite confédérale, ou par les d'Annunziens de l'*Union du Travail*, et si l'unité du front devait être définitivement rompue de ce côté-là, la responsabilité en incomberait à ces chefs, qu'il faudra démasquer aux yeux des masses.

21) Les organes de l'Alliance du Travail devraient être constitués ainsi : un accord central renouvelé entre les organismes syndicaux nationaux, avec formation immédiate d'un Comité National, qui, contrairement à son homologue actuel, ne comprendrait pas uniquement des délégués de la tendance dirigeante de chaque syndicat, mais une représentation proportionnelle des différentes fractions existant à l'intérieur de chaque syndicat. Sur le plan local, il faudrait immédiatement remettre en marche des comités constitués de façon analogue ; mais par la suite il faudrait élire des conseils de l'Alliance du Travail dans lesquels chacune des sections membres des syndicats participant à l'Alliance aura son représentant. Ces conseils éliront les comités locaux de l'Alliance du Travail, et, dans des cas spéciaux, des comités d'action restreints et éventuellement clandestins. Il faudrait en même temps procéder à la convocation d'un *Congrès National de l'Alliance du Travail* où les délégués directs des comités locaux éliraient les organes centraux du front unique. L'objection selon laquelle une telle procédure ne respecte pas les pouvoirs et l'autonomie des différents syndicats ne s'oppose pas à notre programme, qui entrevoit également comme débouché de l'Alliance du Travail une vaste unification organisationnelle des syndicats.

22) L'Alliance devrait en même temps être développée de manière à pouvoir encadrer également les masses non syndiquées ou qui ne peuvent pas l'être. Un tel résultat ne semble pas devoir être atteint dans l'immédiat, puisque actuellement l'existence même de l'Alliance syndicale est menacée ; mais par rapport à ce que nous avons dit des problèmes concrets pouvant intéresser et mettre en mouvement les masses non syndiquées, il apparaît comme riche de promesses. L'Alliance du Travail ainsi élargie deviendrait l'embryon d'une véritable représentation de classe du prolétariat urbain et rural, préluant à l'organisation étatique des conseils ouvriers et à leur future formation. La valorisation du front unique en ce moment où le mouvement syndical traverse une crise apparaît ainsi comme une possibilité intéressante et une perspective utile, contrairement à la constitution d'un front des partis politiques ; ce dernier ne trouverait en effet en lui-même

aucune ressource pour remédier au manque d'énergie dû à la raréfaction des syndiqués, dont pâtiront fatalement les partis prolétariens, mais tous beaucoup plus gravement que le parti communiste, qui seul est fermement préparé à toutes les éventualités et à des formes multiples d'action.

Les objectifs du front unique

23) Il a déjà été amplement question des objectifs du front unique à propos des revendications concrètes. Nous considérons comme à l'ordre du jour pour les prochaines campagnes toutes les revendications syndicales et économiques, la condition des chômeurs, les objectifs « anti-fascistes » de liberté d'organisation et de grève, et la défense des institutions prolétariennes. La situation internationale réclame aussi une campagne « contre la guerre », bien encadrée dans les lignes de la politique révolutionnaire du prolétariat mondial. Face aux crises gouvernementales prévisibles et aux prochaines élections, les communistes pourront et devront proposer au front unique le gouvernement des ouvriers et des paysans comme mot d'ordre d'actualité, et il pourra par exemple être voté par un Congrès de l'Alliance du Travail. Il est cependant indispensable d'insister fortement dans un premier temps sur la grande valeur d'objectifs même modestes, mais précis, généraux et familiers à toute la masse, et sur le fait que la réussite d'une campagne générale, d'une grande agitation et d'une lutte d'ensemble du prolétariat qui obligerait l'adversaire sinon à reculer, du moins à arrêter son élan, constituerait une grande victoire morale et matérielle des travailleurs, non seulement en vue de la préparation des batailles futures à partir de meilleures positions, mais aussi pour obtenir, grâce à cette manifestation de la force du prolétariat, un régime social moins intolérable dans la vie quotidienne.

24) Parmi les modalités d'action de l'Alliance du Travail, le moyen fondamental reste la grève générale nationale de toutes les catégories, qui unifie tous les conflits provoqués par l'offensive patronale. L'action générale est la seule tactique efficace contre la forme particulière de la réaction en Italie ; et la dernière lutte a suffisamment montré à quelles conditions elle aboutit à un succès, conditions que le Parti Communiste avait d'ailleurs indiquées en temps voulu aux chefs de l'Alliance du Travail pendant que se déroulait leur désastreuse opération. La grève générale doit être formellement acceptée par l'Alliance et les partis qui disent la soutenir, et elle doit faire l'objet d'une propagande réelle au sein des masses et non d'un dénigrement systématique. L'ordre de grève générale doit être lancé publiquement et coïncider avec un moment saillant de la lutte, qui concerne une catégorie entière ou toute une zone prolétarienne, afin d'attirer l'attention du prolétariat. Les liaisons internes de l'Alliance doivent être efficaces, grâce à l'organisation et à la constitution entièrement différentes que proposent les communistes. En outre les organes centraux de direction doivent suivre le développement réel de l'action prolétarienne, et ne jamais briser les mouvements partiels au nom d'une grève générale,

car si celle-ci les dépasse et les intègre, elle ne peut ni les nier ni les exclure, mais doit au contraire les absorber naturellement en elle dans un *crescendo* d'activité prolétarienne.

25) Tant que l'organe du front unique n'accepte pas ses propositions, le Parti Communiste doit se montrer bien discipliné et ne pas menacer d'agir seul pour son propre compte ; mais il mènera en même temps parmi les masses une intense campagne pour faire voter dans les syndicats et tous autres organismes contre les tendances prédominantes dans le front unique et qui paralysent son action. Ces manifestations des masses serviront au Parti à renforcer constamment son emprise et ses positions dans tous les organismes et dans le front unique lui-même, en poussant continuellement à l'action et à une meilleure préparation de l'action. Le Parti Communiste suivra attentivement l'évolution de la situation et, en critiquant les déficiences et les hésitations des chefs, il indiquera à chaque moment saillant de la lutte prolétarienne ce que l'Alliance du Travail devrait et pourrait faire. Cette propagande sera surtout menée dans les comités de l'Alliance elle-même par les délégués communistes.

Stratégie du Parti Communiste

26) Quand les organes responsables du front unique, même s'ils ne sont pas en majorité communistes, auront décidé une action, le Parti Communiste y participera en toute éventualité avec le maximum d'élan et d'énergie, tout en faisant connaître de l'intérieur de ces organes ou par des déclarations de ses délégués ses réserves sur la façon dont l'action est engagée si celle-ci ne correspond pas aux suggestions qu'il a faites dans sa campagne publique.

Au cours du mouvement, le Parti Communiste, qui le suivra de près grâce à son réseau de liaisons propre, fera à tout moment aux organes dirigeants les propositions qu'il jugera opportunes. Si ceux-ci décidaient d'arrêter le mouvement dans une phase de développement favorable, le Parti Communiste obtempérerait par discipline mais dénoncerait les responsabilités de cette décision prise en dépit de ses avis. Ce n'est que dans l'hypothèse où la lutte aurait déplacé les rapports de force au point de donner au Parti Communiste une influence prédominante que celui-ci pourrait forcer la situation et s'emparer de la direction du mouvement trahi par ses anciens chefs.

27) Le Parti Communiste, qui aura fait tout son possible pour que l'action soit engagée et menée de façon à assurer le succès du prolétariat, en fera rétrospectivement une critique objective mais implacable pour les responsabilités des autres, et il en tirera argument pour démontrer la justesse de ses méthodes et la nécessité pour la grande masse du prolétariat de s'orienter sur la voie qu'il indique. Le parti fera en même temps tout son possible, en utilisant opportunément ses propres ressources, pour atténuer les conséquences qu'un échec dû à d'autres risque d'avoir sur l'organisation du prolétariat et sur le moral des masses.

28) Si le front unique acceptait les propositions communistes ou si, en tout cas, le mouvement connaissait un succès, la tâche principale du Parti Communiste sera d'exploiter ce succès, et surtout de montrer qu'il peut être nécessaire d'arriver à la révolution prolétarienne par des étapes successives qui, en augmentant le degré de préparation matérielle et morale de la classe travailleuse, marquent un accroissement de sa force politique, même si celle-ci reste encore potentielle, face au pouvoir bourgeois qu'elle devra abattre lors de la bataille finale.

29) Dans la situation italienne actuelle, la tâche de réorganisation du front unique et de préparation d'une nouvelle grande action prolétarienne est extrêmement ardue. Aux forces et à la combativité de la classe dominante s'est ajouté l'effet défaitiste de l'action des opportunistes, et d'une multitude de courants soi-disant révolutionnaires. Mais dans la crise générale des valeurs que connaît le camp prolétarien, on voit toutes les énergies saines s'orienter vers le Parti Communiste, qui les attire par la clarté de ses principes et la solidité de son organisation. La profondeur de la crise économique qui présidera à la formation d'un nouveau gouvernement probablement de droite, impose au Parti Communiste le rôle de parti central d'opposition à la classe dominante, à son régime et à son gouvernement.

Même le fascisme, ex-encadrement militaire devenu parti d'administration, sentira le choc de ce mécontentement irrépressible. En dépit des conséquences néfastes des trahisons passées, il est possible d'animer et d'organiser cette révolte des foules exaspérées selon une ligne sûre de programme et d'action, qui multipliera par cent le rendement de cet effort et fera de la multitude tourmentée et frémissante une force consciente et unie qui réalisera la révolution communiste. Tout permet de croire que, même si le développement ultérieur de la réaction nous accule encore pour un temps à une défensive très difficile, le drapeau du communisme continuera malgré tout à flotter, et que même dans le déchaînement de la tempête le prolétariat italien ne perdra pas de vue la lumière de son objectif suprême.

Portugal : du 25 avril à l'austérité

Le nouveau gérant de la société bourgeoise arriérée au Portugal

L'évolution politique du Portugal depuis le 25 avril 1974 ne peut pas être examinée indépendamment de celle de l'armée. C'est l'armée qui a fait « la révolution », qui a formulé son programme ; c'est d'elle qu'est issu son organe, le Mouvement des Forces Armées, et c'est elle surtout qui remplit la fonction de médiatrice dans les rapports entre les classes, bourgeoisie, petite-bourgeoisie, paysans et même prolétariat, dont les partis ont donné immédiatement leur appui total au programme proposé par le M.F.A. Face aux querelles de ces partis, un dirigeant militaire, Correia Jesuino, a pu affirmer avec un orgueil polémique : « Nous sommes l'avant-garde d'une révolution qui a été faite par les militaires et non par les civils et les intellectuels ».

Certes la durée du régime militaire n'avait pas été établie à l'avance et il devait même n'être qu'une transition nécessaire vers un régime démocratique bourgeois « classique » (1) ; mais contrairement à ce qu'affirment toutes les analyses qui ne parlent que de « la force du mouvement ouvrier », nous devons redire que si l'effervescence sociale a certainement joué un rôle important dans le retard que connaît ce passage, il est évident d'autre part que les menaces de restauration (en juillet et septembre 1974 comme en mars 1975) ont été très faibles. La bourgeoisie elle-même ne misait pas sur cette restauration.

(1) En conférant le pouvoir à la Junte de Salut National après avoir constaté que « le système politique en vigueur n'a pas réussi à définir concrètement et objectivement une *politique d'outre-mer* conduisant à la paix les Portugais de toutes races [sic] et croyances », le Mouvement des Forces Armées se proposait d' « assainir la politique intérieure actuelle et *ses institutions*, en revenant à cette voie démocratique qui est la représentante indiscutable du Peuple portugais », et ce naturellement « sans convulsions internes pouvant compromettre la paix, le progrès et le bien-être de la nation ».

Au cours de tous les « tournants » successifs, ce programme — qui, sur le plan économique, ne va pas au-delà d'une proclamation d'intention antimonopoliste et anti-inflationniste — n'a jamais été renié ou mis en discussion. On peut même dire que c'est ce programme, et non la « voie socialiste », qui est en train de se mesurer aux difficultés objectives que connaît la société bourgeoise au Portugal.

La classe dominante était convaincue d'une chose : l'ancien régime devait être fondamentalement transformé. Pour elle le problème consistait, comme aujourd'hui en Espagne, à trouver la forme la mieux adaptée à une transition toujours délicate. Si un passage graduel de Caetano à Spínola n'a pas été possible bien qu'il ait été dans l'air, c'est principalement à cause des difficultés provoquées par le colonialisme et la crise de l'armée, une armée gonflée à la suite de l'allongement du temps de service de deux à quatre ans. Mais sur le plan économique, les problèmes étaient clairement posés. Alors que le commerce avec les « provinces d'outre-mer » stagnait, il augmentait avec les pays de la C.E.E., atteignant en 1973 45,2 % du total des importations du Portugal. Les investissements de pays comme l'Allemagne de l'Ouest ou la Grande-Bretagne croissaient considérablement au cours de la même année, ceux de la première passant de 589 millions d'escudos en 1972 à environ 815 millions en 1973, et ceux de la seconde de 298 à 552 millions (2).

Le Portugal est en train de payer pour ses années d'isolement et pour avoir végété sur son empire colonial, transformé en réserve de chasse pour compagnies multinationales. En outre, ce passage de la phase d'exploitation coloniale — que l'on essaie de clore en limitant les dégâts au maximum par des déclarations de foi « tiers-mondistes » — à la phase d'insertion dans l'économie occidentale coïncide avec la crise capitaliste internationale, qui a porté un rude coup aux espérances portugaises. Un développement économique prometteur est en train de se transformer en endettement. L'année dernière « les importations ont augmenté nettement plus vite que les exportations » (3) et la balance des paiements continue à se détériorer (elle était traditionnellement positive). Le journaliste du *Monde* en conclut que « pour maintenir son équilibre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, [le Portugal] doit donc s'attendre, au lendemain des fêtes, à une dure période d'austérité, quelle que soit la bannière gouvernementale qui flottera alors ». Déjà, au cours de la période 1970-1973, lors d'un développement notable (taux de croissance pour 1971 : 8 %, pour 1972 : 12 %), les salaires n'ont connu qu'une faible augmentation, qui est d'ailleurs allée en s'amenuisant, si bien qu'ils ont subi, au cours du premier trimestre 1974, une diminution de 1,7 % dans l'agriculture, de 3,2 % à Lisbonne et de 2,2 % à Porto dans l'industrie et les transports (4).

L'austérité était donc déjà là. Mais quel gouvernement peut l'imposer, c'est là le problème. Un problème qui n'est pas particulier au Portugal, mais

(2) *Problèmes politiques et sociaux* n° 234, juillet 1974, *La Documentation française*.

(3) *Le Monde*, 20-21 avril 1975.

(4) Cf. la brochure de l'O.C.D.E. consacrée au Portugal dans la série « Etudes économiques », juillet 1974, p. 11. Ces chiffres sont encore plus significatifs si l'on tient compte du fait que les salaires réels (base 100 en 1963) seraient passés à 120,7 en 1970 (*International Financial Statistics*, F.M.I., novembre 1972). C'est en effet au cours de ces années que le Portugal a connu une augmentation sensible de sa production, la part de l'agriculture y diminuant constamment, tant comme population active (passée de 40 % en 1961-62 à 28,6 % en 1972-73) que comme fraction du P.N.B. (de 17 % en 1968-69 à 13,6 % en 1973).

Au cours de cette même décennie la part du secteur tertiaire dans la population s'est accrue de 2 % par an et, chose remarquable, dans le secteur de l'industrie manufacturière l'augmentation très faible de la population active (passée de 21,8 % à 24,4 % en dix ans) a coïncidé avec une contribution nettement croissante au P.N.B. (de 28 à 38 % environ). Ces chiffres sont commentés ainsi dans la brochure de l'O.C.D.E. citée : « Cette évolution suggère des gains de productivité importants ; ceux-ci ont été

(suite page 72)

qui est particulièrement aigu du fait de la phase historique que ce pays traverse. Comment s'étonner alors qu'un régime militaire né comme provisoire, non seulement n'ait pas cédé la place à d'autres régimes plus « légitimes », mais se soit révélé, malgré tous ces virages à gauche, comme le seul instrument capable d'imposer certaines mesures impopulaires ?

Ainsi, la « démocratisation » de la société s'est faite parallèlement à celle de l'armée, et qui plus est, la « société civile » avec ses glorieux partis à sa tête, attend de la « société militaire » le signal de départ pour son émancipation. Cela en dit long sur le radicalisme, même démocratique, des partis qui se prétendent socialistes, communistes et prolétariens : ils ont toujours rêvé de constituer un gouvernement au-dessus des classes et, faute de le faire eux-mêmes, ils sont heureux de le trouver tout fait par d'autres. En tout cas — et c'est pourquoi certains ont parlé de « bonapartisme » —, un gouvernement contrôlé par les militaires peut mieux que tout autre apparaître comme indépendant de la société et remplir ce rôle de médiateur entre les classes qui est la quintessence de la mystification bourgeoise à propos de l'Etat (5).

Le fait que la bourgeoisie ait apparemment disparu de la scène politique, que le gouvernement ait pris des mesures de nationalisation qui, indemnisations mises à part..., touchent la direction des banques, des assurances et de différentes entreprises, le fait que soient tolérés (mais de moins en moins) des mouvements d'occupation de logements et d'autogestion d'usines, signifie en réalité que l'ordre constitué se défend de la façon qu'il considère pour le moment comme la meilleure pour réaliser ce que Lénine appelle « la modération du conflit entre les classes ».

La bourgeoisie sait que même si elle doit avaler quelques couleuvres, tant que la machine d'Etat n'est pas brisée et remplacée — et ceci ne peut se produire que s'il y a un prolétariat mobilisé par un parti révolutionnaire — elle ne risque pas de perdre le *pouvoir réel*. Ce que les trotskystes prennent pour la « crise de direction » de la bourgeoisie est simplement l'astuce consistant

(suite de la note de la page précédente)

estimés par le IV^e Plan de développement à environ 7,8 % en taux annuel moyen entre 1960 et 1971 ».

Si l'on tient compte du niveau de l'agriculture, qui est le même qu'en 1947, mais uniquement grâce à une « forte progression du bois et du liège » (*Problèmes politiques et sociaux, op. cit.*, p. 12) — ce qui donne une idée de « fascisme » de Salazar —, on entrevoit la complexité des problèmes économiques au Portugal.

Le IV^e Plan de développement (1974-1979) a fixé un taux de développement industriel de 9,2 % (1960-70 : 9,1 %) et un taux de développement agricole annuel de 2 %, parallèlement à une diminution de main-d'œuvre dans ce secteur, ce qui représenterait une augmentation de productivité de 6 %. Le numéro cité de *Problèmes politiques et sociaux* ajoute : « Cette évolution ne permettra pas de résoudre les insuffisances de l'offre de produits agricoles ». Au travail, donc, masses laborieuses du Portugal, dans l'intérêt de la Nation, sous la direction éclairée d'un réformisme de fer !

(5) « Selon les professeurs et publicistes petits-bourgeois et philistins — qui se réfèrent abondamment et complaisamment à Marx ! — l'Etat a précisément pour rôle de concilier les classes. Selon Marx, l'Etat est un organisme de *domination* de classe, un organisme d'*oppression* d'une classe par une autre ; c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit de « classes » (Lénine, *L'Etat et la Révolution, Œuvres*, tome 25, p. 419).

à confier à son appareil militaire, devenu « indépendant », la tâche ingrate mais historiquement nécessaire de ramener la société à une situation « normale ». Le résultat n'est pas garanti. S'il s'avère qu'il est vraiment impossible d'exercer un contrôle et de faire passer l' « austérité », il ne restera que « la restauration » ; mais même cette voie, comme le montre le Chili, n'est pas du tout facile. Avec le M.F.A., les chances de réussite semblent plus grandes : les problèmes sont nombreux, les équilibres de plus en plus difficiles à maintenir, le contrôle de plus en plus important. Quelle force mieux que l'armée peut faire et faire faire tout cela ?

Le rôle de l'opportunisme dans le contrôle du prolétariat

1. Le Parti Socialiste Portugais (P.S.P.)

Dans cette transmission des pouvoirs, le soutien inconditionnel de la « société civile » aux militaires, qui ont reçu ainsi une « légitimation », a été déterminant.

Cette fois encore, non seulement les partis ouvriers, à cause de leur opportunisme, n'ont pas favorisé la radicalisation des masses vers leurs objectifs de classe, mais ils ont fait en sorte que la « démocratisation » soit le plus possible atrophiée, en contribuant au contrôle par l'ordre établi du moindre mouvement de classe autonome, même sur le terrain économique, comme l'a montré la formation de l'Intersyndicale liée au pouvoir. Le fait que le P.S.P. se soit d'abord opposé au syndicat unique au nom de la « liberté syndicale » et pour l'amour de ces « syndicats libres » que l'on connaît bien dans les pays démocratiques modernes, et qu'il se soit ensuite rétracté (comme il l'a fait dans toutes les autres divergences qui ont surgi par la suite), montre que la « voie démocratique » traditionnelle a peu de chances de s'imposer et qu'elle est même considérée comme dangereuse par un pouvoir dont la première tâche est d'imposer l'austérité. De toute façon, il est simplement ridicule de prendre le P.S.P. pour un pion que l'on pourrait utiliser dans un mouvement de classe autonome sur le terrain revendicatif, comme le laissent entendre les groupes pour qui le P.C.P. et le « social-fascisme » sont l'ennemi principal.

En réalité, c'est précisément le démocrate Soares qui s'est incliné le premier devant la « révolution démocratique » de Spínola. A peine arrivé au Portugal le 28 avril 1974, Soares s'est empressé de déclarer : « Le moment n'est pas aux rivalités de parti, mais à l'unité démocratique ». Et il était clair que cette « unité démocratique » s'exprimait dans le M.F.A. : « Les forces armées ont rendu au pays la voix et l'allégresse par un acte historique que nous ne pourrions jamais oublier ». Le peuple, cet étrange « protagoniste », devait seulement « organiser la démocratie » en participant aux élections ultérieures et en donnant de lui « une image responsable, unitaire et disciplinée ». Pour tout le monde, c'est cela qui comptait et qui compte.

Il ne faut donc pas s'étonner si par la suite la « voix » s'est affaiblie et l' « allégresse » modérée, alors que la discipline gardait toute son importance. C'est elle que, bon gré mal gré, le P.S.P. devait choisir parmi ces trois « catégories ». Les idéaux démocratiques et libéraux ne sont plus désormais que des bavardages de petits-bourgeois impuissants.

La réduction à leurs justes proportions des « idéaux démocratiques » a été clairement expliquée par un membre du secrétariat du P.S. à propos du pacte avec le M.F.A. pour les élections, que le P.S. a lui aussi fini par accepter : « Nous estimons que le projet du M.F.A. se traduit par 70 % de pouvoir militaire et 30 % de pouvoir civil. Nous allons essayer de réduire l'écart pour parvenir à un équilibre : fifty-fifty » (6). Voilà donc l'idéal démocratique de l'équilibre des pouvoirs remis au goût du jour, avec 50 % de pouvoir militaire !

Aux bourgeois aussi on dit la même chose : pour la démocratie, faisons fifty-fifty ! Naturellement cela leur convient, surtout quand il s'agit de « gérer la crise ».

Mais avec Spinola cette tentative démocratique a échoué. Il ne restait plus qu'à choisir entre un réformisme un peu plus sérieux, donc centralisateur et militarisé, et la vieille réaction, qui comme nous l'avons vu rapidement avait justement fait faillite sur le terrain économique, et avait perdu son rôle de premier plan à cause des lois même du développement capitaliste ; en tout cas, elle aurait rendu plus problématique la « modération du conflit entre les classes ». Soares aussi s'en est rendu compte, et il s'est contenté de réclamer 1 ou 2 % de plus de pouvoir « civil », et d'obtenir un « large consensus » aux élections, ce qui a aussi son intérêt. Le P.S.P. a dû avaler pas mal de couleuvres : syndicat unique, pacte électoral du M.F.A., « boycottage moral » le 1^{er} mai, interdiction de « Republica » ; mais, tout en protestant, il a sans cesse affirmé qu'il était un « allié loyal du M.F.A. » et qu'il était tout à fait d'accord avec son « projet politique » (*).

C'est la triste histoire des partis démocratiques, c'est-à-dire qui se proposent de représenter les intérêts de toutes les classes en les conciliant. L'histoire se moque d'eux. La conciliation entre les classes ne se réalise pas toujours avec la méthode « idéale » de la démocratie, elle peut se réaliser tout aussi bien par son étranglement. Formidable preuve de la justesse du marxisme.

2. Le Parti Communiste Portugais (P.C.P.)

Il est normal que le P.C.P. figure parmi les courtisans du nouveau régime, lui qui au nom de la « révolution démocratique nationale », c'est-à-dire, plus banalement, de la chute du salazarisme — même et surtout par la voie

(6) *Le Monde*, 6-7 avril 1975.

(*) Que le P.S.P. ait été par la suite contraint de rompre la coalition gouvernementale, ce n'est que la dernière version historique de la comédie du valet battu par son maître, mais prêt à renouveler après la bastonnade, comme l'a fait Soares dans son discours du 15 juillet, ses déclarations de fidélité, quitte à se louer à un autre patron, qu'il s'appelle ou non « majorité silencieuse », et... à être encore une fois payé de la même monnaie pour ses services. Il n'est d'ailleurs pas dit que le même sort ne soit pas, réservé tôt ou tard, malgré ses services et exactement pour les mêmes raisons, au parti du Cunhal.

pacifique et « par en haut » — avait depuis longtemps renoncé à toute lutte radicale contre la bourgeoisie.

Dans le programme du P.C.P. de 1965 les tâches principales de cette « révolution démocratique » étaient déjà claires : remplacement du « fascisme », non par une dictature de classe, mais par un gouvernement menant une politique de « libération à l'égard de l'impérialisme » et de développement économique général combinant « l'initiative privée non monopoliste » et la nationalisation des secteurs-clés de l'économie. Programme parfaitement petit-bourgeois donc, basé sur la conception « classique » selon laquelle l'Etat démocratique serait l'expression de la « société » et non des classes dominantes. L'objectif principal était formulé dans l'article 5 de la façon suivante : « Le P.C.P. lutte pour un gouvernement provisoire qui instaurera les libertés fondamentales et qui procédera à des élections libres pour une Assemblée constituante grâce à laquelle le peuple portugais pourra choisir la forme de gouvernement et les dirigeants qu'il souhaite ». C'est en fonction de cet objectif que s'explique le renoncement du P.C.P. à toute revendication de classe et même à une « refonte » démocratique. On sait que l' « idéal » est une chose et que la réalité « concrète » en est une autre. Le 26 avril 1974, le P.C.P. se prononce pour un gouvernement « représentant toutes les forces et tous les secteurs politiques démocratiques et libéraux » au sein duquel il est prêt « à prendre toutes ses responsabilités ». Le P.C.P. insiste sur l'unité entre l'armée et le peuple et définit le M.F.A. comme un mouvement de « militaires aux sentiments démocratiques (officiers, sous-officiers, soldats) ».

Sur le plan économique, la politique du P.C.P. se traduit par l'abandon de tous les objectifs qui pourraient opposer le prolétariat aux classes possédantes. Au VII^e congrès — extraordinaire — du parti, le 20 octobre, une « plate-forme d'urgence » est adoptée, qui élimine toutes les « prétentions » précédentes (salaire minimum à 6.000 escudos, nationalisations) et donne pour tâche de « consolider la nouvelle situation politique et d'assurer la stabilité économique et financière ». Les objectifs sont les suivants :

- 1) « renforcement de l'Etat démocratique et défense des libertés » ;
- 2) « défense de la stabilité économique et financière pour assurer le développement » ;
- 3) « poursuite de la décolonisation ».

Il n'est donc nullement surprenant que la Junte militaire ait choisi le parti communiste comme « conseiller spécial » pour sa politique. Ce dont il s'agit au Portugal, c'est de trouver la forme adéquate pour atteindre les objectifs du « plan d'urgence » (où la « décolonisation » est laissée complètement dans le vague). En fait, ces objectifs sont foncièrement *antiprolétariens* : l'Etat démocratique ne peut se renforcer que contre le prolétariat, la stabilité économique et le « développement » ne peuvent s'instaurer que sur le dos des prolétaires, et au prix de leur renonciation à des revendications « excessives », comme l'ont copieusement démontré depuis le 25 avril les interventions continuelles du P.C.P. (et des bonzes de l'Intersyndicale) contre les grèves. Quand, le 7 mars dernier, une foule de prolétaires s'est opposée à la tenue d'un meeting du P.P.D. et que la police a fait usage de ses armes, le P.C.P. a dénoncé « les violences extrémistes qui font le jeu de la réaction ». C'est probablement cet épisode qui a joué le rôle de signal d'alarme pour la « radicalisation par le haut » : quatre jours plus tard en effet se produisait la farce du coup d'Etat, et le pouvoir en place

sortait doublement confirmé de l'épreuve. D'une part, un tournant à droite aurait provoqué une recrudescence difficilement contrôlable de l'agitation sociale; d'autre part, l'antifascisme « générique » (c'est-à-dire démocratique) restait la meilleure carte à jouer pour contrôler, par l'intermédiaire du P.C.P. et du P.S.P., les masses au sens le plus large du terme.

Il y a donc eu une pluie de nationalisations, dont le numéro deux du P.C.P., Octavio Pato, a expliqué la signification à un journaliste de *La Stampa*: « Si une vague irresponsable de revendications salariales monte du monde du travail, cela fera le jeu de la droite ». Le problème est en effet « d'augmenter la production », sinon « les nationalisations n'auront servi à rien ». Augmentations de salaires? Diminution du temps de travail? Fadaises démagogiques bonnes pour les élections: « Dans une révolution il y a parfois une politique à défendre qui n'est pas toujours la plus populaire. Appuyer des revendications de salaires insupportables pour notre économie, réclamer la réduction à trente-cinq heures de la semaine de travail, cela peut aider à gagner des voix, mais compte tenu de l'état de notre économie c'est de la démagogie et cela peut conduire à notre perte » (7).

Et dire que certains considèrent que le P.C.P. est plus à gauche que le P.C.I. ou le P.C.F., et qu'on peut l'« utiliser » pour radicaliser les luttes! En réalité tous ces partis appliquent le même schéma de *conservation* à des situations différentes et ils le font sous le signe d'un empirisme absolu. Si l'on veut faire à tout prix une distinction « idéologique » entre le P.C.P. et le P.S.P., on peut dire que le premier est capable de se libérer plus facilement que le second de toute « démagogie » et qu'il s'adapte mieux à une situation donnée.

L'opportunisme ne peut de toute façon que parvenir à sa conclusion « de principe »: il y a une économie, un Etat, un système politique à défendre, et ce n'est pas l'Etat prolétarien avec sa dictature et son système d'administration et de « représentation » basé sur des organismes exclusivement prolétariens. Qu'il justifie sa politique de telle ou telle manière, soit par des « menaces réactionnaires », soit par une crise qui, touchant tout le monde, permettrait de récupérer l'Etat bourgeois le plus conservateur, cela ne change rien au fond du problème: la révolution, cette « grande démagogie », non seulement « n'est pas possible », mais *doit être combattue*.

Le résultat des élections et les réactions de la gauche

Une fois connu le résultat des élections — décevant surtout pour le P.C.P. — de nombreux théoriciens des différentes fractions d'extrême-gauche se sont trouvés très embarrassés pour interpréter le processus « révolutionnaire ». D'une façon générale, ils ont donné raison au M.F.A. en disant que 40 années de fascisme ne s'effacent pas d'un coup; le mieux est donc de ne pas subordonner le régime au résultat des élections. Lénine n'a-t-il pas fait la même chose?

(7) *Le Monde*, 29 mai 1975, interview d'Alvaro Cunhal.

Et Cunhal n'a pas laissé passer cette occasion d'exposer « sa » doctrine selon laquelle « processus électoral » (!) et « dynamique révolutionnaire » sont deux choses distinctes, tantôt parallèles, tantôt convergentes, tantôt divergentes. Même dans une « révolution démocratique » ? Qui parle de « démocratique » ? Il s'agit ici d'une « révolution », un point c'est tout ! Cunhal, qui considérait *avant* qu'il fallait préciser, pense aujourd'hui que c'est inutile et dangereux et, alors qu'il reproche à Soares de parler de démocratie en général, découvre la « révolution en général ». Le résultat est le même : traduit en langage marxiste, « en général » veut dire *bourgeois*, avec cette circonstance aggravante qu'il ne s'agit pas d'une révolution.

Une fois de plus le mythe de l'unité l'a emporté, et a uni, sauf rares exceptions, les différents courants de l'extrême gauche. Et comme l'unité populaire n'est assurée que par le pouvoir militaire, qui l'impose aux opportunistes, les adorateurs de l'unité soutiennent en fin de compte le M.F.A., même si certains d'entre eux (pas tous !) prétendent le combattre.

L'attitude la plus caractéristique sur ce plan est celle de la IV^e Internationale, qui déclare la guerre au M.F.A. en tant que « mouvement bonapartiste », mais qui, par son appui « indirect » au P.C.P. et à l'Intersyndicale, soutient finalement le M.F.A. lui-même. De façon paradoxale, il en résulte que plus les « victoires prolétariennes » sont nettes... plus l'Etat ennemi se renforce. Après l'échec du coup d'Etat du 11 mars, un coup d'Etat « sur mesure » (*Le Monde*), réalisé par « des gens qui travaillent contre leur propre intérêt » (*The Economist*), l'organe du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale écrivait : « Le rapport de classe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière s'est déplacé en faveur de celle-ci » (8), en ne manquant pas de souligner que tout le mérite en revenait *aux opportunistes* et, indirectement, au M.F.A. : « Le P.C.P. et l'Intersyndicale ont joué un rôle décisif dans l'organisation du mouvement de masse, tant au niveau des entreprises qu'à celui des manifestations et pour la mise en place des piquets de surveillance de la circulation. A Porto, l'Intersyndicale a proclamé immédiatement la grève générale. Dans un tract largement diffusé elle a donné les directives suivantes : « concentrez-vous devant les stations de radio, les bureaux de postes, les gares, pour écraser la contre-révolution. Tous unis avec le M.F.A. qui, une fois de plus, défend le 25 avril ».

Moralité ? Le succès se mesure au renforcement du pouvoir constitué, considéré comme le seul bastion solide contre le fascisme. Alors pourquoi déplorer qu'il soit bonapartiste ? Le « bonapartisme » est sans doute, comme la « bureaucratie », un mal nécessaire ?

De la même façon, le journal trotskyste définit comme « la plus importante victoire ouvrière » les nationalisations qui ont suivi le coup d'Etat. L'argumentation est analogue, bien qu'il ne s'agisse plus ici de victoires « socialistes », mais de processus *conditionnés par le mouvement des masses*. Ce qui est certainement vrai, mais la dialectique enseigne à déchiffrer les conditionnements *reciproques* : tant que le prolétariat ne suit pas sa propre voie de classe autonome, ses « conditionnements » ne peuvent être considérés comme des « victoires », même s'ils obligent les classes ennemies à s'adapter d'une certaine façon à la situation. En d'autres termes, il se produit un phénomène que le mouvement de classe du prolétariat connaît bien : dans certaines circonstances, la bourgeoisie est disposée à se laisser « conditionner » ; elle concède alors une « reconnaissance

(8) *Inprecor*, 27 mars 1975.

officielle » aux Soviets, et le « contrôle ouvrier », et même (Milioukov) le « pouvoir aux Soviets sans le parti bolchévik », c'est-à-dire à condition que le pouvoir réel, l'appareil administratif, l'armée, etc., reste dans ses mains... Après on verra.

Les objectifs doivent être formulés en tenant le plus grand compte des rapports de force réels. Et ce, sans jamais se faire d'illusions sur la faiblesse des autres, mais en mesurant exactement la sienne. Si on soutient que la bourgeoisie a été battue — ce que laisse entendre le refus de définir comme bourgeois le pouvoir actuel — alors il faut expliquer comment cela a pu se produire alors même qu'au sein du mouvement ouvrier *les opportunistes prédominent*, et que donc le rapport des forces est défavorable au mouvement révolutionnaire. En réalité, derrière les opportunistes, il y a le M.F.A., et derrière le M.F.A., il y a la bourgeoisie, à moins d'accepter le concept stalinien de « nouvelle démocratie ».

L'analyse des trotskystes s'enferme dans sa contradiction entre une prétendue faiblesse du front ennemi (« crise de direction de la bourgeoisie » ! au Portugal, et même en Italie, s'exclame Maitan), et l'absence d'un puissant mouvement de classe. Ou, plus exactement, ils considèrent que ce mouvement existe, mais qu'il lui manque une direction révolutionnaire. Or il est évident que celle-ci n'est jamais la conséquence automatique d'un mouvement de classe, et sa carence objective, historiquement déterminée, prouve la *force de l'ennemi*, et non sa faiblesse.

Cette base fautive entraîne une rupture complète entre les objectifs qu'ils proposent au mouvement ouvrier et la possibilité de lui donner une issue révolutionnaire. En réalité ils ne font que *se soumettre au réformisme*. Ceci est évident dans la série de revendications qui s'exprime dans le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » conçu comme « un gouvernement révolutionnaire des travailleurs, un gouvernement constitué par toutes les organisations ouvrières et révolutionnaires, appuyé sur la mobilisation et l'offensive permanente des travailleurs contre l'exploitation et le pouvoir d'Etat des capitalistes et capable, ainsi, de donner des coups profonds au pouvoir économique et politique du capital » (9). Les mesures que doit prendre un tel gouvernement sont sans aucun doute « radicales » ; elles vont des expropriations sans indemnisation à la réforme agraire et à la constitution de comités ouvriers et paysans, et certains vont jusqu'à parler de la constitution d'organes de « dualité de pouvoir ». En d'autres termes, on demande à l'opportunisme de se séparer de la bourgeoisie et de représenter une transition vers la dictature du prolétariat, que l'on ne peut réaliser étant donné l'absence d'une « direction ». Peut-on tomber de façon plus *suicidaire* entre les mains de l'opportunisme ? Qu'on se rappelle ce qu'écrivit Lénine dans *L'Etat et la Révolution* à propos de Kautsky et de son unité, non pas avec la bourgeoisie, mais avec les sociaux-démocrates : « Kautsky en sera réduit à réaliser l' « unité » qu'il chérit avec les Scheidemann, les Plekhanov, les Vandervelde, tous unanimes à lutter pour un gouvernement « allant au-devant des besoins du prolétariat [Lénine avait déjà lu le manifeste électoral de la L.C.I. !]. Quant à nous, nous rompons avec ces renégats du socialisme et lutterons pour la destruction de toute la vieille machine d'Etat, afin que le prolétariat armé devienne lui-même le gouvernement. Ce sont là deux choses tout à fait différentes ».

D'abord, la revendication d'un « gouvernement ouvrier » qui se propose de « donner des coups profonds au pouvoir économique et politique du capital »,

(9) Manifeste électoral de la Ligue Communiste Internationaliste, publié par « Coup pour coup », n° 1.

est une chose tout à fait différente de l'objectif précis du pouvoir prolétarien qui est de briser la machine de l'Etat ! Et pour que ce gouvernement se constitue, il faut bien — c'est là une condition qu'on ne peut laisser « de côté » — utiliser les soldats révolutionnaires contre l'armée bourgeoise (10).

« Quant à nous, poursuit Lénine, nous rompons avec l'opportunisme ; et le prolétariat conscient sera tout entier avec nous dans la lutte, non pour un « déplacement du rapport des forces » [décidément, Lénine avait lu tout ce qu'on écrit au Portugal et sur le Portugal !], mais pour le *renversement de la bourgeoisie*, pour la destruction du parlementarisme [tiens, tiens !], pour une république démocratique du type de la Commune ou une république des Soviets des députés ouvriers et soldats, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat ».

Faire dépendre le développement du « processus révolutionnaire » de la constitution de tel ou tel gouvernement avancé ou même très avancé, cela veut dire simplement se mettre chaque fois à la remorque de l'opportunisme le plus à gauche, qui s'appuie lui-même sur celui qui est à sa droite, et ainsi de suite. C'est renoncer à la voie révolutionnaire, dans une perspective gradualiste.



Nous ne prétendons certainement pas avoir analysé tous les problèmes liés à la conception correcte du processus révolutionnaire. Nous avons seulement voulu indiquer les limites d'une voie qui, malgré tout, s'est opposée à la vision complètement populiste — et donc bourgeoise — que les maoïstes de tous bords ont opposé au P.C.P., qu'ils ont violemment attaqué et même accusé de « social-fascisme ».

En dénonçant ces fausses oppositions à l'opportunisme, nous ne voulons pas dire qu'il n'y ait rien à faire : nous croyons au contraire que l'on peut poursuivre deux objectifs fondamentaux : premièrement poursuivre la formation et le renforcement d'un mouvement de classe autonome sur le plan syndical, sur la base de la défense économique et physique des travailleurs, quelle que soit sa forme ; deuxièmement, la constitution d'un parti qui ne concède rien à la théorie des étapes « intermédiaires », ni au sens populaire de tous les stalinismes, ni conçues comme « tremplins » qui devraient faciliter ce qu'ils ne permettraient jamais : *la destruction de l'Etat bourgeois !*

(10) Il est symptomatique qu'au pacte proposé par le M.F.A. — un organisme dont on dit qu'il ne peut pas être utilisé pour la révolution, mais qu'il faut au contraire le « briser » — la L.C.I. ait reproché seulement de « voiler, au travers d'un accord entre les organisations bourgeoises et ouvrières les contradictions qui, sur la scène sociale et politique, opposent les intérêts irréconciliables des exploités et des exploités ». En d'autres termes, comme le montre tout le texte de la réponse à la proposition du M.F.A., ce que la L.C.I. reproche à ce dernier, c'est d'accepter la droite bourgeoise, et elle ne récusé pas, même sur le plan *théorique*, l'idée selon laquelle un gouvernement révolutionnaire englobant une force qui est l'expression de l'armée bourgeoise serait possible ; elle admet au contraire cette perspective à condition que le M.F.A. réalise un gouvernement de « front unique » avec les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière.

Mise au point à propos de certains «dépasseurs de marxisme»

Sous le titre «Bordiga et la passion du communisme», M. Camatte a publié dans les *Cahiers Spartacus* quelques textes de notre parti, assortis d'une présentation et d'une «biographie» de son cru. Peu de temps après, les «Editions de l'Oubli» ont publié dans une version incomplète et tronquée, avec une introduction du même Camatte, la deuxième partie de notre «Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui», parue de 1955 à 1957 dans notre organe en langue italienne *Il Programma Comunista*.

Lorsque M. Camatte a quitté notre organisation il y a une dizaine d'années, en même temps que ceux qui éditérent ensuite le «Fil du temps», lorsque ensuite il s'est mis à publier sous le titre «Invariance» une salade indigeste de nos textes et de ses élucubrations, nous n'avons pas jugé utile de polémiquer explicitement avec lui. Le fond politique de sa rupture était parfaitement clair pour nous; les positions qu'il représentait, nous les avons combattues avant, et continuions à les combattre sans avoir besoin de le mentionner. Et la trajectoire personnelle de M. Camatte nous intéressait si peu, que nous n'avons même pas exprimé notre amusement quand sa prétendue «invariance» s'est mise à varier ouvertement, et sa prétendue fidélité à Marx et à la gauche italienne à devenir reniement ouvert et délire antimarxiste.

Cette fois, cependant, nous devons réagir contre l'usage et l'abus de textes qui sont notre «propriété», non au sens ba-

nalement juridique, mais parce qu'ils nous sont propres. Car il est bien évident que M. Camatte ne se contente pas d'éditer purement et simplement ces textes. S'il les publie, en spéculant sur la mode, ce n'est pas seulement pour se faire un peu d'argent avec un travail de parti, mais surtout pour les désamorcer, pour les fausser, pour les «détourner» comme on dit, bref, pour les tirer à lui. C'est contre cette entreprise que nous devons nous dresser énergiquement et, pour la contrer, nous examinerons rapidement comment et dans quel but il opère ce détournement.

Œuvre de Bordiga ou patrimoine collectif

Sa première falsification consiste à retirer à ces textes leur caractère de textes de parti pour en faire des pages de l'œuvre d'un individu, Amadéo Bordiga. Il doit d'ailleurs reconnaître que ça ne va pas tout seul: «Un autre élément rend encore plus difficile la tâche d'effectuer une étude sur Bordiga: c'est la dispersion de son œuvre. De plus, le fait que toute son œuvre d'après 1945 soit parue sous forme anonyme a facilité la conspiration du silence, car il était difficile, pour la plupart de ceux qui voulaient étudier sa pensée, de repérer ce qu'il a effectivement écrit.» (Préface à la «Structure...», p. 7). Sa qualité de renégat confère évidem-

ment des facilités à M. Camatte. Mais un des buts de l'anonymat des publications du parti était précisément celui-là : empêcher qu'on y voie L'Œuvre ou La Pensée d'un tel.

Lorsque nous insistons sur le caractère *impersonnel* des positions du parti et sur le caractère *collectif* de son travail, lorsque nous combattons l'individualisme sous toutes ses formes, nous n'avons jamais imaginé que tous les militants du parti étaient identiques et interchangeables. Nous non, mais M. Camatte si. Il est de ceux qui se gargarisent avec la formule « l'individu, c'est de la merde », formule polémique très utile et très efficace à une époque d'exaltation individualiste, mais qui devient absurde si on la prend à la lettre. Et il a aujourd'hui le culot (cf. « Bordiga et la passion du communisme », p. 26-27) d'attribuer à Bordiga sa négation métaphysique de l'individu, et de le traiter de haut !

Nous savons parfaitement que le parti est composé d'hommes en chair et en os, avec leurs particularités, leurs qualités, leur histoire ; mais nous savons aussi qu'il doit *intégrer* ces forces, les discipliner, les plier à ses positions et les mettre au service de *son but collectif* qui les dépasse dans l'espace et dans le temps. Nous savons que « le parti » ne peut pas grimper sur une table pour tenir un discours ni s'asseoir devant une machine à écrire pour rédiger un article ; mais nous savons aussi que discours et articles, comme toute l'activité accomplie par tel militant, doivent exprimer non « sa » pensée, mais les positions du parti, qui sont le *patrimoine collectif* du mouvement révolutionnaire, par delà les pays et les générations. Ceci n'est pas seulement vrai pour le « militant de base » mais aussi, et même davantage, pour un dirigeant, pour un chef du parti.

L'anonymat de nos publications de parti souligne cet aspect, et il était particulièrement important d'y insister à une époque où, par la force de la contre-révolution, l'instrument de conservation et de transmission de ce patrimoine collectif de la classe était presque réduit à un individu, appuyé évidemment sur un groupe de vieux militants trempés dans la période des luttes révolutionnaires du premier après-guerre, et sur une organisation militante. Seuls des logiciens imperméables à la dialectique peuvent voir

là une contradiction. Bordiga a été le dirigeant de l'Internationale Communiste en qui s'est cristallisée la position de la gauche marxiste ; celui qui avait conduit la lutte contre les oscillations, les fluctuations et relâchements de la politique de l'I.C. ; qui n'avait participé en aucune façon à ses abandons successifs et à sa dégénérescence, mais s'y était opposé et en avait tiré les leçons ; qui, dans la période de 1927 (1) à 1944 que M. Camatte caractérise « *par un retrait de la vie politique* » avait au contraire fonctionné comme un formidable *accumulateur*, décantateur, clarificateur, concentrateur de toutes les positions doctrinales, théoriques, politiques et programmatiques du mouvement communiste, et de l'expérience des luttes gigantesques, et des leçons de la défaite et de la contre-révolution ; et qui a déversé ensuite tout cet acquis sur les jeunes militants, dans un jaillissement qui ne peut se comparer qu'à une éruption volcanique.

En vérité, il était tentant de faire du « bordiguisme », de lui attribuer à lui tout ce qu'il nous donnait, et avec quelle force ; il a fallu qu'il se batte aussi pour faire comprendre qu'un « chef » n'est qu'un *instrument* du parti, pas plus effi-

(1) Date de son arrestation et de sa déportation. Par ailleurs, dans sa lettre à Korsch du 28 octobre 1926 (reproduite dans *Il Programma Comunista* n° 21, 1971, et que nous publierons prochainement dans les colonnes de cette revue), Bordiga constatait que la tâche du moment n'était pas « l'organisation et la manœuvre », mais « un travail préliminaire d'élaboration d'une idéologie politique de gauche internationale, basée sur les expériences éloquentes qu'a connues le Komintern », et prenait acte de l'énorme difficulté — devenue par la suite *impossibilité* — de « toute initiative internationale » sur ces bases et dans ce sens. En fait, un bilan général des « leçons de la contre-révolution », qui en était alors à peine à ses débuts sans qu'on pût exclure l'apparition au sein même du mouvement communiste mondial de forces capables d'en contrecarrer la route à échéance pas trop lointaine, ne put en définitive être tiré qu'au cours d'un cycle long et tourmenté, dont un des aspects fut *l'isolement*.

cace que d'autres mais pas « parfait » non plus.

Contre la tentation de tout attribuer au « grand chef », l'anonymat des publications du parti s'imposait donc comme une exigence *politique* découlant de la situation et de l'expérience. Il suffisait de voir ce qu'étaient devenus le « léninisme » et le « trotskisme » pour s'en persuader. De même, ce n'est pas par modestie ni par principe, mais en voyant le culte stupide et répugnant rendu à la tombe de Marx, que Engels a exigé d'être incinéré et d'avoir ses cendres dispersées au-dessus de la mer. Rappelons à ce propos l'effarement de Kroupskaïa et de Trotski devant le culte rendu à la momie de Lénine. Les textes de parti portant une signature ne sont pas « œuvre personnelle » mais œuvre et patrimoine collectif. Il est vrai que, même après la phase d'apparition et de cristallisation de ce que, par commodité et tradition, nous continuons à appeler marxisme, phase où fatalement des noms lui servaient d'enseigne, les livres, brochures, articles, etc., devaient être *signés* dans la mesure où diverses tendances s'opposaient au sein même de l'organisation révolutionnaire. La délimitation, l'identification et la lutte de ces tendances se faisaient autour des travaux et des noms de leurs porte-parole ; mais ces divergences, tendances, luttes, portaient elles-mêmes de déclarations programmatiques, thèses, résolutions qui étaient à juste titre anonymes car destinées à faire fonction de guide *impersonnel* et *contraignant* du mouvement, et aboutissaient pour la même raison à des déclarations programmatiques, thèses, résolutions, de même nature, *visant* à obtenir, même si elles n'y réussissaient pas toujours, le degré le plus élevé d'homogénéisation du parti. C'est pourquoi, en particulier, l'imposant corps de thèses et résolutions des premiers Congrès de l'Internationale Communiste, visant à rétablir sur des bases de granit le mouvement communiste mondial, fut anonyme ; c'est pourquoi, à plus forte raison dans le désarroi complet provoqué par la contre-révolution stalinienne, ont paru anonymement et sont publiés anonymement, loin de la suggestion des « grands noms », les textes du parti, qui expriment un *effort* et une volonté d'homogénéité essentielle pour la renaissance du mouvement révolutionnaire de classe.

Biographie d'un homme ou d'un parti

Et voilà les Sorbonnards perdus. Pour eux, l'histoire des partis, c'est la biographie personnelle de leurs chefs ; et la pensée de ces « génies » est le démiurge de l'histoire de ces partis. Et de se lamenter qu'il « est encore difficile de rédiger une véritable [sic !] biographie de Bordiga... » (Préface à la « Structure... », p. 7). Pauvres gens ! Ils ne comprennent pas que pour le marxisme ce qui compte ce n'est pas la biographie de tel chef, mais l'*histoire d'un mouvement politique* qui représente, dans un jeu d'action et de réaction, un mouvement social, et dans lequel l'« histoire » d'un militant, même d'exception, ne peut être isolée. Ce qui compte, ce n'est pas la « pensée » du « grand homme » mais les positions qui, dans le développement du mouvement, trouvent en tel ou tel militant ou groupe de militants leur véhicule matériel. L'important n'est pas « l'évolution » de la pensée d'un tel ; ce sont les affrontements, les variations, les clarifications, les rectifications des prises de positions des courants politiques, en interaction dialectique avec les hauts et les bas de la lutte des classes. C'est de cette façon, et non en nous attachant à la biographie des individus en tant que tels, fussent-ils des Lénine, Trotski, Zinoviev ou Bordiga, que nous avons entrepris d'écrire l'histoire de la gauche communiste, dont seule une partie a pu être publiée en français pour le moment. Nous y étudions en particulier les rapports, pas toujours simples, entre la gauche italienne et les bolchéviks, dans une optique qui n'a rien de commun avec celle de la « biographie » donnée par M. Camatte.

Notons au passage dans celle-ci des affirmations hautement fantaisistes. Ainsi on nous dit qu'en 1919 « la dissolution de l'Assemblée Constituante fit croire à Bordiga que les Bolchéviks avaient effectivement une position antiparlementaire » (« Bordiga et la passion du communisme », p. 205), ce qui laisse entendre que les bolchéviks étaient des... parlementaristes ! Ou encore que « il est très intéressant de noter qu'il y a, à cette épo-

que [juillet 1920] une certaine convergence entre différents courants tendant à dépasser la démocratie» (ibid., p. 207), courants qui auraient été représentés par Bordiga et... Lukacs, Gorter, Pankhurst, Pannekoeck, alors que les bolchéviks auraient été de vulgaires démocrates ; en bonne compagnie, il est vrai, puisqu'il parle de « l'illusion démocratique (dont Marx et Engels n'avaient pas été épargnés) » (ibid., p. 205). Ces affirmations, ou encore celle qui prétend que le 3e Congrès de l'Internationale « se solde par une défaite du mouvement de gauche à l'échelle mondiale » (ibid., p. 211), l'assimilation plus ou moins confuse de la gauche italienne au KAPD, etc., ne font que révéler le confusionnisme et l'éclectisme politique de leur auteur. Pour couronner le tout, dédaignant l'histoire des partis et courants politiques, M. Camatte se lance dans un roman-Bordiga, avec des formules de ce genre : « En définitive, l'abstentionnisme et le heurt avec Lénine au 2e Congrès demeurent comme une obsession dans toute la vie de Bordiga » (ibid., p. 223), ou encore qu'il « ne parvint jamais à surmonter le débat de 1920 » (ibid., p. 224), tombant ainsi dans l'interprétation psychologique vulgaire et stupide.

Le but de ce travail est évident. Les textes qu'il veut utiliser et détourner, M. Camatte ne peut quand même pas les présenter pour ce qu'ils sont : le patrimoine collectif d'un mouvement politique, d'un parti. Il essaie d'en faire l'héritage d'un individu, ouvert à tous les individus.

« Passion du » — ou « lutte pour le » communisme

Certes, les textes de Bordiga résistent par eux-mêmes à cette « individualisation » et crient leur caractère de *textes de parti*, mais évidemment à des degrés divers. M. Camatte a donc opéré une sélection, et le titre de son recueil est déjà significatif. Il est certain que dans le travail de restauration du marxisme

entrepris par notre parti après la deuxième guerre impérialiste, la caractérisation du communisme et de son « stade inférieur », le socialisme, face aux falsifications staliniennes et à l'incompréhension générale, a été une tâche des plus importantes, et le reste encore aujourd'hui. Mais ce qui n'est pour nous qu'un aspect de la doctrine et du programme, indissociable du reste, M. Camatte en fait l'alpha et l'oméga d'un prétendu « bordiguisme ». A l'en croire, c'est Bordiga qui, enfin, aurait découvert et affirmé la nature non-mercantile du communisme, ce qui est archi-faux, et c'est cette « passion du communisme » qui le caractériserait, ce qui est tout aussi faux.

Il est évident que chez tout véritable militant communiste, la « passion du communisme » se manifeste comme *passion de la lutte révolutionnaire pour le communisme*, et comme passion de l'instrument indispensable de cette lutte, le *parti communiste*. M. Camatte, quant à lui, ne se revendique du « communisme » que pour nier la lutte des classes et la lutte révolutionnaire du prolétariat qui y conduit, et pour nier l'instrument de cette lutte, le parti. Nous ne nous occuperions même pas de lui s'il n'essayait de justifier cette double négation (pas du tout dialectique !) par l'utilisation de nos textes de parti.

De l'invariance au renouvellement du marxisme

Lorsqu'on veut cerner les positions défendues par M. Camatte, on se heurte à une difficulté qui n'est pas leur anonymat, mais leur incohérence. Dans son esprit, d'ailleurs, il ne s'agit pas là d'une faiblesse mais d'une force : « La volonté de cohérence opère parfois comme une inertie » (ibid., p. 11), reproche-t-il à Bordiga. Voilà certes un reproche qu'on ne saurait adresser à M. Camatte, à qui l'incohérence délibérée permet de franchir sans élan les fossés les plus larges. Dans la question fondamentale de l'invariance, par exemple, il écrit : « Certains auront tendance à classer l'œuvre de Bordiga parmi les manifestations du dogmatisme absolu [...] parce qu'ils n'auront

pas compris un point fondamental : s'il y a invariance du marxisme, ce n'est pas parce que celui-ci, en tant que théorie du prolétariat [...] serait toujours valable du fait que la société serait demeurée identique à elle-même depuis 1848 [...] mais parce qu'il est une anticipation [...] parce que la théorie contient la prévision de tout le cours du développement historique du capital et les modalités selon lesquelles la maturation des rapports sociaux devait faciliter [sic] le devenir [sic] au communisme. Marx a exprimé la solution générique et a exposé quelles étaient les phases que la société humaine avait à parcourir pour la réaliser» (ibid., p. 30-31).

Dans ce passage, M. Camatte semble reprendre à son compte notre conception et notre revendication de l'invariance du marxisme. Mais ce n'est qu'un at-trape-nigaud, puisque ailleurs il reproche à Bordiga de se contenter d'expliquer Marx, de se borner à une herméneutique (interprétation des textes sacrés) au lieu de se lancer dans l'innovation : « Malheureusement, la simple herméneutique ne peut suffire quand il faut affronter la nouveauté. Là est le point difficile » (ibid., p. 6). Autrement dit, la théorie a tout prévu — sauf ce qui est nouveau, et par conséquent « il faut donc faire à nouveau œuvre théorique » (ibid., p. 32). Car « ce qui s'impose à nous n'est plus la restauration du marxisme. Elle a été pleinement réalisée » (Préface à la « Structure », p. 19). Ce qui reste à faire, contrairement à ce qu'on a dit plus haut, c'est donc de « dépasser » le marxisme, c'est-à-dire le jeter de nouveau par-dessus bord : « la domination réelle du capital nous impose d'envisager une autre voie d'issue que celle qui a été jusqu'à présent recherchée » (ibid., p. 19), puisque aussi bien « il apparaît désormais qu'on ne puisse plus considérer le mouvement vers le socialisme à partir des stades indiqués par Marx » (« Bordiga et la passion du communiste », p. 23).

C'est ainsi que ce soit-disant « théoricien de l'invariance » affirme que la théorie marxiste a tout prévu — sauf, petit détail, qu'il faudra la renouveler ! Et qu'il reconnaît que le mérite de Bordiga fut d'être à même de maintenir le pôle du futur, le communisme, même si, [écoutez bien !] à l'heure actuelle nous le conce-

vons différemment » (Préface à la « Structure », p. 19).

Ces jongleries entre invariance et nouveauté, entre continuité et différence, tendent évidemment à accréditer l'idée que le véritable continuateur du marxisme c'est... le camattisme, et que « Bordiga » a constitué le maillon intermédiaire entre les deux. D'où l'attitude désormais réservée et ambiguë de M. Camatte par rapport à son dieu d'hier : ce n'était que son propre précurseur ! Il peut lui reconnaître (bien à tort !) le « mérite » d'avoir lancé des pointes hors du marxisme, mais il doit lui reprocher sa timidité, son refus d'en sortir complètement : « Bordiga exprima de façon parfaite les idées dominantes du mouvement communiste tel qu'il s'est développé après la révolution russe et, en même temps, il a exprimé ce que voila ce mouvement devenu diaphragme idéologique : le devenir réel, c'est-à-dire non interprété par le bolchévisme ou le léninisme, de la société. Mais sa lutte contre les déformations léninistes [sic], trotskystes, stalinistes [tout ça sur le même plan !] inhibèrent en définitive sa recherche. Sa volonté de ne point innover, de seulement commenter, de prouver que tout avait déjà été expliqué, le conduisirent à rester en deça de ses limites » (« Bordiga et la passion du communiste », p. 5-6). Rendez-vous compte, voilà un homme qui n'a voulu être que marxiste, alors qu'il aurait pu devenir... camattiste ; un homme qui « s'est volontairement limité ; il n'a pas produit ce qui était en lui. C'est pourquoi son œuvre signalisatrice du futur fut inhibée ou masquée... » (ibid., p. 6). Ou encore, à propos du capital fictif : « Sans parvenir à délimiter cette fictivité, Bordiga aborda tout de même cette tâche ; voilà pourquoi son œuvre est-elle parsemée de points de départ de recherches nouvelles qui ne trouvèrent pas de développement parce qu'elles furent inhibées par l'inertie organisationnelle du parti communiste international... » (ibid., p. 30).

Heureusement que M. Camatte est là. M. Camatte qui, tout en reprochant à Bordiga d'avoir été « responsable d'une survie d'un passé mystificateur, occulteur de ce futur » (ibid., p. 11), essaie désespérément de se raccrocher à lui, aussi bien pour se poser en continuateur d'une tradition, que pour détourner cette tradition vers lui.

Capital fictif et classe universelle

Le moment est venu de dire quelques mots de la théorie « nouvelle » des faits « nouveaux » de M. Camatte, et surtout de voir comment il construit cette théorie. Il prend effectivement comme « points de départ » des affirmations marxistes qui traduisent des tendances réelles de la société ; mais il isole ces affirmations de l'ensemble de la théorie, il ignore le processus historique contradictoire dans lequel ces tendances se manifestent : il élève ces affirmations à l'absolu, et donne ces tendances pour déjà réalisées. C'est la vieille méthode métaphysique et logicienne, incapable de saisir et de représenter un processus dialectique.

On peut citer un exemple classique de l'application de cette méthode, pas si éloignée que ça, d'ailleurs, des idées de M. Camatte ; c'est la théorie du « super-impérialisme » de Kautsky. Celui-ci aussi « partait » d'affirmations marxistes incontestables, exprimant la tendance du capital à la concentration et à la centralisation politique aussi bien qu'économique ; et, dans sa tête, il a poussé cette tendance jusqu'à son aboutissement « logique », en imaginant un super-Etat concentrant et centralisant l'oppression et l'exploitation impérialistes du monde entier. Lénine a dégonflé cette « découverte théorique » en remettant tout simplement cette tendance à sa place ; car si la tendance au super-Etat existe effectivement, la tendance opposée, la tendance centrifuge, existe aussi ; par l'analyse des faits les plus « nouveaux » (et nous nous efforçons de la faire, aussi) Lénine a confirmé la bonne vieille théorie qui connaissait les deux tendances, et prévoyait que la contradiction entre les deux et les secousses sociales que produit cette contradiction, s'amplifient à mesure que le capital se concentre.

Si Kautsky reste encore prudent et mesuré dans l'utilisation de cette méthode métaphysique, M. Camatte la pousse carrément jusqu'au bout et à l'absurde. A Bordiga qui « réfute ceux qui pensent que le développement de l'automatisation est une négation en acte de la théorie de la valeur de Marx », comme il dit fort

justement, il reproche qu'il « ne tire pas toutes les conséquences logiques de l'affirmation que le temps de travail vivant tend à toujours plus diminuer dans le mode de production capitaliste, que l'activité de l'ouvrier devient presque superflue » (*ibid.*, p. 21). Un reste de pudeur lui a fait mettre ce « presque », mais ce n'est de sa part qu'une concession formelle ! En réalité, sa critique ne s'adresse pas tant à Bordiga qu'à l'histoire, qui s'obstine à ne pas réaliser la conséquence « logique » de ... cette affirmation, et qui n'a pas encore rendu le travail des ouvriers « tout à fait » superflu. Qu'à cela ne tienne, « le parti, c'est l'anticipation », aussi M. Camatte donne-t-il froidement le développement « logique » de cette tendance pour déjà acquis.

A notre affirmation selon laquelle la tendance du capital est de réduire la part du travail vivant dans les produits et de contrecarrer ainsi dialectiquement la loi de la valeur qui est la base de son existence, affirmation qui exprime le fait que le capitalisme est contradictoire et que ses contradictions vont en s'accroissant, M. Camatte oppose l'idée « logique » du travail déjà superflu, de la valeur déjà éliminée par le capital lui-même, de sorte que « du jour au lendemain il est possible de détruire réellement la valeur » (*ibid.*, p. 21-22).

Plus généralement, du fait que historiquement la société capitaliste tend dialectiquement (c'est-à-dire contradictoirement) au communisme, M. Camatte tire la conséquence « logique » que « dans la phase finale du capital [...] celui-ci singe la société à venir et réalise les revendications immédiates du prolétariat » (*ibid.*, p. 30). Il va même plus loin dans l'anticipation hardie et ne craint pas de dire que « le capital a réalisé en fait [sic !] le stade de transition et dans une certaine mesure le socialisme inférieur » (*ibid.*, p. 23). Ainsi, prenant comme « point de départ » un texte qui montre qu'il n'y a pas de socialisme en Russie, M. Camatte découvre que le capital a réalisé le socialisme partout. Il faut le faire !

Il fera encore mieux. Partant de l'analyse de Marx et Engels rappelée par Bordiga, qui montre que le développement du capital tend à éliminer la figure du capitaliste classique, et de la démonstration marxiste de Bordiga que dans

certaines circonstances le mode de production capitaliste peut se développer sans une classe bourgeoise classique, il en déduit, et reproche à Bordiga de ne pas le faire, que « *s'il en était ainsi le mode de production capitaliste pouvait lui-même dépasser les classes, les absorber, en mettant tous les hommes en esclavage* » (Préface à la « Structure », p. 13).

A la trappe, donc, Bordiga, qui a rappelé avec force que le capitalisme ne pouvait même pas atteindre un état « pur » au point d'éliminer les classes moyennes !

A la trappe Engels, qui a montré que le capitalisme le plus « pur », le plus totalement concentré et dépersonnalisé (ce qui est irréalisable) serait encore du capitalisme, qui ne se rapprocherait du socialisme que par ses contradictions, de plus en plus explosives. Engels, qui disait que les classes sociales ne sont pas les causes, mais les produits des rapports de production et d'échange.

A la trappe, surtout, le vieux Marx, pour qui seule la dictature du prolétariat et la destruction des rapports capitalistes de production pouvaient abolir les classes ! A la trappe, Lénine, à la trappe tout le mouvement communiste, Ubu-Camatte a « déduit » que le capital peut lui-même dépasser les classes.

Que disons-nous « il peut » ? C'est déjà fait ! Les classes sont dépassées, il n'y a plus de bourgeoisie, plus de petite-bourgeoisie, il n'y a plus de prolétariat, il n'y a plus qu'une seule et unique « classe universelle » opprimée par le capital !

Mais alors, mais alors, s'il n'y a plus de classes, il n'y aura plus de lutte des classes ; qu'est-ce donc qui renversera la domination du capital ? M. Camatte nous laisse-t-il au moins la perspective d'une lutte de cette classe universelle contre le capital qui l'a mise en esclavage ? Même pas. Car, en même temps qu'il dépassait les classes, « *le capital dépassait ses limites en devenant capital fictif* » (« Bordiga... », p. 30). Allez donc vous battre contre un capital fictif ! Et, bien sûr, c'est encore du même Bordiga « *que nous sommes partis pour comprendre ce qu'était le capital fictif, et arriver finalement à l'affirmation que le capital n'est*

qu'une représentation » (Préface à la « Structure », p. 13). En d'autres termes, « partant » de la constatation que, dans certaines circonstances, du capital qui n'existe pas encore et qui peut-être ne se réalisera jamais, peut fonctionner comme capital, Nous, Jacques Camatte, Nous avons compris ce qu'est le capital fictif : Nous avons découvert que le capital est devenu fictif, et Nous affirmons finalement que le capital n'est qu'une représentation.

A se taper le cul par terre ! Eh oui, il est parti de Marx et Bordiga, il en est si bien parti, qu'il est arrivé aux antipodes ! Car pour le marxisme, le capital est un rapport social, un rapport réel entre les hommes, dans la production avant tout ; un rapport contradictoire qui engendre les classes antagoniques qui le reproduisent, mais dont la lutte, culminant dans la révolution et la dictature du prolétariat, doit entraîner sa destruction matérielle. Pour M. Camatte, il n'est qu'une représentation, c'est-à-dire une idée qui « parasite le cerveau de chacun » (« Invariance », II, 2) ; et nous voilà revenus en 1845, aux plus beaux jours de l'idéologie allemande tant raillée par Marx et Engels : libérons les cerveaux des hommes des représentations qui les parasitent... et ils seront libres. C'est simple, encore fallait-il y penser !

Encore une fois, nous ne parlerions même pas de M. Camatte s'il ne prétendait concilier ces positions inconciliables, s'il n'essayait de jeter un pont de l'une à l'autre, et de construire ce pont précisément avec nos textes marxistes. Et, peut-être plus encore que de combattre cette tentative, il nous importe de voir comment il procède, pour nous prémunir contre des « dérapages » qui, sans aller aussi loin, risquent de nous écarter de notre route.

* *

Nous avons déjà vu deux aspects de sa méthode, le fait d'isoler une tendance d'un processus dialectique et de la développer dans l'abstrait, et le fait « d'anticiper » et de donner ce développement logique pour déjà réalisé. Elle comporte un troisième aspect, d'autant plus dangereux qu'il sert aussi de véhicule aux au-

tres : c'est la passion des formules, le fait de se gargariser avec des mots ou des phrases devenues formules magiques, de rabâcher des formules en s'accrochant à leur lettre et en oubliant leur sens réel. On nous dira peut-être que nous n'avons qu'à ne pas utiliser des formules susceptibles d'être ainsi détournées. Mais c'est impossible.

La passion de la formule

Le mouvement ouvrier a toujours utilisé des slogans, des formules de propagande qui, sans être absolument précises et rigoureuses, disent bien ce qu'elles veulent dire. Citons, par exemple, les classiques « Expropriation des expropriateurs ! » et « Abolition de la propriété privée ! » que des gens ont tournées contre nous en assimilant le socialisme aux... nationalisations. De plus, il est impossible que dans une phrase on exprime correctement le rapport dialectique d'une réalité complexe ; inévitablement certains aspects seront plus accentués que d'autres.

De toute façon, le « formuliste » trouve son bonheur partout et fait flèche de tout bois. Qu'Engels utilise le « bon vieux mot allemand *Gemeinwesen* (communauté) », et le voilà qui s'empare de ce mot, s'en remplit la bouche et le répète jusqu'à l'écoeurement, en mettant dieu sait quoi dedans. Qu'on explique que le capital tend à nier la loi de la valeur, qu'on parle à propos du crédit de « capital fictif », il se jette sur ces expressions et les remâche avec délectation jusqu'à se convaincre lui-même que la valeur est abolie et le capital devenu fictif. Et ainsi de suite...

**

Il opère de la même façon dans la question du parti. En effet, une des formules que nous avons utilisées et que nous utilisons à propos du parti dit : « Le parti — c'est le programme ». Et c'est une formule formidable, un boulet

rouge tiré dans la gueule de tous les immédiatistes, des ouvriéristes, des spontanéistes et des activistes. De ceux qui s'imaginent que c'est la « volonté révolutionnaire » qui définit un parti ; de ceux qui croient que c'est sa composition sociologique ; de ceux qui croient que « le mouvement est tout et que le but n'est rien » ; de ceux qui n'ont ni principes fermes ni politique définie, mais attendent que les masses en découvrent spontanément ; de ceux qui appellent tous les « révolutionnaires de bonne volonté » à s'unir en pensant que le programme jaillira démocratiquement. Il fallait, et il faut lancer cette formule-choc pour affirmer que ce qui définit un parti politique, c'est son programme, c'est-à-dire son *but historique et les voies et moyens qui y conduisent*.

Parti réel ou idée de parti

Evidemment, il y a eu des gens pour prendre la formule « à la lettre » et réduire le parti au programme ; il faut être « logique », n'est-ce pas : si le parti c'est le programme, c'est donc que le programme est le parti.

En somme, contre les crapauds qui, sous prétexte qu'ils sautent, se prennent pour des aigles, nous avons lancé la formule « l'oiseau — c'est les ailes ». Et c'est vrai que ce sont les ailes qui caractérisent l'oiseau : pas d'ailes, pas d'oiseau. Mais la formule devient stupide si on la prend à la lettre et si on « identifie » l'oiseau aux ailes. Une paire d'ailes qui volète toute seule *n'est pas* un oiseau, c'est une abstraction, un « ange » si on veut. En toute rigueur, l'oiseau n'est pas des ailes ; c'est un *animal qui a des ailes*, un animal avec tout ce que ça comporte, des os, des muscles, une tête, un bec, un gésier, un cloaque, etc. De même, le parti *n'est pas* le programme : c'est une *organisation militante qui « a » le programme communiste* comme l'oiseau a des ailes.

Il est vrai que cette organisation subit les contrecoups de la lutte des classes et que, dans une période de contre-révolu-

tion, elle peut à la limite se trouver réduite à sa plus simple expression, à un fil ténu qui assure la continuité et transmet l'acquis du passé à la nouvelle génération révolutionnaire. Mais s'il faut savoir accepter et endurer cet état de « désincarnation » du parti, qui reste « parti » dans la mesure où il accomplit ce qui est sa fonction dans cette situation, il est absurde de l'idéaliser, de le considérer comme son état « normal » et de s'y complaire.

Il y a eu pourtant des gens pour le faire ! S'ils ont pu croire pendant un temps qu'ils avaient quelque chose de commun avec la gauche, c'est-à-dire avec le marxisme, c'est parce que nous étions effectivement réduits à cet état de quasi-désincarnation, et que ce fait allait à l'encontre des affirmations de principe que nous n'avons jamais cessé de défendre. Alors que pour nous le parti — armé, il va de soi, de la bonne théorie, du bon programme, des bons principes, de la bonne tactique et de la bonne organisation — doit non pas « être », mais *tendre à devenir la direction effective* des luttes prolétariennes, ces gens l'ont transformé en abstraction, en archiviste des positions révolutionnaires. Même ceux d'entre eux qui ne sont pas tombés dans le délire camattiste ont complètement falsifié la conception marxiste du parti, qu'ils réduisent à un rôle d'éducateur, d'illuminé des consciences, sinon au rôle encore plus dérisoire d'éditeur des Œuvres complètes du marxisme, de vulgarisateur de la doctrine en collection de poche.

Il est certain que le rabâchage de la formule « le parti — c'est le programme » a été, non certes la cause, mais le *moyen* de cette déviation que nous avons com-

battue à l'époque (voir dans *Défense de la continuité du programme communiste* les Thèses des années 1965-66) et que nous combattons inlassablement. Une des leçons que nous devons tirer de cette expérience, c'est que, s'il nous faut utiliser des formules lapidaires, des formules de propagande, des formules condensées, nous ne devons jamais les laisser devenir des formules « magiques », des recettes, des sentences dont la répétition incantatoire étouffe l'esprit au profit de la lettre.

Evidemment, M. Camatte était un champion du parti-programme au sens de parti-idée ou d'idée-de-parti. C'est parce qu'il n'a pas pu dépasser cette vision idéaliste qu'il a dû finalement quitter le parti. Il est très drôle de le voir déclarer aujourd'hui que l'œuvre de Bordiga « est également, au départ, une des composantes de notre affirmation qu'à l'heure actuelle toute organisation politique [...] est ou se transforme en racket » (Préface à la « Structure », p. 13). Ce qu'il prétend avoir découvert là, c'est en réalité son véritable point de départ : le refus d'un parti réel, le refus d'une organisation politique effective. Loin que la théorie du « capital fictif » et de la « classe universelle » soit la prémisse de ce refus, elle a été fabriquée après coup, pour le justifier.

Ceci dit, nous ne demandons pas mieux que d'ignorer M. Camatte comme nous l'avons fait pendant des années, et de le laisser barboter tranquillement sous la domination réelle du capital fictif, dans l'individualisme de la classe universelle. A une condition, toutefois : *qu'il n'essaye pas d'éclabousser le marxisme avec sa merde !*

programme communiste

**revue internationale trimestrielle
international quarterly review**

Le numéro : 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 5 FS - 50 Esc.

Price per copy: 60 p. - \$ 1.25

Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.600 Lires - 16 FS - 120 Esc.

Yearly subscription: £ 2.40 - \$ 5.00

le prolétaire

Journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro : 1 F - 10 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 20 F - 200 FB - 2.500 Lires - 14 FS

il programma comunista

Journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

publication trimestrielle / quarterly

Le numéro : 2 F - 20 FB - 300 Lires - 1,50 FS

Abonnement annuel : 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 6 FS